

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE SOCIOHISTORIQUE DE L'INFLUENCE DES INVASIONS VIKINGS
SUR LE PROCESSUS DE FORMATION ÉTATIQUE EN ANGLETERRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
MAXIME ROBERT

NOVEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

RÉSUMÉ

Ce travail offre une révision sociohistorique du processus de formation étatique fondé sur les prémisses du marxisme politique. C'est une relecture des thèses de Robert Brenner et sa théorie des relations sociales de propriété (TRSP) permettant de résoudre les limites *internalistes* de son approche. Inspiré des travaux de Benno Teschke et de Justin Rosenberg, ce travail élargit le spectre analytique de la TRSP à l'égard des régimes d'appropriation politique. Le concept d'hybridité interactive y est élaboré de manière à attribuer à la médiation géopolitique un rôle causal central dans le procès de formation de l'État. À la différence de Teschke et de Rosenberg, le concept positionne ce processus dans une perspective *interrégionale* plutôt qu'internationale, une subtilité analytique primordiale dans l'analyse historique de régimes prénationaux. Il permet ainsi de considérer la limite *typifiante* d'une conceptualisation sous forme de régimes d'appropriation et de souligner la diversité qualitative des régimes d'accumulations politiques. Empiriquement, ce travail extirpe le contexte de formation étatique de l'Angleterre de l'analyse strictement centrée sur la relation anglo-normande - à l'issue de l'invasion normande de l'île en 1066 - . L'unicité politique de l'Angleterre est plutôt resituée dans une perspective *régionale*, un point démontré par l'entremise d'une analyse de l'impact géopolitique des invasions vikings sur le processus de formation étatique en Angleterre entre le 9^e et 11^e siècle. Il est postulé ici que les stratégies d'accumulations scandinaves, avec ses expéditions vikings en Europe, ont eu un impact nécessaire sur la trajectoire de développement étatique anglais. Sans les multiples débalancements des relations sociales que leur présence a provoqués en Angleterre, l'invasion normande subséquente n'aurait pas pu avoir un effet politique aussi centralisateur.

Mots clés : sociologie historique - marxisme - accumulation politique - État - féodalisme
- viking - Angleterre - Danelaw - Scandinavie - international - capitalisme

REMERCIEMENTS

Je me dois de remercier le professeur Frédérick Guillaume Dufour pour son support continu. Sa présence m'a aidé à orienter mes recherches en sociologie en fonction de ma passion pour l'histoire médiévale européenne. Il a toujours été présent lorsque je me sentais égaré. Quiconque ayant une soif d'apprendre ne peut que reconnaître l'immense opportunité de travailler à ses côtés. Sans son encadrement rigoureux et ses attentes colossales qui poussent ses étudiants à se surpasser, il m'aurait été beaucoup plus difficile d'accomplir ce long projet. Un merci spécial au département de sociologie pour leur support financier dans mes recherches pour m'avoir sélectionné comme récipiendaire à la *Bourse d'excellence académique 2011-2012 des professeurs du département de Sociologie de l'UQAM pour les cycles supérieurs*.

Je désire aussi remercier Dany, ma mère, pour sa précieuse aide technique et morale; mes collègues de travail Benoît, Patrice et Jean-Denis de l'Agence Spatiale Canadienne pour leur support dans mes études durant les cinq belles années que j'ai passé à leurs côtés; Sébastien, mon ami d'enfance, pour sa curiosité indéfectible pour mon sujet de recherche; et enfin tous mes ami(e)s de l'école de danse Swing Connexion qui m'ont gardé la tête hors de l'eau durant les longues périodes de rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| RÉSUMÉ..... | ii |
| REMERCIEMENTS | iii |
| LISTE DES FIGURES..... | vi |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I | |
| L'ENJEU DE L'ÉTAT DANS LA SOCIOLOGIE : ENTRE RELATIONS SOCIALES, CHANGEMENT SOCIAL ET HISTOIRE | 9 |
| 1.1. La sociologie historique : une réponse au structuralisme..... | 10 |
| 1.2. La sociologie historique néowébérienne : la première vague et ses origines..... | 12 |
| 1.2.1. Retour en force aux États-Unis : une critique historiciste des théories parsonniennes | 14 |
| 1.2.2. La critique des critiques : les limites des analyses comparées de la sociologie historique..... | 17 |
| 1.2.3. Les limites de la sociologie historique : un enjeu de méthode | 18 |
| 1.3. Le renouveau néowébérien : entre spatialité et temporalité | 20 |
| 1.4. Synthèse | 23 |
| CHAPITRE II | |
| LE MARXISME POLITIQUE ET L'ÉTAT : ENTRE RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ ET GÉOPOLITIQUE..... | 26 |
| 2.1. Le marxisme politique..... | 27 |
| 2.1.1. Les deux approches théoriques de la transition au capitalisme chez Marx | 28 |
| 2.1.2. Robert Brenner et la Théorie des Relations sociales de propriété..... | 30 |
| 2.2. Impact sur sa théorisation du développement étatique anglais : Analyse du féodalisme européen..... | 33 |
| 2.2.1. Accumulation politique et renforcement étatique | 34 |
| 2.2.2. Cominnel et le féodalisme : entre seigneuries banales et manorialisme | 36 |
| 2.2.3. Les origines anglo-normandes du capitalisme : des castellans à l'invasion normande de 1066 | 38 |
| 2.3.1. Les critiques de l'eurocentrisme comme limite à la théorie des relations sociales de propriété? | 44 |
| 2.3.2. L'internalisme et la solution de Teschke | 47 |

| | | |
|--|--|-----|
| 2.3.3. | 1066 - l'origine scandinave de l'État anglais | 49 |
| 2.4. | La solution proposée : hybridité interactive du développement..... | 51 |
| 2.4.1. | La théorie du développement inégal et combiné..... | 52 |
| 2.4.2. | Les limites du développement inégal et combiné..... | 54 |
| 2.4.3. | Benno Teschke et le mythe de 1648..... | 56 |
| 2.4.4. | Par delà Teschke..... | 58 |
| 2.5. | Synthèse - Le cas scandinave : une double pertinence..... | 59 |
| CHAPITRE III | | |
| LES VIKINGS : 250 ANS D'HISTOIRE | | 63 |
| 3.1. | Mise en contexte: Quatre phases d'activités..... | 65 |
| 3.2. | La Scandinavie féodale | 71 |
| 3.2.1. | Classe sociale et hiérarchie..... | 71 |
| 3.2.2. | Un héritage de la période romaine | 72 |
| 3.2.3. | Appropriation terrienne | 74 |
| 3.2.4. | Un conflit de classe | 75 |
| 3.3. | Une structure sociale en mutation | 78 |
| 3.4. | Vers un nouveau rapport d'appropriation féodal? | 80 |
| 3.5. | Synthèse | 83 |
| CHAPITRE IV | | |
| LES RELATIONS ANGLO-SCANDINAVES: UNE HYBRIDITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ANGLETERRE | | 85 |
| 4.1. | L'ère Viking en Angleterre : la formation du Danelaw | 86 |
| 4.1.1. | Le Danelaw | 86 |
| 4.1.2. | Colonisation paysanne ou établissement d'une noblesse?..... | 90 |
| 4.1.3. | Établissement et colonisation | 93 |
| 4.2. | Le développement étatique anglais | 95 |
| 4.2.1. | Village, parenté et petits royaumes | 95 |
| 4.2.2. | Formation des domaines anglo-saxons : émergence d'une noblesse | 97 |
| 4.2.3. | Transformations au sein du régime anglais : l'impact viking | 99 |
| 4.2.4. | Autres impacts : développement économique et héritage légal | 106 |
| 4.3. | Synthèse | 110 |
| CONCLUSION..... | | 112 |
| BIBLIOGRAPHIE | | 121 |

LISTE DES FIGURES

| Figure | Page |
|--|------|
| 2.1 Les mouvements militaires de 1066. La tactique normande était de laisser le roi anglais Harold Godwinson affaiblir son armée contre le roi norvégien avant d'envahir..... | 41 |
| 3.1 Le déplacement des lignes commerciales (du 40e au 50e parallèle) se constate avec le tracé des échanges qui atteignent Constantinople. Les expéditions ont permis le maintien, durant l'ère Viking, des échanges entre l'Europe et l'Orient..... | 69 |
| 3.2 Tracés des différentes expéditions viking et de leurs incursions territoriales dans les quatre royaumes anglo-saxons..... | 70 |
| 4.1. Représentation des lieux en Angleterre aux origines étymologiques scandinaves. Ces lieux correspondent aux limites estimées des établissements issus des expéditions viking..... | 93 |
| 4.2 Carte des différentes routes commerciales scandinaves du Nord-Ouest européen durant l'ère Viking..... | 108 |

INTRODUCTION

Le paysage géopolitique européen s'est radicalement transformé au cours du second millénaire. Du féodalisme à l'absolutisme et au capitalisme anglais, les régimes européens ont façonnés son système international. Si les relations extraterritoriales de l'Europe médiévale étaient principalement marquées par une série de conflits violents (guerres et pillages), de nos jours, cette région du monde est plus que jamais pacifiée. Comment en est-on arrivé à ce point? Je fonde l'analyse de ce travail sur la prémisse interprétant le développement historique du système international comme le résultat d'un seul et même mécanisme social - les *relations sociales d'appropriation* - qui se manifeste de manière différenciée historiquement. Il peut sembler difficile d'étudier à la fois les phénomènes mésosociaux (relations sociales) et ceux géopolitiques (guerres) et espérer les lier analytiquement de manière cohérente. Le moyen le plus efficace afin d'y parvenir est de se référer à un médium social de l'État. L'analyse du processus de sa formation (et des causes de son développement) permet de faire le pont conceptuel entre les relations sociales (mésosocial) et le système international (macrosocial).

Au sens large, l'objet de ma recherche réside dans *l'origine historique de la formation de l'État*. Je cherche à y déterminer les variables causales responsables historiquement de sa formation. Si cette question occupe une place importante dans le champ des Relations internationales et de la science politique, l'horizon de la sociologie me semble pourtant plus approprié pour y répondre. Plus spécifiquement, c'est la branche de la sociologie historique (SH), avec sa maîtrise des analyses comparatives, qui attire mon attention. Son milieu est particulièrement actif et en constante évolution. Les tenants de ce champ s'attèlent à revoir l'histoire, telle qu'interprétée par les classiques des sciences sociales comme Karl Marx (1993, 1998) et Max Weber (1963, 1989, 1991, 1995, 2000, 2003): modernité, État, domination et exploitation, capitalisme et rationalité se retrouvent au centre des

argumentaires. Il en résulte de vifs débats, particulièrement entre néowébériens et les tenants du marxisme politique. Bien que cette situation éclaircie certains moments et processus historiques, les débats idéologiques qui s'y développent génèrent plusieurs questions à l'égard de l'origine de l'État. Parmi ces interrogations, deux points retiennent mon attention : d'un côté, comment peut-on distinguer les conditions nécessaires des conditions favorables à la formation d'un État? De l'autre, la formation étatique est-elle un processus historique dont les causes sont endogène au niveau domestique ou s'insère-t-elle dans une trajectoire historique mondiale?

L'objectif de ma recherche est *d'améliorer la compréhension sociologique de la formation de l'État*. Son origine est historiquement et spatialement spécifique et implique une série de causes. Le problème est que les théoriciens de la sociologie historique éprouvent encore de la difficulté à déterminer, de façon consensuelle, un schème causal général. Tenaillé entre une interprétation compréhensive d'un côté et de l'autre une plus explicative, il devient difficile de trouver une ligne directrice capable de rendre compte de son processus de formation sans négliger certaines variables. Mon sujet de recherche découle précisément de ces préoccupations théoriques. Je propose ici une *analyse sociohistorique de l'influence des invasions vikings sur le processus de formation étatique en Angleterre entre le 9^e et 11^e siècle*. Loin d'être anodin, ce choix de recherche est directement lié à mes critiques du marxisme politique.

L'approche analytique du changement social de Robert Brenner avec sa théorie des relations sociales de propriété (TRSP) est maintenant incontournable en sociologie historique (Brenner, 1989(b); 1990; 2002; 2006). Il est reconnu pour son analyse de la transition au capitalisme agraire dans les campagnes anglaises, interprété comme le résultat du conflit de classes entre la paysannerie et la noblesse terrienne. Le problème chez cet auteur clé du marxisme politique est qu'il utilise la théorie des relations sociales de propriété (TRSP) dans une hiérarchisation causale trop exclusive (ou plutôt insuffisamment *multicausale*), ce qui génère ses schèmes explicatifs *endogènes*. Ce problème émerge lorsqu'il tente d'expliquer l'origine spécifiquement anglaise du capitalisme et de l'État moderne. La transition est rendue possible, selon lui, en raison des spécificités du régime féodal de l'Angleterre. Le contexte

politique y est marqué par une centralisation du pouvoir royal qui assure une cohésion seigneuriale féodale et évite la parcellisation de la souveraineté, une situation à l'avantage de la classe extractrice plongée dans une relation conflictuelle d'appropriation avec la communauté paysanne.

Pour Brenner, l'origine de la centralisation politique anglaise est le strict résultat de l'invasion normande de 1066. L'établissement de la dynastie normande constitue pour lui une condition préalable au long processus conflictuel (entre seigneurs et paysans) qui va mener, quelques siècles plus tard, à la rupture du régime féodal anglais (et sa transition au capitalisme). Le problème avec cet argument est qu'il néglige une série de variables causales. Je soutiendrai que l'approche évacue les spécificités du développement étatique pré-normand en Angleterre et qu'elle tend, par le fait même, à négliger l'impact significatif de la médiation géopolitique des activités vikings dans le processus de formation étatique anglais.

Le phénomène viking a participé activement à la formation étatique en Europe et mon objectif est d'établir les fondements de cette influence, un point qui est source de débats dans les domaines de l'histoire et de l'archéologie. Aux deux pôles se trouvent des positions extrêmes; l'un attribuant un rôle prépondérant aux vikings sur le développement étatique en Angleterre (Jones, 1997; Stenton, 1989; Craughwell, 2008), l'autre le réduisant à une brève période de l'histoire sans trop d'impact à long terme (Brenner, 2002 et 2006; Sawyer, 1994). Entre les deux se retrouvent les auteurs moins intéressés à déterminer l'impact que le fonctionnement sociopolitique des Scandinaves durant l'ère Viking (de 793 à 1066) (Brink, 2008; Hadley, 2000; Headeger, 2006 et 2008; Richards, 2004). Il est difficile d'esquisser une image claire de leur impact. D'un côté, leurs activités extraterritoriales se sont radicalement transformées tout au long de cette période (on passe du pillage, à l'établissement permanent, à la conquête dynastique). De l'autre côté, la présence viking a provoqué une série d'interactions spatialement *différenciées*. Parmi leurs contributions on peut souligner : la formation de l'État autonome du Danelaw au sein des royaumes anglo-saxons; l'établissement scandinave en Normandie sous l'autorité du roi franc Charles le Chauve; une colonisation de l'Islande sous un régime oligarchique féodal (absence d'une royauté); la formation des

premiers centres urbains dans une Irlande jusque-là uniquement pastorale, etc. Il est bien sûr impossible d'aborder de front l'entièreté de ses impacts sur l'Europe. Mon intérêt est ici limité au cas anglais.

Ma problématique s'élabore en prenant en compte deux points: 1) un désir de parfaire notre connaissance du processus de transition à l'État moderne et capitaliste de l'Angleterre; 2) une volonté de peaufiner les outils théoriques de la sociologie historique concernant le processus de formation étatique en général de manière à outrepasser les limites endogènes de l'approche de Robert Brenner. C'est avec cet élan que je me demande ici *dans quelle mesure les activités vikings ont eu un impact sur la formation étatique de l'Angleterre et qu'est-ce que ce cas nous révèle pour notre compréhension du processus de médiation géopolitique de la formation étatique?* Comme je conserve une position critique à l'égard des arguments de Brenner concernant sa hiérarchisation causale du processus de formation de l'État anglais, il serait paradoxal d'user de ses outils théoriques sans les placer sous la loupe de mon analyse. En m'inspirant des travaux de l'auteur Justin Rosenberg (1994; 2006; 2010a; 2010b) et de Benno Teshcke (2002, 2003, 2006), je propose donc ici une révision de la théorie des relations sociales de propriété.

L'avantage de l'analyse de Rosenberg se trouve dans sa théorie du développement *inégal et combiné (UCD)* qui trace une trajectoire du développement des diverses communautés dans un ensemble plus vaste où les transformations vécues par les uns affectent inévitablement les autres. Le développement y est défini comme un *processus de redirection de la structure des relations sociales* (Rosenberg, 2006: 330). C'est un processus transformatif de l'activité sociale, une rupture avec le statu quo. L'avantage de son approche dans le cadre de mon analyse réside dans sa définition *ontologique* du développement dont les fondements résident en deux faits intrinsèquement liés. D'un côté, les sociétés sont conçues dans leur *texture inégale* et hétérogène où chaque unité détient une trajectoire particulière et qualitativement distincte (par rapport à l'homogénéité des conceptions, transhistoriques). De l'autre, le développement requiert un *dynamisme relationnel* où la trajectoire des uns implique systématiquement une interaction avec les autres. En d'autres

termes, l'idée de Rosenberg signifie, pour mon travail, un point de vue *international* du processus de développement étatique.

Paradoxalement, son approche s'avère vulnérable lorsque vient l'étape de l'analyse historique plus mésosociologique. Il est possible de critiquer Rosenberg à la fois pour son usage du concept marxiste de mode de production ainsi que pour sa réification du concept de l'*international* (qui s'applique difficilement à un contexte *prénational*). Pourtant, plusieurs éléments de sa conception méritent d'être conservés, un fait qui s'applique tout autant à la théorie de Brenner. C'est à cet effet que je propose ici une conception à mi-chemin entre les deux auteurs de sorte que la force de chacun élimine les lacunes de l'autre, une solution inspirée des travaux de Benno Teschke. Le programme de recherche de ce dernier tente de réhistoriciser l'*international* au sein de la SH. Pour ce faire, il intègre l'approche de Justin Rosenberg et sa théorie du développement inégal et combiné. L'ontologie de ce dernier systématise le caractère *différencié* de la formation étatique ainsi que l'influence du niveau *international* sur sa trajectoire de développement. La fusion des deux théories permet à Teschke d'attribuer une prépondérance à la médiation géopolitique dans le processus de formation du système international. Tout comme celui-ci, j'argumente qu'il est possible d'obtenir, en joignant l'ontologie de Rosenberg à l'épistémologie relationnelle de Brenner, une théorie capable d'incorporer l'espace géopolitique à la hiérarchisation causale de mon analyse comparée. Les objectifs sont pourtant bien différents. Là où Benno Teschke offre une réhistoricisation du concept d'international au développement du système international; j'historicise le concept de régionalisme, une différence qui facilite grandement l'intégration de cette théorie à l'analyse du développement des régimes précapitalistes et prémodernes. C'est à cette fin que je propose le concept d'*hybridité interactive*. Son application ouvre la porte à une relecture qui attribue aux activités vikings en Angleterre une position causale significative dans le processus de formation étatique anglais

De cette fusion théorique émerge une approche du marxisme politique améliorée capable de s'extirper des interprétations endogènes et de projeter ses analyses au niveau *interrégional*. Grâce à cette optimisation théorique, il m'est possible d'opérer une analyse sociohistorique en deux temps. Dans un premier temps, je démontre l'importance de la médiation géopolitique

européenne sur les relations sociales de propriété scandinaves et, conséquemment, sur la trajectoire de développement du régime scandinave. Ce fait se constate particulièrement grâce au caractère dynamique et transformatif des stratégies d'accumulation extraterritoriale viking (un passage du pillage à l'appropriation territoriale). Dans un second temps, je démontre l'impact crucial que le dynamisme de l'expansion viking a pu avoir sur le processus de formation étatique en Angleterre. Mes conclusions montrent que sans les changements sociaux provoqués par l'ère Viking, la victoire normande n'aurait pu avoir des résultats aussi unifiant que ce que l'analyse historique de Robert Brenner suggère.

Mon travail se divise en quatre chapitres : les deux premiers s'attardent à l'élaboration de ma position théorique, alors que les deux derniers, plus empiriques, sont réservés à mon analyse comparée. L'idée générale est ici d'entamer l'analyse de ma problématique dans un sens large et de progressivement en préciser les contours. L'objectif du premier chapitre consiste en une contextualisation de la sociologie historique (voir les travaux de F. G. Dufour et T. Lapointe (Dufour et Lapointe, 2007; 2010a; 2010b; Lapointe et Dufour, 2011) ainsi que ceux de John M. Hobson, Stephen Hobden et George Lawson (Hobson, 1998; Hobden et Hobson, 2002; Hobson, Lawson et Rosenberg, 2010; Lawson, 2007). Je souligne ici l'origine du renouveau durant les années 1970-80 aux États-Unis avec le coup d'envoi donné par les auteurs fondateurs de la sociologie historique néowébérienne: Anthony Giddens (1981, 1985, 1987), Theda Skocpol (1979, 1985, 1987) et Charles Tilly (1990, 2001, 2008). Ces derniers, très critiques des thèses structuro-fonctionnalistes de Talcott Parsons (1968a, 1968b), proposent une relecture des propos de Max Weber de manière à réhabiliter l'histoire à la sociologie. Si leurs analyses comparées intègrent les problématiques étatiques dans les analyses sociologiques, l'approche rencontre éventuellement certains problèmes de fond. Ultimement, les théories proposées échouent à s'extirper de la conception transhistorique de l'État. Une seconde vague d'auteurs a plus récemment proposé un renouvellement de l'approche. John M. Hobson (2004, 2009) et Michael Mann (1986, 1987, 2004) se sont inspirés des forces et faiblesses de leurs prédécesseurs afin d'élaborer une reformulation significative du concept d'État. Le premier, dans son analyse multicausale et multispatiale, élabore une théorie de l'État enchâssé dans une trinité spatiale (subnational, national, international) qui extirpe cette unité analytique de son autonomie causale. Le second propose

plutôt une conception systémique de la société où l'État résulte d'une série de pouvoirs typifiés, autonomes, mais interreliés (économique, politique, militaire et idéologique). Je termine en critiquant ces dernières tentatives et en soulignant la nécessité claire pour une hiérarchisation causale assumée, un point que toute sociologie compréhensive n'est pas en mesure d'offrir.

Le second chapitre constitue le cœur théorique de mon travail. Je présente ici l'approche de l'historien marxiste Robert Brenner, une théorie mésosociologique du conflit social (Brenner, 1989a, 1989b, 1990, 2002, 2006; Brenner et Isett, 2002). L'approche porte une attention particulièrement à l'origine des périodes de transition entre les différents régimes de propriété, avec l'exemple par excellence de la rupture du régime féodal anglais et sa transition au capitalisme agraire. L'objectif du chapitre est d'outiller convenablement ma recherche. La première étape consiste donc à décortiquer les arguments de Brenner afin de déterminer la validité des critiques à l'égard de sa théorie et d'y trouver des solutions. J'en conclus que la principale limite de la théorie réside dans le caractère internaliste de sa hiérarchisation causale. Ce point est flagrant lorsque Brenner propose que l'unification politique de l'Angleterre résulte strictement de l'invasion normande de 1066 (une situation féodale spécifique à l'île qui serait à l'origine du processus de transition au capitalisme). Tout autre facteur, comme l'occupation scandinave de l'Angleterre durant le 9^e et 10^e siècle, est considéré comme des variables négligeables dans l'équation. Afin de contrer ce problème analytique généré par la théorie des relations sociales de propriété, c'est ici que je fais intervenir les travaux de Benno Teschke et de Justin Rosenberg. Mes conclusions théoriques me permettent ainsi d'ouvrir la porte à une analyse empiriquement située.

La suite de ce travail est la démonstration empirique de la pertinence de l'optimisation théorique offerte dans le second chapitre. Fondé sur l'hypothèse que *les Scandinaves ont participé activement à la formation de l'État anglais*, le troisième chapitre se concentre à contextualiser les causes de la présence viking sur l'île. Une analyse historique des structures sociales scandinaves révèle qu'une série de transformations au sein du régime de propriété, à partir du 6^e siècle, est à l'origine du phénomène viking scandinave (transition d'un système de parenté fondé sur le don à un régime de territorialité). J'en viens ainsi à deux conclusions.

D'un côté, j'argumente que ces transformations ne sont pas seulement causées par un conflit d'appropriations localisé; elles résultent aussi du contexte géopolitique changeant de l'Europe (comme la chute de l'Empire romain qui ébranle le marché de la région). D'un autre côté, les transformations du régime scandinave provoquent une redirection significative des visées des expéditions vikings au fur et à mesure que les stratégies de reproduction de la classe seigneuriale scandinave se modifient.

Finalement, mon dernier chapitre gravite autour de l'argument proposant que la présence scandinave en Angleterre a provoqué une redirection significative du processus de formation de l'État anglo-saxon. Leurs activités ont directement ou indirectement transformé la structure politique régionale, et ce, tant au sein de son territoire occupé (le Danelaw) qu'à l'échelle de l'île. Mon analyse s'attarde à la fois à la formation du Danelaw, en tant que phénomène d'intégration politico-culturelle, et au développement étatique anglo-saxon (avec ses réponses variées aux nouveaux arrivants). Cette double perspective me permet de conclure que l'impact scandinave se constate principalement en trois points : 1) le pillage, la guerre et l'imposition du Danegeld (tribut pour la paix) a exacerbé la tendance préexistante à l'asservissement paysan; 2) l'établissement permanent d'une noblesse scandinave a provoqué la fragmentation des domaines anglo-saxons (individualisation des rapports de territorialité); 3) le débalancement géopolitique par l'intrusion viking a généré une réorganisation politico-militaire qui a abouti à la consolidation d'une structure hiérarchique *unifiante*, avec un pouvoir royal unique.

CHAPITRE I

L'ENJEU DE L'ÉTAT DANS LA SOCIOLOGIE : ENTRE RELATIONS SOCIALES, CHANGEMENT SOCIAL ET HISTOIRE

Dans le but d'approfondir la connaissance de la théorisation des processus de formation étatique, j'ai choisi d'insérer mon analyse au sein des approches de la sociologie historique (SH). Je développe, dans ce premier chapitre, son contexte de réémergence durant les années 1970-80. Mon intention n'est pas d'historiciser l'ensemble des contributions de la SH. Plutôt, je me limite ici à l'historicité récente des analyses portant spécifiquement sur la question de l'État. Deux de ses approches théorique m'intéressent : la sociologie historique néowébérienne (abordée dans le premier chapitre) et le marxisme politique (abordé dans le second chapitre). Cet effort de synthèse est principalement inspiré des contributions de Frédéric Guillaume Dufour et Thierry Lapointe qui offrent des clarifications significatives à l'égard de l'histoire de ce paradigme historiciste (Dufour, 2007; Dufour et Rioux, 2008; Dufour et Lapointe, 2007; 2010a; 2010b; Lapointe et Dufour, 2011).

Dans un premier temps, je montre ici que le renouveau de la SH s'est constitué en réponse au structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons et sa conception réifiée et linéaire de l'État. Le renouveau des interprétations historicistes s'inspire de la sociologie de l'action de Max Weber. Ses principaux tenants, Anthony Giddens, Theda Skocpol et Charles Tilly offrent une relecture de Weber dans le cadre de leurs analyses comparées. Ils tentent d'offrir une nouvelle conception de l'État qui se veut moins transhistorique et plus intégrée aux processus de changement sociaux. Pourtant, les lacunes analytiques des tenants de la première vague de la sociologie historique néowébérienne échouent dans leur tentative alors que leur fondement théorique formule une similitude qualitative de la trajectoire de développement des États. Ils

reproduisent aussi le rapport inégal où le système international gouverne les agents du niveau domestique.

Dans la seconde partie du chapitre, je m'intéresse aux contributions plus récentes de la sociologie historique néowébérienne en abordant les thèses proposées par John M. Hobson et Michael Mann. Ces derniers tentent de résoudre les limites structuralistes de la première vague à l'aide de l'analyse systémique (Mann) et de la multicausalité (Hobson). Je démontre cependant que ces solutions analytiques rencontrent certains problèmes que je considère insurmontable. En sommes, le premier chapitre constitue un point de départ à partir duquel il me sera possible d'élaborer la contribution de l'histoire à une analyse sociologique du processus de formation étatique.

1.1. La sociologie historique : une réponse au structuralisme

La sociologie historique, par définition, constitue un carrefour où diverses théories se rejoignent et se confrontent. C'est un « *ensemble de courants théoriques qui ont opté pour une approche multidisciplinaire et historique des processus sociaux, des changements structurels et des institutions sociales* » (Dufour et Lapointe, 2007 : 305). Aux antipodes du fonctionnalisme de Durkheim et de Parsons qui effectuent une séparation formelle entre la sociologie et l'histoire (Durkheim, 1893, 1894, 1897, 1912; Parsons, 1968a; 1968b), la sociologie historique fusionne l'espace au temps : « *we may define historical sociology [...] as a critical approach which refuses to treat the present as an autonomous entity outside of history, but insists on embedding it within specific socio-temporal place* » (Hobson, 2002 : 13). Plusieurs théories sociohistoriques adoptent une épistémologie relationnelle et une ontologie réaliste :

«It understands there to be an underlying social reality, but equally clearly understands that all social relations exist in constitutive inter-relation with others, hence the need to problematize difference, multiplicity and interactions, to go beyond immediate context and to transcend narrow viewpoints» (Lawson, 2007: 358)

On retrouve en sociologie historique une multitude de sous-disciplines provenant des sciences sociales et qui ont trop souvent tendance à être séparées formellement les unes des autres (Lawson, 2007 : 356). Cette séparation est à la fois théorique et pratique; la divergence des outils d'analyses entre le sociologue, l'historien, l'anthropologue ou le politologue est tout aussi importante que la séparation formelle des universités avec leurs divisions départementales de l'espace¹. Souvent contradictoires, les différentes approches qui s'identifient à la sociologie historique conservent pourtant un corpus de problématiques communes. La visée générale de l'approche concerne la relation entre agents et structure : « [it] aims to unravel the complexity that lies behind the interaction between social action and social structures (understood as relatively fixed configurations of social relations) » (Hobson, Lawson et Rosenberg, 2010 : 4; Hobson 2002; Lawson, 2006). Deux sujets y sont récurrents : 1) *le débat sur la transition au capitalisme* (Ashworth, 1996, 2008; Brenner, 1989a, 1989b, 1990, 2002, 2006; Brenner et Iset, 2002; Comninel, 2000; Dufour, 2007, 2008; Dufour et Rioux, 2008; Dufour et Lapointe, 2010a, 2010b, Lapointe et Dufour, 2011; Goldstone, 2009; Pomeranz, 2000; Post, 2011; Thompson, 1966; Wood, 1995, 2002; Wong, 2000), ainsi que 2) *le processus de formation étatique et les théories de la modernité* (Giddens, 1981, 1985, 1986, 1987, 1991; Hobson, 2004, 2009; Mann, 1986, 1987, 2004; Moore, 1966; Tilly, 1990; 2001; Rosenberg, 1994, 2006, 2010a, 2010b; Skocpol, 1985, 1979; Teschke, 2002, 2003, 2006). L'approche s'intéresse aussi aux débats plus contemporains, notamment la question de la guerre, l'impérialisme et la globalisation (Wood, 2003).

La sociologie historique n'est pas une approche récente. On peut en retracer les origines dans les travaux des classiques comme Max Weber et Karl Marx. Durant les années 70-80, particulièrement aux États-Unis, un renouveau historiciste au sein des analyses sociologiques propulse la popularité du champ avec les importants travaux de Barrington Moore (1966), Theda Skocpol (1985, 1987, 1979) et Charles Tilly (1983, 1990, 2001, 2008). Leurs contributions s'élaborent en réponse à la sociologie parsonnienne qui a sapé les fondements historicistes de la sociologie de Weber (Parsons, 1968a, 1968b).

¹ Une division départementale qui réduit la capacité de dialogue interdisciplinaire.

Durant les années 60-70, le structuro-fonctionnalisme de Parsons entre en crise et s'avère incapable de rendre compte des phénomènes sociaux qui sont en train de transformer la réalité mondiale. Le renouveau sociohistorique des États-Unis a vivement participé à la critique de la sociologie parsonnienne. Barrington Moore ainsi que ses deux étudiants Theda Skocpol et Charles Tilly font parties de ceux qui ont orienté leurs analyses en réponse à Parsons. Associés à la première vague de la SHW, ils sont considérés comme les figures de proue au processus de réinsertion de l'histoire au sein de la sociologie et de relecture et réinterprétation des écrits du classique Max Weber. On reproche à Parsons, et les tenants de son approche, de conserver une conception structuraliste trop rigide, une conception linéaire et transhistorique du développement étatique ainsi qu'une absence de considération pour toute influence internationale sur la trajectoire développementale domestique.

Dans la prochaine section de ce chapitre, je m'attarde à développer les contributions des divers auteurs constitutifs de la SHW. Dans un premier temps, je porte une attention particulière aux travaux de Max Weber et à la réinterprétation néowébérienne par la SHW. Je souligne ensuite les diverses forces et faiblesses du renouveau historiciste avant de plonger dans les débats plus actuels du champ, particulièrement les tentatives de John M. Hobson et de Michael Mann pour résoudre les limites des travaux de la première vague à l'égard de la conception étatique.

1.2. La sociologie historique néowébérienne : la première vague et ses origines

Défenseur d'une sociologie compréhensive, Max Weber (1864-1920) a établi une série d'idéaux-types par l'analyse de l'action humaine (Weber, 1921 : 27-100). Son individualisme méthodologique cherche à comprendre l'activité humaine comme étant orientée à partir de valeurs subjectivement significatives qui structurent le comportement et cristallisent les expériences historiques. S'opposant à une analyse explicative causale des phénomènes sociaux comme le proposait la sociologie fonctionnaliste française (Durkheim, 1893, 1894, 1897, 1912; Mauss, 2007), Weber propose une sociologie compréhensive. Il oriente son analyse sur le caractère rationnel des actions humaines, une rationalité centrale à l'élaboration

de ses *idéaux-types*, particulièrement à l'égard des rapports de domination². Définie comme une formule abstraite et hypothétique visant à proposer des « formes » générales et non-exclusives que peuvent prendre les relations sociales, ces idéaux-types sont des concepts construits et distincts de la réalité empirique (Weber, 1921 : 285-390).

Une des illustrations de la sociologie compréhensive de Weber est son analyse historique de l'émergence du capitalisme qui rejoint sa sociologie des religions. Il tente de comprendre pourquoi le développement récent de l'Europe était si différent du reste du monde. Il en vient à comparer diverses religions (l'hindouisme et le bouddhisme; le taoïsme et le confucianisme; le protestantisme) et à analyser leurs impacts sur l'éthique des sociétés, la rationalité individuelle et la trajectoire de développement économique (tendances à l'innovation technique et accroissement de la productivité). En d'autres termes, Weber y cherche les causes culturelles de l'existence du capitalisme en fonction de la rationalité et mentalité issue des grands courants de pensées (Weber, 1916a, 1916b). L'auteur conclut que le capitalisme émerge d'abord en tant que nouvelle *morale*, un « esprit du capitalisme » né de l'interaction, d'un côté, d'une bourgeoisie émergente dans les villes européennes et, de l'autre, de l'unicité de la religion protestante avec l'individualisme exacerbé de son esprit puritain (Weber, 1904; 1923). Cette interprétation transhistoricise le dit « esprit du capitalisme », faisant de la tradition un obstacle à une nature humaine à priori compatible avec une morale capitaliste moderne.

Malgré sa méthode et son souci des faits historiques, l'approche de Weber est critiquée pour son caractère téléologique du développement du capitalisme (Wood, 2002; Dufour, 2008; Dufour et Lapointe, 2010a; Lapointe et Dufour, 2011; Brenner, 1989). Ce problème est lié à sa conception de la transition basée sur la théorie du choix rationnel qui limite les capacités historicistes de ses recherches à se distancier de l'interprétation classique et paradoxale de la révolution bourgeoise comme moment central de la transition (Weber, 1923 : 295-386). Son modèle théorique génère ainsi une vision transeuropéenne de la transition au

² Il distingue trois formes de rapports de domination et des fondements de la légitimité, soit la domination légale, traditionnelle et charismatique, trois types qui s'entrecroisent avec quatre formes de rationalités (en finalité, en valeur, en affecte et traditionnelle).

capitalisme. Puisqu'il essentialise le phénomène de transition à une transformation de la rationalité individuelle, le capitalisme transgresse les barrières politico-territoriales pour établir ses frontières culturellement. Cette limite théorique de Weber remonte à sa participation à la querelle des méthodes qui secoue les sciences sociales naissantes en Europe où il finit par accepter la conception marginaliste du marché qu'il considère la plus rationnelle (Clarke, 1982 : 166). Il oriente ainsi sa méthode d'analyse en fonction de l'action. L'individualisme méthodologique qui en découle vient légitimer la conception d'un agencement orienté en fonction des lois du marché (l'économie). La sociologie hérite alors de la tâche d'étudier les cas de déviations par rapport à ce comportement considéré comme la norme, une tâche qu'on peut considérer comme complémentaire à l'économie.

1.2.1. Retour en force aux États-Unis : une critique historiciste des théories parsonniennes

Plusieurs auteurs ont contribué à la théorisation des relations internationales et de l'État en sociologie historique. Un premier groupe s'inspire principalement, mais pas exclusivement, de l'héritage wébérien. Bien qu'ils ne s'associent pas tous officiellement à Weber dans leurs analyses, ces auteurs se rejoignent soit dans leur conception de l'histoire, dans leurs outils d'analyse, ou leurs fondements théoriques (Dufour et Lapointe, 2010a; Hobson, Lawson et Rosenberg, 2010 : 11). Le renouveau est marqué à la fois par une réhistoricisation de la sociologie et un rapprochement entre l'international et le domestique dans l'analyse du développement étatique. Les auteurs néowébériens s'intéressent à la problématique de formation des États. Ils tentent de résoudre ses points de contention grâce aux concepts wébériens de puissance, de rationalité et de légitimité. Bien qu'il soit difficile de regrouper un ensemble d'auteurs sous la même bannière wébérienne, on peut en dégager certains points communs, c'est-à-dire une volonté de s'extirper de l'ahistoricisme; « [they] *try to perceive the unity in diversity without reifying either* » (McMichael, 1990 : 395). Le résultat est un effort intellectuel soutenu dans l'optique de créer un pont théorique entre les dynamiques micro, méso et macrosociales. Autrement dit, l'idée est de lier les conditions géopolitiques de l'international au développement spécifiquement domestique et ainsi d'extirper l'agent d'un

déterminisme étatique et réaliste. De la première vague, il est surtout important de souligner les contributions d'Anthony Giddens, Theda Skocpol et Charles Tilly.

La sociologue américaine Theda Skocpol construit une vision organisationnelle et réaliste de l'État qui entre en opposition avec les approches volontaristes attribuant un rôle important à l'action individuelle (Skocpol, 1979; 1985; 1987). Une des thèses importantes proposées par l'auteure concerne l'autonomie potentielle de l'État qui crée une séparation conceptuelle et fonctionnelle entre la classe gouvernante et la classe exploitante (Skocpol, 1979; 1985 : 51-59). Chez Skocpol, l'État constitue une organisation sociale « *contrôlant (ou cherchant à contrôler) des territoires et des populations* », structurée autour de relations de classes, et d'un contexte géopolitique d'interaction avec d'autres acteurs étatiques à l'échelle internationale (Skocpol, 1985 : 56-57). En d'autres termes, « *la configuration des relations de classe, combinée au contexte spécifique du processus de compétition géopolitique, représenterait le fondement de l'analyse des révolutions sociales pour Skocpol* » (Dufour, 2010a, 389). Très structuraliste dans son approche, elle affirme que tout succès d'une révolution sociale requiert une transformation radicale des structures étatiques (McMichael, 1990 : 385). Si Skocpol attribue un rôle important des RI dans le développement interne des structures sociales, elle sera notamment critiquée sur son utilisation du modèle géopolitique standard néoréaliste (Dufour et Lapointe, 2010b; Hobson, Lawson et Rosenberg, 2010). Ce modèle génère une homogénéité des unités d'analyse (les États) ce qui incite Skocpol à les étudier séparément du tout, une limite que Philip McMichael considère pouvoir résoudre en resituant chaque unité dans une trajectoire plus globale (McMichael, 1990).

Une autre figure importante de la sociologie historique est Charles Tilly (1929-2008). Sa posture théorique interprétative et englobante traite d'une causalité spécifique, non généralisable, dont les fondations viennent s'enchâsser dans l'empirisme d'une narration historique. En s'intéressant au caractère « interconnecté » des phénomènes sociaux, l'auteur laisse une meilleure marge de manœuvre aux mouvements sociaux dans la détermination de la trajectoire du développement étatique et du changement social en général (Tilly, 1983, 2008; McMichael, 1990 : 395; Karlberg, 2002; Dufour et Lapointe, 2010b). La théorie de

l'État chez lui se fonde sur le caractère transterritorial des mouvements sociaux. Ils sont considérés comme des processus sociohistoriques capable d'affecter le système international, et non pas seulement comme un phénomène interne aux États au potentiel agentiel limité. Tilly tente d'analyser la formation des États-nations européens par l'entremise des conflits géopolitiques interrégionaux, s'opposant ainsi à toute théorisation réificatrice de son développement (Tilly, 1990). Plus spécifiquement, la construction des États y est conçue comme le résultat de la guerre et de la capacité d'un individu (monarque) ou d'un groupe à s'imposer par un système protectionniste de « rackets » souvent associé au crime organisé (Tilly, 2001). Tilly est notamment critiqué pour sa conception trop mésosociale qui ne prend pas en considération les rapports de classes (notamment à l'égard de la paysannerie) qui expliqueraient mieux les différences entre les diverses régions dans la construction étatique (Teschke, 2003 : 122-127). Bien qu'il prend en considération le caractère interconnecté des expériences, l'approche comparative de type *englobante* de Tilly constitue une analyse tournée vers le contexte historique des structures et des processus des expériences, ce qui, selon Philip McMichael, implique que le *tout* vient déterminer ses *parties* (McMichael, 1990 : 386). Une telle logique est jugée problématique dans la mesure où elle implique d'importants risques de réifications (comme l'État) et attribue un rôle trop grand aux structures macrosociales.

Enfin, la conception réflexive de la société chez Anthony Giddens (1981, 1984, 1985, 1987, 1991) joue, dans ses travaux plus récents, un rôle important pour sa théorisation du processus de modernisation où le passage d'une société traditionnelle à une société moderne est marqué par le changement du niveau de conscience de l'agence (Giddens, 1985; 1991). Par exemple, il relève deux facteurs conditionnant le développement d'un pouvoir administratif central de l'État-nation, qu'il associe souvent à la période européenne de l'État absolutiste. D'un côté, il considère les conditions techniques d'une industrialisation qui rendent possible une convergence de l'espace-temps du monde social (développement de l'imprimerie; développement des réseaux de communication; mécanisation et accélération du transport; élaboration de technique sociale de surveillance par des méthodes d'enquêtes statistiques officielles). D'un autre côté, Giddens élabore plus longuement l'argument foucaldien de la transition d'une autorité punitive (violence publique et caractère

spectaculaire des punitions) à une autorité disciplinaire (séquestration et perte des libertés, développement des asiles et des prisons) (Foucault, 2004, 2007; Giddens, 1987 : 172-197). Selon lui, cette transition s'élabore tant dans une perspective régulatrice de la déviance sociale que dans une autre orientée vers la régulation du travail. Le pouvoir disciplinaire ne constitue pourtant pas selon, Giddens, la « nature » même de l'État moderne. Il serait plutôt le résultat d'une activité sous-jacente à son concept de pouvoir administratif générant une pacification interne (une monopolisation de la violence légitime; pacification du processus d'extraction de la richesse par la généralisation des contrats de travail; externalisation des activités militaires et émergence du corps policier) (Giddens, 1987 : 181-192).

1.2.2. La critique des critiques : les limites des analyses comparées de la sociologie historique

Le problème le plus préoccupant et percutant pour les auteurs qui s'inspirent des trajectoires de la première vague réside dans la conception structurante de l'État où le système international occupe une place déterminante dans le développement :

Le pouvoir agentiel de l'État au sein de la première vague s'exprime par sa capacité à agir contre la société, c'est-à-dire à contourner ou à surmonter les obstacles ou contraintes issus de la société, de manière à se conformer aux exigences fonctionnelles de la structure du système international. (Dufour et Lapointe, 2010a, 392)

Malgré les tentatives de Skocpol de réintégrer l'agencement étatique dans le discours sociologique, ou l'accent sur l'impact international des mouvements sociaux de Tilly, la conception de l'État en tant que formation sociale est naturalisée. On y attribue une autonomie politique d'essence négative puisque l'État persiste à être conçu comme un acteur extérieur qui impose une régulation sur l'agent au niveau domestique. La limite de Skocpol et Tilly prend racine dans leur stratégie analytique comparative. Ils utilisent l'autonomie politique et la primauté des facteurs géopolitiques pour expliquer le processus de transformation institutionnel, processus jugé comme un phénomène interne à l'État. En

d'autres termes, le *tout* (le système international et les activités géopolitiques) gouverne les *unités* (les acteurs domestiques) :

Ce n'est donc pas une coïncidence si l'anarchie du système international est réifiée autant chez les néoréalistes que chez la première vague de sociologie historique néowébérienne. C'est la conséquence du parti pris méthodologique pour une analyse multicausale qui segmente a priori différentes sphères quasi-autonomes ou autonomes d'activités sociales et fait de la géopolitique une dimension autonome du monde social (Dufour et Lapointe, 2010a, 386)

Pour Philip McMichael, la réification du tout résulte d'un manque d'accent sur la construction causale de l'analyse historique et une incapacité chez Tilly et Skocpol à s'extirper d'une analyse ancrée dans une théorie formelle (McMichael, 1990 : 388). En apposant une théorie structurante des relations internationales à la sociologie historique, les tenants de la première vague néowébérienne développent une stratégie analytique problématique qui assume le caractère naturel de l'État. Incidemment, puisque tous les États sont considérés qualitativement similaires (dans la trajectoire de leur développement et leurs finalités), on perd la pertinence de la spécificité historique du développement de l'État.

1.2.3. Les limites de la sociologie historique : un enjeu de méthode

Pourquoi la sociologie historique n'arrive-t-elle pas à s'extirper de l'interprétation réificatrice de l'État? Bien que le renouveau en sociologie historique ait spécifiquement adressé cette question, l'unité étatique persiste à être considérée comme une variable indépendante. Si sa formation est considérée comme déterminante pour la trajectoire des relations sociales, la théorisation du processus entrave toute possibilité d'influence bidirectionnelle où les relations sociales influencent la trajectoire de développement des États. La complexité du problème est qu'il comporte une double contrainte : 1) *méthodologique* (conserver les fondements d'une neutralité axiologique tout en réintégrant le caractère historique aux analyses) et 2) *théorique* (optimiser les outils analytiques dans la recherche de variables causales à un phénomène). Tel que souligné plus tôt, la sociologie

historique est une perspective analytique non-homogène (Lawson, 2007 : 356). Sa trajectoire de recherche est multidisciplinaire et souvent antithétique dans ses définitions conceptuelles. Une situation qui n'entre pas vraiment en contradiction avec le rôle que Lawson attribue à la SH, c'est-à-dire l'acte de calibration entre le travail empirique et théorique grâce aux comparaisons empiriques:

« Historical sociology aims to provide conceptual abstraction that, when conjoined with empirical work, provide explanatory contours that lie beyond and beneath the lurches and hiccups of world history. » (Lawson, 2007 : 358)

L'analyse comparative est la méthode analytique la plus commune en SH. Les résultats qu'on en tire ne sont pourtant pas constants. Plusieurs perspectives aux conclusions contradictoires peuvent être incluses dans l'approche et, par moments, elle est plus chancelante et vulnérable aux critiques (d'où l'échec des objectifs de la première vague néowébérienne). Pour McMichael, c'est spécifiquement sur ce point que nos efforts doivent être orientés. Sensible aux comparaisons englobantes de Tilly, il propose une version *incorporée* qui s'éloigne de toute stratégie analytique prenant pour acquis que le *tout* gouverne ses *parties* (McMichael, 1990 : 386). Pour lui, l'avantage des analyses comparatives est justement qu'elles permettent la construction d'un tout *à partir* de l'analyse de ses parties :

« Rather than using "encompassing comparison" [...] it progressively constructs a whole as a methodological procedure by giving context to historical phenomena. In effect, the 'whole' emerges via comparative analysis of "parts" as moments in a self-forming whole. » (McMichael, 1990 : 386)

Le point intéressant chez McMichael est qu'il prend en considération que l'analyse comparative fait partie intégrante de la substance de l'analyse et n'est pas limitée à un simple cadre théorique; *« whether considering nation-states or a singular world system, neither whole nor parts are permanent categories or unit of analysis. »* (McMichael, 1990 : 386). Qu'est-ce que la comparaison incorporée de McMichael implique pour la conception de l'État? Le point principal est qu'elle remet en question le concept même d'*international*, qui doit dès lors être réhistoricisé. Il existe une multitude de réinterprétations du processus de

formation étatique. Deux retiennent mon attention ici : 1) la vision néowébérienne multicausale de John Hobson et Michael Mann et 2) l'interprétation internaliste des relations sociales de propriété de l'historien Robert Brenner. La dernière section du présent chapitre décrit les forces et faiblesses de la première position. Je réserve ainsi le second chapitre à l'approfondissement de l'approche de Brenner.

1.3. Le renouveau néowébérien : entre spatialité et temporalité

Depuis les années 1990, certains tenants du renouveau de la sociologie historique, comme Michael Mann (1986, 1987, 2004) et John Hobson (1998, 2002, 2004, 2009), ont concentré leurs efforts à réhistoriciser l'*international*. Ils remettent en question principalement le caractère ahistorique de ses fondations réalistes et anarchiques de l'international (Hobson et Hobden, 2002 : 63-81; Dufour et Lapointe, 2007 : 323). À la lumière des contributions et limites des ouvrages de la première vague néowébérienne, ces deux auteurs ont opté pour une recherche multicausale plus diffuse et compréhensive et moins axée vers la hiérarchisation des variables - par rapport aux postulats du matérialisme historique dont la recherche de variable fut critiquée pour son unilatéralisme et sa théorie monocausale - . D'un côté, Michael Mann élabore une théorie systémique des pouvoirs sociaux qui s'oppose à toute conception unifiante de la société. D'un autre côté, John Hobson, fortement inspiré par les travaux de Mann et préoccupé de prendre ses distances face à toute critique de l'eurocentrisme, propose une histoire globale et y conceptualise une autonomie enchâssée des États.

Le premier auteur, Michael Mann, s'inspire du modèle idéal-typique wébérien pour théoriser le monde social sous la forme de réseaux organisés autour de pouvoirs sociaux. Il s'oppose à toute conception totalisante ou unitaire de la « société » (Mann, 1986 : 28). Au lieu de l'abstraction du terme « société », il élabore une théorie des interrelations systémiques entre une série de sources de pouvoir typifiés (économique, politique, militaire et idéologique). Ceux-ci agissent comme les « tracklaying vehicles » de l'activité, chacune relativement autonome, mais toujours en interrelation. Il met en pratique ce modèle analytique notamment dans sa révision du concept de démocratie et de modernité (Mann,

2004 : 55-69). Par ailleurs, il analyse le développement politico-historique de la citoyenneté par l'entremise des stratégies des classes dominantes pour reproduire leur position sociale (Mann, 1987). Ce développement se veut dominé par une série d'acteurs internationaux et de facteurs géopolitiques très proche de la conception réaliste des Relations internationales. Sa conception de l'international est cependant difficile à critiquer puisqu'elle découle d'un raisonnement logique et non pas d'une réification comme l'argument de Hobson (Brenner, 2006; Lapointe et Dufour, 2011; Hobson, 1998).

Le second auteur, John M. Hobson, est professeur en relations internationales et en politique à l'Université de Sheffield au Royaume Uni. C'est à ce fervent wébérien qu'on attribue la distinction entre les différentes vagues au sein de son approche. Ses analyses sont axées vers le processus de formation étatique et les rapports de dominations au sein des classes dominantes. Il est particulièrement intéressé à intégrer la sociologie historique à une théorisation de l'international (Hobson, 2002, Rosenberg, 2006) et est connu pour son travail sur l'eurocentrisme où il critique toute interprétation du développement de l'Europe qui ne prend pas en considération l'influence des civilisations à l'Est (Hobson, 2004; 2009)³. Hobson s'inspire de Mann et de sa typologie des pouvoirs sociaux pour décrire la complexité du changement systémique (entendu comme les phénomènes macrosociaux comme les révolutions, l'industrialisation, l'émergence du capitalisme, etc.) (Hobson, 1998). Il décrit la trajectoire historique comme un « patterned chaos », une histoire marquée par la discontinuité et l'imprévisibilité du changement. Il reconnaît, par ailleurs, que le système international est aussi le résultat de dynamiques internes (domestiques) et non strictement *sui generis* aux activités internationales. Hobson défend que la SHW est en mesure de proposer davantage que l'idée d'autonomie étatique de Skocpol. Il y arrime ses concepts de *multicausalité* et de *multispatialité*. Le premier insiste sur l'importance de comprendre le changement politique et social par un ensemble de forces qui ne peuvent être réduites en une essence singulière et le second souligne l'interrelation systémique des divers niveaux (société, état, international) (Hobson, 1998 : 287-288). Selon lui, toute analyse monocausale a pour effet de réifier notre

³ Ces dernières auraient selon lui joué un rôle prépondérant dans l'élaboration d'un système est-ouest d'échange de longue distance, un système qu'Hobson articule à sa théorie du développement profondément ancrée dans un processus d'« early globalization » (Hobson, 2009).

compréhension de l'histoire et limite de fait toute capacité explicative, ce qui le mène à critiquer le *tempocentrisme*⁴ et le *chronofétichisme*⁵ des interprétations néoréalistes de l'international (Hobson, 1998, 2002). La *multispatialité*, quant à elle, est fondée sur ses questionnements à l'égard de la pertinence sociologique de la séparation formelle des sphères de la trinité spatiale (international, national et subnational). La solution de Hobson à ce problème est de lier la sphère domestique à l'international dans un dualisme réflexif, une interaction aux influences réciproques (Hobson, 1998 : 289). Cette dynamique, qu'il qualifie de « feedback loop » (ou boucle de rétroaction), permet à Hobson de théoriser une autonomie enchâssée de l'État, une autonomie partielle liée aux multiples formes de pouvoirs sociaux. Les capacités étatiques sont distinguées sous trois formes : 1) la concentration (la taxation), 2) la portée de l'infrastructure (capacité d'appliquer la taxation) et 3) l'autonomie relative (variant de l'isolement à l'enchâssement). Le système géopolitique de Hobson, bien qu'encore proche de la conception néoréaliste à plusieurs égards, agit ainsi comme bassin de ressources disponible à l'État dans la gestion de ses affaires domestiques.

La conception sociohistorique de Mann et Hobson n'est pas exempte de lacunes. Bien que leur volonté à s'éloigner des conceptions structuro-fonctionnalistes soit claire, plusieurs processus directement liés aux concepts de multispatialité et de multicausalité continuent à être réifiés. Par exemple, la critique de l'eurocentrisme d'Hobson se fonde sur la narration du système westphalien pour décrire la réalité internationale. Pourtant, les travaux de Benno Teschke remettent significativement en question la véracité du système westphalien comme pilier du système international moderne (Teschke, 2002, 2003, 2006; Dufour et Lapointe, 2010a : 396-397; 2011). Un autre problème réside dans la naturalisation du pouvoir économique chez les deux auteurs. La typification des formes de pouvoir chez Mann (et réutilisée par Hobson) prend pour acquis que l'économie et ses relations avec les autres

⁴ « Tempocentrism is a mode of ahistoricism which conveys the illusions that all international systems are equivalent (isomorphic) and have been marked by the constant and regular tempo of a chronofetichised present, which paradoxically obscures some of the most fundamental constitutive features of the present international system. » (Hobson, 2002 :12)

⁵ « Chronofetichism is a mode a of ahistoricism which conveys a set of illusions that represent the present as an autonomous, natural, spontaneous and immutable system that is self-constituting and eternal, and which necessarily obscures the processes of power, identity/social exclusion and norms that gave rise to, and continuously reconstitute, the present as an immanent order of change. » (Hobson, 2002 : 12)

formes de pouvoirs ont historiquement toujours été la même. Cette transhistoricité incite à un rejet des thèses marxistes sur la transition qualitative au capitalisme et une acceptation tacite du modèle commercial et linéaire d'un développement économique-industriel. Aux yeux des tenants du marxisme politique, ce modèle reste piégé dans le carcan des modèles de développement téléologique commercial et réaliste du « miracle européen », ce qui limite sa théorie du changement social à un modèle endogène et transhistorique (Lapointe et Dufour, 2011; Wood, 1995, 2002, 2003; Teschke 2002, 2003, 2006, Rosenberg, 1994, 2006, 2010b).

La multicausalité est tout autant problématique, et ce, d'un point de vue plus méthodologique. La crainte du déterminisme chez Hobson est justifiable, mais il pousse cette préoccupation au point de se départir de toute capacité analytique : « *the price to pay for 'complexity' seems to be that the theory is likely to explain everything and/or nothing. It is by definition, always true, for there is simply no occurrence in which it could be false or wrong* » (Lapointe et Dufour, 2011 : 12). Puisque tout est sujet à être une cause du changement, on tombe dans une logique de régression à l'infini; alors qu'on réifie le moment d'émergence étatique (dans une narration westphalienne), la question du *quand* est délaissée au profit de questions orientées vers le *où* (d'où l'accent sur la critique de l'eurocentrisme d'Hobson).

1.4. Synthèse

Rappelons que l'objectif général de mon travail est *d'améliorer la compréhension sociologique du processus de formation de l'État*. Le cœur de mon premier chapitre s'est attardé aux origines du renouveau sociohistorique aux États-Unis et aux efforts de la sociologie historique d'inspiration wébérienne à s'extirper des conceptions réificatrices de l'État. Ces efforts ont principalement émergé en réponse au structuro-fonctionnalisme parsonnien qui postulait une conception linéaire et transhistorique du développement étatique (où la structure détermine l'agent).

Les principaux tenants de la première vague de la SHW (Giddens, Moore, Skocpol et Tilly) ont activement tenté de réintégrer l'État et l'international aux analyses sociologiques par l'entremise des analyses comparées. Quoique leurs contributions sociologiques s'avèrent significatives, ces auteurs échouent malgré tout à extirper le système international d'une conception structuraliste : l'international persiste à être conçu comme un acteur extérieur imposant une régulation sur l'agent et les activités dites « domestiques ». En d'autres termes, les lacunes analytiques comparatives de la première vague reproduisent une conception du développement étatique où le « tout » (le système international et les activités géopolitiques) gouverne les unités (les acteurs domestiques) et où les États sont considérés qualitativement similaires (dans la trajectoire de leur développement et leurs finalités). On perd ici la pertinence de la spécificité historique de leur développement.

Le difficile balancier entre la théorie et l'empirisme historique constitue certainement un des grands défis de l'approche sociohistorique. L'apport de l'histoire aux outils théoriques en sociologie constitue la force de l'approche. Sa faiblesse réside plutôt dans sa méthode analytique : pour s'extirper de la réification de l'État, il est nécessaire de revoir le processus de l'analyse comparée. Dans la dernière section de ce chapitre, j'ai analysé une récente tentative de la sociologie historique néowébérienne (principalement avec Hobson) pour résoudre ce dilemme. Leur perspective multicausale constitue, selon moi, un échec. L'absence de hiérarchisation causale, comme solution aux lacunes méthodologiques et aux risques de tomber dans l'eurocentrisme, génère un flou théorique où le chercheur tombe dans une régression causale à l'infinie. Dans sa tentative de résoudre le problème méthodologique de l'analyse comparée, Hobson sape la capacité théorique de l'approche.

Il est de mon point de vue, dans l'optique de mener à bien une recherche, qu'une hiérarchisation causale assumée s'impose. Pour ce faire, une meilleure méthode analytique est nécessaire, un revirement que le fondement ontologique de la sociologie néowébérienne d'Hobson et Mann ne permet pas. C'est pour cette raison que je me tourne dans le prochain chapitre vers le marxisme politique, une approche qui, de par sa vision plus

mésosociologique, est mieux adaptée aux ajustements méthodologiques que nécessite la sociologie historique.

CHAPITRE II

LE MARXISME POLITIQUE ET L'ÉTAT : ENTRE RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ ET GÉOPOLITIQUE

Jusqu'à maintenant, j'ai exploré les efforts de la sociologie historique néowébérienne dans sa théorisation de la formation de l'État. En parcourant les travaux des auteurs les plus importants de cette branche, de leurs origines à leurs contributions les plus récentes, j'en suis venu à la conclusion que cette trajectoire théorique convenait difficilement à l'élaboration d'une théorie explicative capable d'interpréter ce processus historique sans en transhistoriciser les fondements. Mon insatisfaction me pousse donc à diriger mon regard vers le marxisme politique et sa théorie des relations sociales de propriété (ou TRSP), une approche fondée sur l'analyse des processus d'appropriation (production et exploitation des richesses) historiquement et spatialement situés à l'intérieur de conflits de classes.

Dans un premier temps, je situe l'origine de l'approche du marxisme politique en exposant la contribution de l'historien marxiste Robert Brenner. Sa théorie est élaborée de manière à offrir un nouveau narratif à la transition au capitalisme en Europe. Il situe son origine dans les campagnes féodales anglaises, un phénomène qui émerge à l'issue d'un conflit de classe entre paysans et seigneurs. Dans un second temps, j'approfondis l'analyse du féodalisme de Brenner. J'y décris d'abord les différentes stratégies de reproduction de classe des régimes d'accumulation politique et y distingue deux formes de régimes féodaux - la seigneurie banale franque et le manorialisme anglais - . Ensuite, je synthétise le débat sur la transition au capitalisme, un processus qui, selon les tenants du marxisme politique, tire ses origines historiques dans la vague d'unification politique subie par l'Angleterre lors de l'invasion normande de 1066. Les principaux arguments ainsi exposés, je m'attarde, dans un troisième

temps, à éclairer certains aspects de l'approche. J'y souligne les préoccupations principales adressées à l'égard de la TRSP (notamment à l'égard de l'eurocentrisme). Bien que j'en réfute ou écarte la plupart, le caractère problématique des interprétations *internalistes* de Robert Brenner persiste, un point que je développe au moyen d'une description de l'origine scandinave de l'invasion de 1066. Enfin, dans la dernière partie du chapitre, j'expose le cœur théorique de mon travail. J'y constate que le problème des travaux de Brenner n'est pas tant d'ordre théorique plutôt que méthodologique⁶. Je tente ainsi de trouver un compromis grâce aux contributions de Justin Rosenberg et sa théorie du développement inégal et combiné (DIC) que je viens joindre à la TRSP. Mon approche s'élabore au point de rencontre entre l'ontologie réaliste de Rosenberg et l'épistémologie relationnelle de Brenner. J'en formule un concept d'hybridité interactive qui fusionne les trajectoires de développement des régimes d'appropriation par l'entremise d'une interrelation au niveau géopolitique des stratégies de reproduction de classe. En d'autres termes, je me dote d'outils théoriques qui incitent à intégrer systématiquement le niveau géopolitique à toute analyse sociohistorique des relations sociales de propriété (au niveau local ou régional). Je termine le chapitre en appliquant ce modèle à mon sujet de recherche - l'impact scandinave sur le processus de formation étatique de l'Angleterre - de manière à repositionner les origines de la trajectoire développementale post-1066, non pas strictement à un contexte anglo-normand, mais plutôt un contexte *régional*.

2.1. Le marxisme politique

Le marxisme politique doit son émergence en grande partie aux travaux de Robert Brenner et sa théorie des relations sociales de propriété (Brenner, 1989a, 1989b, 1990, 2002a, 2002b; Brenner et Isett, 2002). Son approche offre une relecture des écrits de Karl Marx et une distanciation par rapport au marxisme orthodoxe (avec le concept structurant de *mode de*

⁶ Quoique je reconnaisse la difficulté de séparer ces deux points dans la théorie de Robert Brenner, je considère que le moment de construction d'une question et d'une hypothèse de recherche d'un travail constitue un moment clé où la méthodologie peut être distinguée du bagage théorique. Il est possible à mon avis de détecter la séparation entre théorie et méthode lors de la période de sélection des variables causales au profit de d'autres (par le choix du sujet de recherche par exemple) puisqu'elle constitue le moment d'interprétation subjective des outils théoriques choisis. Ce point s'éclaircira avec mon positionnement théorique au fil de ce chapitre.

production) ainsi qu'une vive critique du modèle commercial de l'économie néosmithienne (Clarke, 1982; Marx, 1993, 1998; Smith, 1776). La TRSP est inspirée notamment des historiens marxistes « from below », avec, par exemple, E. P. Thompson et son ouvrage clé « *The Making of the English Working Class* » (Thompson, 1966). Le marxisme politique offre une périodisation historique dans une perspective relationnelle (relations de propriété) et s'intéresse aux rapports d'appropriation et de classes (de productions/exploitation). L'approche se considère aussi comme une alternative sociohistorique aux théories néowébériennes. Ses principaux représentants sont Ellen Meiksins Wood (analyse de l'émergence du capitalisme et de la formation de la démocratie moderne), Benno Teschke (théorisation du processus d'émergence du système international moderne), George C. Comninel (analyse de l'origine féodale anglo-normande de la formation étatique anglaise) et enfin Justin Rosenberg (intégration de l'international avec son *développement inégal et combiné*) (Comninel, 2000; Dufour, 2008, 2010a, 2010b; Rosenberg, 1994, 2006, 2008, 2010; Teschke, 2002, 2003, 2006; Wood, 1996, 2002). Avant d'entrer plus en détail dans ses fondements théoriques, un bref détour par une relecture du classique Karl Marx permet de mieux saisir la pertinence des formulations fondatrices de Robert Brenner.

2.1.1. Les deux approches théoriques de la transition au capitalisme chez Marx

Contrairement à Weber, Karl Marx désigne la réalité matérielle comme le facteur déterminant dans la transformation de l'organisation sociale, un point conceptualisé sous la forme de *modes de production* (Cohen, 1978; Elster 1985, 1986; Marx, 1993, 1998; O'meara et Macleod, 2007 : 133-158). D'un côté, le matérialisme historique de Marx porte une attention particulière aux forces productives résultant de l'interaction entre la force de travail de l'homme et les moyens de production disponibles. De l'autre, il implique une relation sociale d'exploitation générée par le procédé d'extraction, par une classe dominante, des surplus matériels produits par la force de travail d'une autre classe (Marx, 1993 : 347; O'meara, 2007 : 136; Cohen, 1978; Elster, 1985, 1986).

La lutte de classe, comme *principe moteur de l'histoire* (Mark et Engels, 1998 : 47), prend deux formes distinctes dans la sociologie du conflit de Marx. Dans le Manifeste du Parti Communiste - le jeune Marx-, il propose une théorie incendiaire qui propulse son niveau d'analyse des relations sociales directement à l'international (une guerre de classe mondiale) en outrepassant complètement le niveau étatique qu'il considère au service d'une bourgeoisie capitaliste (Marx et Engels, 1998). Au-delà des ambitions politico-idéologiques du manifeste - l'abolition de la propriété privée et de la société de classe (Mark et Engels, 1998 : 92) -, la théorie marxiste qui transpire de ce texte se veut transnationale et unitaire. Elle ignore toute spécificité régionale pour rassembler les prolétaires du monde entier dans une polarisation de classe « prolétaires/bourgeois ». Cette version de Marx se fonde sur une conception smithienne de l'histoire qui pose la révolution bourgeoise comme moment clé du passage au capitalisme. L'influence d'Adam Smith génère une conception linéaire et commerciale du développement des forces productives qui transhistoricise le processus de transition. Le capitalisme est ainsi conçu comme le résultat assumé du féodalisme européen où la bourgeoisie détient, en son sein, l'entièreté des conditions de sa formation (aucune influence extérieure n'est nécessaire à son émergence) (Brenner, 1989b : 280). Son rôle comme agent historique est difficilement convaincant, d'autant plus que les artisans féodaux doivent être considérés comme des acteurs de reproduction des relations féodales et non les agents de sa rupture (Brenner, 1989a : 291; 1989b : 37). Comparativement, le Karl Marx du « Capital » (1993) se distancie de toute téléologie explicative au profit d'une préoccupation accrue pour l'agence (Dufour et Lapointe, 2010b : 408). Il y examine les tensions à l'origine de la formation du mode de production capitaliste, un processus issu de l'accumulation primitive (ou initiale) du capital et d'une transformation des rapports de propriété (Marx, 1993 : 803-857; Dufour, 2010b, 413; Brenner, 1989a; 1989b).

À la lumière de la révision du classique Karl Marx, il est plus facile de comprendre la posture théorique de l'historien Robert Brenner, fer de lance du marxisme politique. Au cœur de son approche on retrouve une primauté des relations sociales de propriétés considérée comme un processus historiquement et spatialement ancré. Sa contribution, on le verra, constitue le fondement même de ma compréhension du processus de formation étatique.

2.1.2. Robert Brenner et la Théorie des Relations sociales de propriété

À partir des années 1970, la figure de proue de l'approche du marxisme politique Robert Brenner élabore sa théorie des relations sociales de propriété (ou d'appropriation) (TRSP), qu'il définit comme :

« relations among direct producers, among exploiters, and between exploiters and direct producers that, taken together, enable/specify the regular access of individuals and families to the means of production (land, labour, tools) and/or the social product per se. » (Brenner, 2006 : 209)

Son approche, centrée sur les idées de propriété, de production et d'exploitation, constitue une réponse aux théories néosmithiennes du choix rationnel. Cette école de pensée assume que le développement économique moderne est le résultat de la rationalité du producteur qui oriente ses investissements pour fins d'accroissement de sa capacité productive. Brenner démontre au contraire qu'une telle rationalité appartient spécifiquement aux relations sociales de propriété capitaliste et qu'elle ne peut pas être apposée historiquement aux relations sociales à l'extérieur de ces conditions spécifiques (Brenner, 1989b : 18; 2006 : 216). Selon lui, la rationalité individuelle relève causalement des relations sociales de propriété (ou RSP) : *« the causal sequence runs roughly as follows : the form of property relations [A] shapes the rules for reproduction of the individual economic actors [B] which in turn determine the long-term pattern of economic development/nondevelopment [C] »* (Brenner, 1989b : 19). Le développement (économique ou autre) selon la TRSP n'est pas un processus linéaire; il est historiquement et spatialement situé. C'est la définition même de la théorie qui oblige donc à procéder à la réhistoricisation des phénomènes sociaux.

L'approche de Robert Brenner est largement reprise par les tenants du marxisme politique et leur permet de s'attarder aux origines du capitalisme et à la formation des États (Brenner, 1989a, 1989b, 1990, 2002a, 2002b; Brenner et Isett, 2002; Comninel, 2000; Dufour, 2008, 2010a, 2010b; Wood, 1996, 2002; Teschke, 2002, 2003, 2006). Pour ceux-ci, le développement spécifique des États est étroitement lié aux stratégies d'appropriation qui

régulent les relations sociales d'une communauté. Les RSP en viennent à se normaliser, à se formaliser au travers d'un ensemble d'institutions (politique, légal, culturel, etc.), de manière à mieux réguler les conditions de l'action dans son rapport à l'appropriation (Dufour et Lapointe, 2010b : 420). Ce sont ces institutions, selon Benno Teschke, qui permettent d'établir des formes de régimes de propriété : « *les institutions politiques établissent des régimes sociaux de propriété, ceux-ci fournissent des règles et des normes, ainsi que des forces et des sanctions pour la reproduction de relations de classes historiquement spécifiques* » (Teschke, 2003 : 7, Dufour et Lapointe, 2010b : 420). L'institutionnalisation des pratiques, en tant que processus historiques différenciés, est donc le résultat des conflits de classes; différentes formes de relations conflictuelles - ou bien différentes formes de production et d'appropriation de la richesse - impliquent différentes formes de régimes. On y propose trois formes typifiées générales : l'accumulation politique, géopolitique et économique :

L'accumulation politique (1), approfondie dans les travaux de Robert Brenner et George C. Comninel, est associée au féodalisme et son régime seigneurial où il existait une fusion du moment politique de domination et du moment économique de l'exploitation (Brenner, 1989a, 1989b, 2002, 2006; Comninel, 2000). La position politique de la communauté des nobles s'élabore autour du principe de possession de la terre, une terre attachée systématiquement aux paysans qui la travaillent. Les nobles accumulent les surplus par l'entremise de l'exploitation de la paysannerie présente sur son fief qui détient toujours son autonomie. L'extraction des surplus de la production s'effectue ici de manière extraéconomique, c'est-à-dire par l'usage répété de la force (politico-militaire) pour extraire la richesse.

L'accumulation géopolitique (2) est un régime associé à l'absolutisme, une variation historique du féodalisme où le pouvoir est centralisé. Il est particulièrement développé par Benno Teschke dans sa volonté à différencier de manière claire les trajectoires de développement politique prises en Europe (Teschke, 2002; 2003). S'opposant à toute conception transhistorique de l'avènement du capitalisme, ce dernier démontre comment le

système interétatique contemporain est le résultat de la médiation géopolitique d'un régime d'accumulation économique en processus de modernisation (Angleterre) combiné à un régime d'accumulation géopolitique absolutiste et prémoderne (France). À la différence du contexte anglais où l'État devient progressivement distant de toute interaction avec la sphère économique, le régime absolutiste français se voit caractérisé par des stratégies d'accumulation orientées vers l'expansion territoriale militarisée (toujours extraéconomique) et où l'État personnalisé et privatisé médiatise directement l'appropriation de la richesse.

Enfin, *l'accumulation économique* (3) est associée au régime capitaliste, une question particulièrement abordée par l'historienne et politologue marxiste Ellen Meiksins Wood, connue notamment pour ses livres « *Democracy Against Capitalism* », « *The Origin of Capitalism* » et « *Empire of Capital* » (Wood, 1995, 2002, 2003). Wood s'attarde à historiciser le processus de transition au nouveau régime d'appropriation capitaliste, un régime dont les racines sont situées dans les campagnes anglaises (Wood, 2002). Le caractère exceptionnel de l'accumulation économique réside dans la différenciation des sphères économiques et politiques qui génère une privatisation des rapports d'exploitation au travers d'une relation interindividuelle libre de type contractuelle. Les stratégies de reproduction sociale du régime d'accumulation économique passent cette fois par l'entremise du marché et retire toute nécessité d'extraction directe et violente des richesses produites. L'interprétation de Wood à l'égard de la transition au capitalisme constitue un point de pivot pour les analyses marxistes. Elle permet à d'autres auteurs de réhistoriciser le processus de développement étatique mondial et de vivement critiquer la linéarité du développement économique néosmithien⁷.

⁷On peut souligner à cet égard les travaux de Charles Post qui remet en question la théorie du développement américain de John Ashworth (1996, 2008) sur le contexte de la Guerre civile américaine (Post, 2011, voir aussi McMichael, 1991). Selon Post, la Guerre de sécession prend pour origine l'incompatibilité géopolitique des deux régimes de propriété existant à l'époque : l'économie esclavagiste au Sud - aux stratégies de reproduction extensive (expansion géographique latérale) - commençait à nuire au développement de l'économie capitaliste au Nord - aux stratégies de reproduction à la fois intensive ('improvement') et extensive (économie agraire à l'Ouest) (Post, 2011 : 195-251).

En somme, le marxisme politique offre trois formes typifiées d'accumulation des surplus fondées sur les relations sociales de propriété, des outils conceptuels qui sont utilisés par les divers auteurs afin de réhistoriciser un ensemble de phénomènes sociaux. Jusqu'ici, la TRSP n'a été décrite que dans ses grandes lignes. Dans la prochaine section, je porte une attention particulière aux travaux de Robert Brenner et George C. Comninel, deux auteurs dont les contributions ont permis de souligner l'origine des spécificités historiques de l'Angleterre dans sa transition du féodalisme au capitalisme et la formation du premier État moderne. C'est donc la forme d'accumulation politique qui m'intéresse ici. Ensuite, à la lumière des certaines critiques problématiques pour leur théorie, je propose une solution méthodologique afin de surmonter les limites de l'approche et ainsi élargir le potentiel analytique de la TRSP.

2.2. Impact sur sa théorisation du développement étatique anglais : Analyse du féodalisme européen

Tel que mentionné précédemment, la TRSP postule que le processus de formation étatique est étroitement lié aux stratégies de reproduction des classes sociales plongées dans une relation conflictuelle. Le contexte social de l'Angleterre constitue un cas exceptionnel dans la mesure où on y retrouve le point d'origine du premier régime capitaliste. En opposition aux conceptions néosmithiennes qui naturalisent l'origine du capitalisme, la position historiciste de Robert Brenner attribue au cas anglais un caractère qualitativement spécifique. Le capitalisme, en tant que régime de propriété, y est conçu comme la *conséquence inattendue* du conflit de classe entre paysan et seigneur, un conflit résultant d'un ensemble de stratégies de reproduction du régime féodal (Brenner, 1989b : 39). En quoi le cas anglais est-il différent des autres régimes féodaux? Quelles étaient les conditions nécessaires à une telle nouveauté relationnelle? La spécificité anglaise, selon Brenner et Comninel, remonte à l'invasion normande de 1066 (Brenner, 1989b, 2006; Comninel, 2000). Ceci dit, pour comprendre l'importance de cet événement, une meilleure description du féodalisme s'impose.

2.2.1. Accumulation politique et renforcement étatique

La TRSP caractérise le régime féodal comme un modèle de non-développement (Brenner, 2006 : 211). Le non-développement n'implique pas l'absence de croissance économique ou d'un accroissement de la complexité matérielle. Il est plutôt défini comme une récurrence du modèle dont les lois de reproductions (des relations sociales) sont fondées sur une économie de subsistance des producteurs et un incitatif au renforcement de l'appareil étatique par la classe extractive.

Il existe, selon Brenner, deux éléments fondamentaux aux relations sociales du régime féodal. D'un côté (1), le producteur paysan détient un accès direct à ses moyens de subsistance. Axée sur la diversification de la production et l'autosuffisance, la productivité paysanne est assez faible; l'incertitude du marché n'offre en aucun cas un incitatif à la spécialisation de la production. Le modèle de transmission héréditaire de l'accès à la terre, combiné à une moyenne élevée du nombre d'enfants par famille paysanne, provoque un processus de parcellisation des terres qui amenuise la superficie des zones cultivables pour chaque famille paysanne. Une baisse tendancielle de la productivité s'ensuit (Brenner, 1989b: 26; 2006 : 219). De l'autre côté (2), les seigneurs assurent leur reproduction en tant que classe exploitante par l'appropriation de la production paysanne, une appropriation opérée par une coercition extraéconomique politiquement instituée. Cette stratégie d'extraction du seigneur est orientée vers l'investissement des surplus dans l'accroissement de ses moyens militaires (visant à assurer la défense de son territoire et la taxation paysanne). L'expropriation du paysan n'est pas perçue comme une option valide puisqu'elle prive automatiquement le seigneur de ses revenus : « *The individual lords did not, as a rule, find it in their self-interest to expropriate their own peasants* » (Brenner, 1989b : 21). Le paysan étant systématiquement attaché à la terre qu'il travaille, le seigneur ne possède pas de moyen d'imposer une discipline de travail :

« both lords and peasants found that the only really effective way to raise their income via productive investment was by opening up new lands. Colonization [...] was thus the preferred form of productive investment for both lords and peasants under feudalism. » (Brenner, 1989b : 25)

Au lieu d'orienter la production dans une stratégie d'intensification technique, le modèle féodal incite plutôt à l'extension de la production orientée vers la colonisation de nouvelles terres agricoles. Un ensemble de stratégies d'extraction sont disponibles à la classe seigneuriale. Outre l'accumulation directe de la production (taxation paysanne), le pillage et l'acquisition de nouvelles terres sont aussi utilisés et le réinvestissement des surplus est orienté en conséquence : *« they had to deploy their resources (surpluses) toward building up their mean of coercion by means of investment in military men and equipment, in particular to improve their ability to fight wars »* (Brenner, 1989b : 26). L'extension de la production nécessite pour tout seigneur un accroissement de ses moyens coercitifs puisqu'il entre en compétition géopolitique avec les seigneurs des territoires voisins dont les stratégies de reproduction sont identiques. Il assure la légitimité de son pouvoir en s'entourant de vassaux (compagnons d'armes d'un seigneur) auxquels il concède des terres et leur gestion (le fief) en échange de leur loyauté dans les affaires politiques et militaires.

Le seigneur déploie un ensemble d'appareils institués visant à faciliter et assurer l'extraction des surplus. Il en découle un accroissement progressif de la concentration du pouvoir politique et un renforcement des appareils de l'État :

« To an important degree, then, feudal evolution may be understood as a product of lordly efforts to counteract fragmentation and to construct firmer intralordly bonds to withstand intralordly politico-military competition » (Brenner, 1989b : 29)

Par la hiérarchisation du pouvoir au sein de la classe dominante seigneuriale, on tente progressivement d'externaliser territorialement le conflit, accroître la cohésion au sein de la communauté seigneuriale et ainsi assurer la reproduction de sa position d'extracteur des surplus. Cette logique provoque un contexte géopolitique anarchique où chacun tente

d'accroître sa puissance afin de sécuriser son territoire face à l'accroissement des moyens militaires de leurs voisins.

En somme, aux yeux de Brenner, le régime féodal européen est un modèle de non-développement. Il y intègre quatre phénomènes : 1) le déclin de la productivité de l'agriculture, 2) l'accroissement d'une population, 3) un processus de colonisation (stratégies extensives) et 4) une stratégie d'accumulation politique par les seigneurs qui génère une complexification d'un appareil étatique. Avec ses deux composantes principales - l'accès des paysans à leurs moyens de subsistance et la relation d'appropriation extraéconomique des seigneurs avec la classe paysanne productrice - la période féodale européenne est conçue comme une répétition cyclique de ces quatre phénomènes de l'accumulation politique (Brenner, 1989b; Brenner et Isett, 2002).

2.2.2. Comminel et le féodalisme : entre seigneuries banales et manorialisme

Robert Brenner développe en profondeur le concept de relation sociale au sein d'un régime féodal, toujours dans une perspective critique des thèses smithiennes. Or, puisqu'il est justement impossible, à la stricte description du régime d'accumulation politique féodal, d'attribuer aux RSP féodales les causes fondatrices de la transition au régime capitaliste, il faut préciser un peu plus l'argumentaire. La contribution de George C. Comminel, qui attarde un peu plus son attention sur les implications de la territorialité au sein de ce régime, s'avère éclairante à cet égard. Son analyse comparative entre la France et l'Angleterre s'inspire de la conception de Brenner, mais historicise plus longuement le processus de transition. Ses conclusions soulignent des différences claires entre la seigneurie banale franque et le régime manorial anglais, spécifiquement à l'égard de la forme de liberté qu'elles impliquent pour leur paysannerie respective (Comminel, 2000). Les deux sont des variantes historiques du régime féodal et de stratégies d'accumulation politique, mais le pouvoir du *ban* (de la seigneurie banale française) n'est pas considéré comme une condition nécessaire au féodalisme. Il ne fait qu'accentuer le rapport de force entre classes sociales, et ce, à l'avantage de la communauté

seigneuriale. Il existe trois aspects aux relations féodales : la *terre seigneuriale* (1), à savoir la propriété (ou possession) par statut d'une terre par un membre (individu ou famille) de la noblesse; la *seigneurie domestique/personnelle* (2), qui inclut l'ensemble des liens entre le seigneur et les personnes vivant sur la terre seigneuriale. Ces liens, dont les origines remontent au système de parenté romain, ne sont pas exclusifs : les liens entre paysan et seigneurs (mais aussi les vassaux) sont dictés par un système non pas lié à l'espace, mais plutôt à un ensemble de droits et d'obligations réciproques. Enfin, la *seigneurie territoriale* (3) implique la spatialisation des relations d'obligations entre seigneurs et paysans (Comninel, 2000 : 15-22; Teschke, 2003 : 63-72).

Les deux premiers points constituent la base de la relation d'appropriation d'un régime manorial. La domination seigneuriale y reste pourtant limitée puisqu'une vaste partie des paysans qui vivent sur la terre seigneuriale n'ont pas de rapports de liens d'obligations avec ce dernier; ils relèvent directement de l'autorité royale. Tant la terre seigneuriale que la seigneurie domestique sont donc des conditions préexistantes à la seigneurie banale. Cette dernière est caractérisée par un élargissement du pouvoir du ban par les *castellans*, classe seigneuriale qui parvient à étendre son emprise par le contrôle des fortifications dont les nombres augmentent radicalement durant cette période (Brenner, 2006 : 213-216; Comninel, 2000 : 18-19). Le point marquant de ce changement réside dans la transition d'un rapport personnel des obligations manoriales à un rapport *territorialisé*. L'assujettissement paysan s'applique désormais à l'ensemble des paysans présents sur la terre seigneuriale. La communauté des paysans libres disparaît progressivement à mesure que le pouvoir du seigneur et sa capacité d'extraction s'accroissent. Cette nouvelle stratégie d'accumulation est la conséquence directe de la délégation royale : le roi cesse d'intervenir dans les affaires internes de la seigneurie. Il en résulte la parcellisation de la souveraineté territoriale où le roi perd progressivement de son influence. Quoiqu'il conserve sa position hiérarchique symbolique, son pouvoir politique devient beaucoup plus incertain alors qu'il peine à garder la loyauté de ses vassaux dont l'autonomie et la capacité d'extraction sont décuplées.

Le point important de la distinction entre manoralisme et féodalisme est qu'ils sont, pour Brenner et Comninel, deux régimes qualitativement distincts. Il n'existe pas de suite systématique entre les deux, pas de développement linéaire historique :

« [T]he parcellisation of sovereignty did not emerge simply through a continuous development of manorialism... Rather, on the basis of manorialism, a new and fundamentally different expression of class relations took institutional form through a specifically political process, adding a new form of lordly power to the inheritable patrimony of land and personal dependants that the greater lords already enjoyed. » (Comninel, 2000 : 19)

Si les conditions de développement du féodalisme s'élaborent sur les prémisses du régime manorial, le processus n'était pas pour autant uniforme. Les deux régimes pouvaient coexister sur le plan géopolitique. C'est justement ce qui serait arrivé, selon ces deux auteurs, lors de l'invasion de l'Angleterre en 1066 par la principauté normande de Guillaume le Conquérant. La section qui suit s'attarde à décrire les causes et effets de cet argument sur le processus de formation étatique anglais.

2.2.3. Les origines anglo-normandes du capitalisme : des castellans à l'invasion normande de 1066

À partir du début du 11^{ème} siècle, le féodalisme, se construit sur les vestiges de l'empire carolingien. La classe extractrice consiste en une communauté seigneuriale territorialement parcellisée, liée à la paysannerie par un droit banal et protégée par les imposantes murailles des châteaux forts (Brenner, 1989a : 303-304; 1989b : 23; Teschke, 2006 : 558-565). Le cas de l'expansion du duché de Normandie est exceptionnel aux yeux des tenants du marxisme politique. Il est considéré comme un moment clé, une condition au développement des siècles suivants dans les campagnes anglaises. À partir du 11^{ème} siècle, sa puissance politique est suffisante pour lui assurer une sécurité territoriale sur le continent⁸. À ce titre, Brenner

⁸ La puissance militaire normande était suffisante à sécuriser son territoire même contre la royauté franque.

s'oppose à l'argument de Charles Tilly selon lequel l'origine de l'État féodal est le résultat du contrat de protection entre les paysans et leur seigneur contre toute menace extérieure : « *the rise of feudalism in the form of banal lordship [...] had nothing to do with lords offering protection to peasants from marauding bands during the epoch of the great invasions of Europe.* » (Brenner, 2006 : 215, voir aussi Tilly, 2001). Conséquemment à sa théorie des relations sociales de propriété, il attribue les conditions d'émergence de la seigneurie banale normande aux stratégies d'accumulation internes et localisées et non pas d'un impact géopolitique :

« *[T]he growth in the number of castles cannot be related to the need for defense against invaders - the Viking raids north of the Loire ceased around 930 and in the Midi the Saracens of Freinet were wiped out in 972. The emergent class of banal lords constructed the castles, roughly between 950 and 1050. They did so, not to defend themselves against external raiders, but as an indispensable precondition for the establishment of their dominance, the consolidation of their power.* » (Brenner, 2006 : 215)

Le développement y est perçu comme une transformation interne des stratégies de reproduction et les conditions géopolitiques externes n'occupent que peu de place dans sa théorie. À la différence du reste de la région, l'autorité ducale a su pacifier les relations seigneuriales au sein de son territoire et a ainsi été en mesure de mettre en place une organisation militaire supérieure. Cette exceptionnelle cohésion intra-seigneuriale a facilité sa capacité d'extraction extraéconomique des surplus de la production (en amenuisant la résistance de la communauté paysanne). Elle va par ailleurs de pair avec une externalisation des conflits par l'extension territoriale de la principauté normande. Une des expansions normandes a eu lieu avec son invasion de l'Angleterre en 1066 (Fig. 2.1). Son succès a contribué en grande partie au processus d'unification politique du territoire anglais (Boyer, 2004a; Brenner, 1989b : 46; Comninel, 2000; Douglas, 1964; Howarth, 1977; Le Patourel, 1976; Musset, 1997; Neveux, 2006; Teschke, 2003, 2006; Wood, 2000)

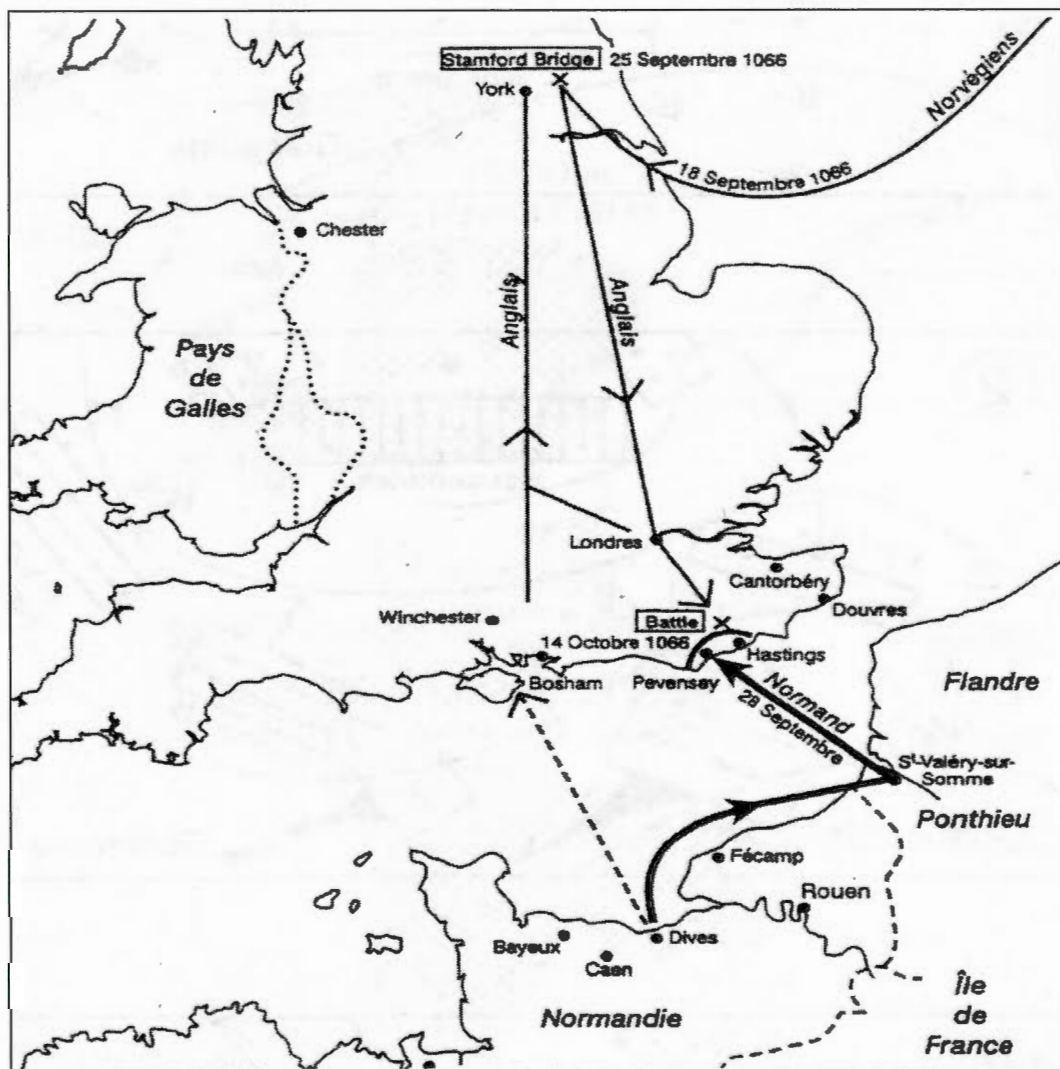


Fig. 2.1 Les mouvements militaires de 1066. La tactique normande était de laisser le roi anglais Harold Godwinson affaiblir son armée contre le roi norvégien avant d'envahir. (Neveux, 2006: 351)

À la différence de la seigneurie banale normande, le régime anglo-saxon n'a pas donné lieu à la même parcellisation de la souveraineté. Avec la prise de pouvoir par Guillaume le Conquérant s'enclenchait un processus d'expropriation, une situation facilitée par l'absence de *seigneurie territoriale* et la faible autonomie des seigneurs anglo-saxons vis-à-vis de sa royauté (pré-1066). La royauté normande nouvellement établie s'est aisément assurée le contrôle de l'ensemble des châteaux de l'île et a mis un frein à toute possibilité de d'autonomisation seigneuriale. La force de l'autorité royale anglo-normande résidait d'abord dans son pouvoir fiscal. Avec ses techniques administratives innovatrices résultant de l'implantation en 1086 du premier recensement national, le *Domesday Book* (ou Livre du Jugement dernier), Guillaume avait en main un outil optimisé permettant une meilleure extraction de la production (taxation mieux contrôlée) (Williams et Martin, 2003). La seconde force de son autorité résidait dans l'extension des cours royales à l'échelle du territoire. L'autorité anglo-normande s'assurait ainsi une emprise politique et juridique sur ses seigneurs :

« Because the king maintained full and effective command and jurisdiction over all free men - the issue of 'freedom' itself becoming central to the peculiar development of the common law - the English lord of the manor was never truly a sovereign political lord. The English manor never became a seigneurie, but instead combined lordship (subject to the lord's obligations to the king) with a domestic lordship much magnified by the Conquest. »
(Comninel, 2000 : 24)

Alors que le pouvoir central s'amenuise ailleurs en Europe, l'État anglais lui se fortifie et transforme subtilement ses relations de propriété. L'Angleterre reste encore un régime manorial, il est simplement plus centralisé. Cette situation ne change en rien le fait qu'une certaine autonomie seigneuriale s'élabore progressivement entre le 12^{ème} et le 14^{ème} siècle. Le pouvoir domestique des seigneurs y est renforcé avec l'abandon royal de son intervention sur les sujets des seigneurs. Or, à la différence de la seigneurie banale franque, il existait toujours en Angleterre une paysannerie libre - les *vilains* (ou « villeins » *en anglais*) :

« [T]he villeins of 'ancient demesne' in England (tenants of pre-Conquest royal land) were privileged relative to ordinary manorial villeins by reason of the fixity of their obligations. » (Comninel, 2000 : 24)

Malgré l'affermissement de l'emprise seigneuriale sur la production, les vilains conservaient une marge significative de liberté alors qu'ils bénéficiaient d'une protection de la cour royale contre toute action arbitraire de la part du seigneur local. Ce qui auparavant constituait une simple divergence de statut au sein de la classe productrice (dont les stratégies de reproduction restaient centrées sur la logique de subsistance) est devenu progressivement une scission juridique marquante par rapport à la position des serfs subjugués à l'autorité de son seigneur.

Au milieu du 12^{ème} siècle, la cour royale émet un jugement à l'égard du concept de liberté. Alors qu'une partie des paysans, les anciens vilains, obtiennent le statut juridique de locataire foncier libre (« freehold tenants »), le statut des serfs se voit défini par rapport à la loi coutumière (« customary tenants ») (Comninel, 2000 : 28-31). Quoique subtile, la distinction juridique a eu de sérieuses implications pour le développement des RSP anglaises: « *this judicial distinction was the immediate foundation for the development of the common law, a system of property law based upon the right literally to exclude others from land for which one held greater lawful interest* » (Comninel, 2000 : 28). La conséquence inattendue du jugement royal, qui provoque la disparition des fondements du droit coutumier au profit de la loi communale, concerne la transformation des stratégies de reproduction féodales, un processus historique dont la classe dominante féodale a su tirer profit. L'intervention royale représentait une opportunité de renforcement de la position des seigneurs. Ces derniers ont su profiter de la nouvelle réalité juridico-politique pour progressivement transformer la base même de sa reproduction de classe : « *the social relations thus established ultimately committed the lords to a system of surplus extraction based fundamentally on their possession of land, rather than the extra-economic rights of lordship* » (Comninel, 2000 : 46). La communauté seigneuriale a, en d'autres termes, consolidé son emprise sur la terre qu'elle possédait, au lieu de consolider son emprise sur le producteur. D'un côté, avec la disparition du droit coutumier au profit du droit communal, la paysannerie perd tout accès

légitime à sa terre ancestrale. Désormais reconnu strictement en tant que locataire par la loi communale, la scission juridique paysanne provoque, vers le 16^e siècle, une montée de la compétition pour l'accès à la terre entre « freehold tenants » et « customary tenants ». L'ancienne paysannerie est alors contrainte d'adopter une stratégie de reproduction orientée vers une spécialisation de sa production, une production intégrée au marché et qui la rend incapable de conserver son accès privilégié à la terre (Comninel, 2000 : 49). D'un autre côté, les seigneurs obtiennent les bases légales légitimant le droit exclusif d'accès à la terre, critère fondamental au processus des « enclosures » cité comme un des moments clés de la transition au capitalisme agraire, à l'émergence du prolétariat et à la révolution agraire (l'« improvement ») (Wood, 2002).

Pour conclure, c'est autour de la transformation des rapports de propriété et de la définition de la liberté (paysanne) que s'est enclenchée la rupture historique générant la transition au capitalisme - et conséquemment la formation du premier État moderne - . Je ne désire pas, dans le cadre de ce travail, élaborer plus longuement sur la question des enclosures et de la transition (pour plus de précision sur l'histoire anglaise entre le 14^e et 17^e siècle, voir Linebaugh, 2008 et Wood, 2002). La description faite ici des arguments empiristes de la TRSP chez Robert Brenner et George C. Comninel ne doit pas être considérée comme une simple synthèse. Les arguments qu'ils proposent pour soutenir leur thèse sur la transition sont au cœur de mes objectifs de rédaction qui proposent une alternative méthodologique capable de rectifier le tir théorique du marxisme politique. La TRSP telle que proposée par Robert Brenner et George C. Comninel a été critiquée pour ses bases internaliste, eurocentriste et diffusionniste. La section qui suit s'attarde précisément à ces limites sociologiques de la TRSP. Une fois le sable retiré de l'engrenage, il sera possible de s'outiller adéquatement afin de résoudre ces points de contention du marxisme politique à l'égard du processus de formation étatique anglais.

2.3. La limite de l'analyse de Robert Brenner : le caractère endogène du développement des régimes de propriété

La théorie des relations sociales de propriété possède des avantages sociologiques clairs. Ce n'est pourtant pas une approche qui fait l'unanimité. Le caractère internaliste des analyses de Robert Brenner est un problème évoqué chez certains auteurs, particulièrement ceux préoccupés par les problématiques de l'eurocentrisme. Leur critiques ne sont pas vraiment centrées sur le processus de formation étatique, mais plutôt à l'égard de toute analyse sociohistorique en général. C'est pourtant un détour pertinent pour arriver à la limite la plus problématique de la TRSP en ce qui concerne ce processus.

2.3.1. Les critiques de l'eurocentrisme comme limite à la théorie des relations sociales de propriété?

Un premier auteur critique à l'égard de Brenner est Andre Gunter Frank. il reproche Non seulement à Brenner de conserver une vision trop étroite des facteurs à l'origine du capitalisme, mais aussi d'utiliser une approche conflictuelle (Frank, 1999 : 42-44). Selon Frank, les conditions de développement spécifiques de l'Europe résident dans la globalité du développement sociétal, dans une économie-monde. Il explique l'origine du capitalisme par la capacité européenne à exploiter les richesses de l'Amérique afin de bénéficier du marché asiatique et ainsi se catapulter à une position hégémonique (Frank, 1999 : 1-5). Quoiqu'il ne nie pas l'existence de relations conflictuelles entre dominants et dominés, il ne considère pas qu'elles constituent la force motrice du développement capitaliste; « *the state and culture, and indeed class struggle itself, require much more analysis as being themselves dependant on the structure and dynamic of the world economy and system.* » (Frank, 1999 : 43). La critique de Frank à l'égard de Brenner découle strictement de sa posture théorique. Son approche holiste qui attribue une détermination macro aux activités microsociales génère nécessairement une contradiction avec le marxisme politique. Ses arguments s'avèrent donc assez limités, d'autant plus qu'on pourrait facilement remettre en question sa vision structurante de l'histoire. Tout ce que ce holisme peut accomplir est de renforcer le processus

de réification d'un *Tout* alors que le seul *Tout* qui peut être postulé provient des interactions entre les unités⁹. C'est un postulat qui légitimise la séparation formelle entre le domestique et l'international, une distinction propre aux approches réalistes en Relations internationales (et à entérinée par Parsons). Frank n'a pourtant pas tort d'affirmer que l'origine du problème de la théorie de Robert Brenner réside dans ses postulats méthodologiques (Frank, 1999 : 42).

Similairement à Frank, l'auteur Jim Blaut reproche à Brenner d'externaliser le contexte extraeuropéen dans le développement du capitalisme (Blaut, 1993 :205). Ce dernier affirme qu'une perspective fondée sur la RSP n'attribue pas de place causale au processus de colonisation de l'Amérique. L'argumentaire constitutif de la critique se fonde sur une définition quantitative du capitalisme. Blaut attribue aux activités mercantiles sur le nouveau continent des intentions capitalistes inexistantes. Seule une approche commerciale et linéaire du développement du nouveau régime est capable d'approuver théoriquement cette thèse. Bref, la critique de Blaut à l'égard de Brenner est injustifiée puisqu'elle se fonde sur une conception transhistorique du développement¹⁰.

Enfin, Gurinder Bhambra considère aussi Robert Brenner comme un internaliste comparativement à d'autres auteurs marxistes tels que Rosenberg et Wallerstein (Bhambra, 2010, 2011) :

⁹ Selon Frank, *le Tout est plus que la somme de ses parties* (Frank, 1999 : 37 et 49). Cette réification d'un Tout en une entité sociale est problématique. Toute impression d'existence d'un Tout n'est que le résultat de l'incommensurabilité des parties. J'entends par là qu'il n'existe au fond qu'un ensemble de relations sociales ayant lieu dans une multiplicité d'espaces et une linéarité temporelle. S'il nous semble que le Tout représente plus (c'est-à-dire qu'on le considère comme la source causale première d'un phénomène social), c'est simplement qu'il manque certains éléments, certains schèmes microsociaux à notre équation.

¹⁰ Une situation similaire existe dans le débat entre Kenneth Pomeranz, Robert Brenner et Christopher Isett. Dans l'analyse comparative du développement spécifique de l'Angleterre et du delta du Yangzi (en Chine), Pomeranz théorise que la capacité de l'Angleterre féodale à éviter la crise écologique malthusienne doit tirer ses origines, non pas de son développement interne spécifique, mais plutôt grâce aux intrants provenant des colonies ainsi qu'aux possibilités offertes par le développement technologique des énergies fossiles. Brenner et Isett critiquent cette thèse en démontrant comment les RSP anglaises ont su provoquer un incitatif à l'« *improvement* » de la production agricole qui assurait une productivité suffisante pour s'extirper des cycles malthusiens et assurer une trajectoire smithienne du développement (avec l'augmentation de la division du travail, la spécialisation et le développement du commerce et la hausse de productivité du travail) (Brenner et Isett, 2002; Pomeranz, 2000; voir aussi Goldstone, 2009; Wong, 2000)

« The issue of Marxist approaches is further complicated by the division between self-consciously 'internalist' approaches (for example, Brenner 1976; 1977; Wood 2002) and those that emphasize intersocietal interconnection (for example, Wallerstein 1974; 1980; Teschke 2005; Rosenberg 2006; 2007). » (Bhambra, 2010, p.128)

Sa résistance est surtout orientée vers le concept marxiste de mode de production qui réduit le colonialisme à un facteur externe au développement (Bhambra, 2011 : 7). Elle critique aussi l'usage d'idéaux-types (tant chez les wébériens que chez les marxistes) et propose plutôt une interprétation *connectée* de l'histoire. Il est par contre contestable de placer tous les auteurs cités dans la même catégorie sur la simple base de leur usage conceptuel des modes de production comme pilier d'analyse; Brenner fonde sa théorie des relations sociales de propriété justement en réponse aux limites transhistoriques des conceptions du marxisme orthodoxe, un problème, tel qu'abordé précédemment, qui remonte à l'interprétation des travaux de Marx (voir section 2.1.1). Il est problématique de réduire la RSP aux modes de production et à un marxisme orthodoxe. Une relation sociale de propriété constitue une analyse à la fois culturelle, politique et économique des relations entre classes sociales; la relation entre seigneurs et paysans anglais va plus loin que le strict processus d'extraction de richesse. Il faut plutôt considérer ce processus comme le pilier de référence sur lequel s'élabore un ensemble d'autres comportements. Enfin, l'approche de Bhambra perd une capacité explicative sociologique en raison d'un excès de déconstruction; une plus claire distinction entre les conditions nécessaires et les conditions favorables s'impose.

Somme toute, les critiques adressées à Robert Brenner et sa théorie des relations sociales de propriété échouent à remettre en question les fondements du marxisme politique. D'un côté, la déconstruction des phénomènes et l'absence de hiérarchisation causale chez certains auteurs provoquent une perte de capacité explicative des processus de transition d'un régime à un autre. D'un autre côté, le manque de définition historiciste du concept de capitalisme provoque fréquemment un maintien théorique involontaire dans une vision linéaire et transhistorique du développement.

Bien que j'éviterai, dans le cadre cette analyse de la formation de l'État, d'aborder la vaste question des approches jugées « eurocentristes », les perspectives causales « eurocentrées » méritent selon moi une attention, une distinction pas nécessairement évidente. Il est de mon avis qu'on peut très bien conserver une analyse sociologique ouverte à toute causalité externe, sans pour autant trouver, dans cette vision globalisante, l'explication causale à un phénomène ayant eu lieu spécifiquement en Angleterre. Le problème des auteurs critiques de l'eurocentrisme est qu'ils sont tellement obsédés par leur préoccupation à conserver une vision subjectivement neutre et anti-diffusionniste qu'ils tombent de l'autre côté du décor et retirent toute valeur causale spécifique à certaines variables. On se retrouve, notamment avec John Hobson et son concept de *multicausalité* (Hobson, 1998, 2004, 2008), à réduire au même pied d'égalité l'ensemble des variables causales à un changement social. Il est nécessaire de faire un choix des valeurs causales prioritaires. Puisque le changement prend pour origine une spécificité qualitative, sans hiérarchie causale il est impossible d'effectuer une analyse sociologique (explicative ou compréhensive). Il n'y a donc pas de problème à conserver une vision diffusionniste au développement du capitalisme, dont le point d'origine se trouve en Europe (spécifiquement l'Angleterre). La crainte du diffusionnisme est justifiée dans le cadre d'une conception naturalisée, linéaire et commerciale de la rationalité économique capitaliste, mais elle perd par contre de sa pertinence théorique avec l'analyse sociohistorique fondée sur les relations sociales de propriété.

2.3.2. L'internalisme et la solution de Teschke

La problématique la plus concernante réside dans le caractère interne, ou endogène, de la vision de Robert Brenner. Un point nécessite une clarification : le problème de la TRSP n'est pas une limite structurelle à sa théorie plutôt qu'une limite subjective par la suite réifiée. Ce qui apparaît comme un problème profond de la théorie de la transition au capitalisme chez Brenner tire en fait ses origines au niveau de l'exécution subjective de la hiérarchisation des variables causales. Ce n'est pas la TRSP qui externalise les variables, ce sont les chercheurs qui le font. Le problème est de l'ordre de la méthode, non pas de l'outil (qui ne fait, après tout, simplement que ce qu'on lui demande). Brenner n'applique pas sa théorie à une échelle

suffisamment large pour saisir l'ensemble des acteurs en jeu dans le cadre du phénomène social qu'il étudie. Il ne s'attarde qu'au développement du régime économique anglais (transformation des relations de propriété) sans considération pour le contexte géopolitique régional (états féodaux dans le cas de l'Europe).

Quel est donc le problème de l'approche sociohistorique des relations sociales de propriété? Mon reproche à Brenner rejoint sensiblement l'élan proposé par l'interprétation géopolitique de l'auteur Benno Teschke (Teschke, 2003 : 39-45). Brenner met de côté une série d'importantes variables causales responsables des processus de développement étatique en Europe, une limite qu'il opérationnalise avec sa conception typifiée dualiste (entre accumulations politique et économique). On n'attribue ici aux activités géopolitiques aucun critère potentiel au développement étatique. En tant que stricte conséquence des stratégies de reproductions féodales, elle est restreinte à être un phénomène émanant du non-développement (le développement étant attribué à la rupture qualitative entre un régime d'accumulation politique à un autre économique). Certes, les deux traits fondamentaux du féodalisme sont respectés, c'est-à-dire l'accès à la terre chez la classe productrice (paysans) et une reproduction de la classe exploitante (seigneurs) par l'extraction coercitive politiquement instituée des richesses produites par les producteurs. Pourtant, la typification sous forme de régimes distincts (politique ou économique) vient fusionner un ensemble de communautés qui, dans les faits, opéraient sur les bases de relations sociales de propriété clairement différenciées. Teschke prend le temps d'intégrer l'impact géopolitique bidirectionnel des relations sociales de propriété. C'est d'ailleurs lui qui propose d'ajouter le régime type d'accumulation géopolitique afin de désigner la trajectoire de développement étatique absolutiste du continent qui s'élaborait durant la même période que le développement du régime capitaliste de l'Angleterre (avec son État moderne) (Teschke, 2003, 2006). En continuité avec ces propos, je tente d'élargir l'impact géopolitique sur le développement des régimes, non pas seulement dans un passage à la modernité, mais bien au sein même de l'interaction entre les divers régimes d'accumulation politique. Ce caractère permet de mettre en relief une série d'interactions interrégionales plus poignantes, notamment au sein de l'Europe, des interactions qui ont eu un impact significatif sur le développement étatique anglais.

Bref, mon intention ici est simplement d'élaborer une TRSP plus inclusive qui permet de doter l'approche d'outils adéquats pour se défendre de tout eurocentrisme ou internalisme. Je démontre que l'origine de cet événement inattendu relève de beaucoup plus qu'un développement anglo-saxon et d'une invasion normande au début du second millénaire. La diversité des RSP une fois projetée sur l'interrégional¹¹, mérite d'être considérée comme un facteur potentiel significatif dans la transformation locale des RSP; l'invasion de 1066, et la consolidation étatique anglo-normande qui en découle, résulte de beaucoup plus que du simple développement du régime féodal normand.

2.3.3.1066 - l'origine scandinave de l'État anglais

Tel que démontré plus haut, la thèse de Brenner et de Comninel à l'égard de l'impact normand sur le développement étatique anglais rejette toute causalité externe aux changements des RSP de la région. Je m'oppose à une telle configuration historique. Le contexte européen lors de l'invasion normande de 1066 doit absolument être considéré dans le cadre du processus analytique. C'est à partir de cette perspective causale plus inclusive qui je propose d'intégrer la question viking au débat. À noter que plusieurs autres facteurs pourraient être pris en considération. Simplement, je m'attarde aux activités scandinaves puisqu'elles constituent, au sein de l'Europe, un acteur majeur au développement étatique de la région.

Le cœur de l'argument de Brenner - on le verra plus en détail au fil de mon travail - est que l'influence viking ne se limitait aucunement à la stricte accumulation géopolitique du pillage. Les Scandinaves étaient aussi des marchands et des colons. Au tournant du second millénaire, ce peuple était présent partout en Europe. À partir de la seconde partie du 1^{er} millénaire, en réponse à l'affaiblissement des capacités marchandes de la méditerranée (et la chute de l'Empire romain) et à la perte européenne de l'accès à la route marchande asiatique, cette population nordique a pris la relève des échanges. Ils ont colonisé l'Islande, sont

¹¹ Par interrégional, j'entends aborder la question du système plus ou moins formel de relations entre les régions qui précèdent le moment d'émergence étatique et donc de son système international.

responsables de la formation de l'État russe et ont exploré l'Amérique du Nord bien avant sa « découverte ». Ils sont aussi responsables de la fondation du duché de Normandie et de la transformation de l'échiquier politique anglo-saxon avec la formation du Danelaw (Boyer, 2001, 2004a, 2008; Clements, 2007; Ferguson, 2009; Jones, 1997; Musset, 1997). Bref, les vikings étaient omniprésents en Europe et leurs activités étaient plus complexes qu'une stricte accumulation par le pillage. Je démontrerai ce point en argumentant que leurs activités extraterritoriales étaient profondément liées aux relations de pouvoir à l'intérieur de la Scandinavie.

Je considère que l'influence poignante qu'ont pu avoir les invasions scandinaves vikings sur la formation de l'État anglo-saxon constitue une condition nécessaire et préalable au succès qu'a connu invasion normande de 1066¹². J'entends par là que lors de l'arrivée de Guillaume le Conquérant sur le trône d'Angleterre, un vaste effort royal de centralisation politique était déjà en branle. Les capacités de Guillaume à unifier le territoire, conditions jugées significatives pour Brenner et Comninél, auraient été potentiellement bien différentes si les rois anglo-saxons, particulièrement Alfred le Grand (règne : 871-899) et son fils Édouard l'Ancien (899-924), n'étaient pas parvenus à mettre fin au Danelaw et à lier les quatre royaumes (Mercie, Northumbrie, Wessex et Est-Anglie) (voir section 4.2.3). Par ailleurs, un vaste héritage juridique remonte à l'occupation scandinave de l'Angleterre et il n'est pas impossible que la problématique de définition du concept légal de liberté suivant la période angevine ait été influencée par l'héritage de l'occupation viking (voir section 4.2.4).

¹² Il m'aurait été possible aussi de remettre en question la thèse de Brenner qui traite du développement de la seigneurie banale comme un processus strictement interne. Il serait assez facile de constater que la Normandie, de par son héritage scandinave, possédait des spécificités politico-juridiques, notamment à l'égard de l'autorité du chef. La cohésion seigneuriale et les stratégies de reproduction à l'époque de Guillaume le Conquérant étaient en partie dues au caractère unique du développement du duché par rapport aux autres régions (Boyer, 2004a; Douglas, 1964; Howarth, 1977; Neveux, 2006; Jones, 1997; Le Patourel, 1976; Musset, 1997). Cette tâche est cependant trop grande pour être entreprise conjointement à l'intérêt central de ce travail.

Mon intention n'est pas de repartir à neuf dans l'activité de réhistoricisation du développement étatique anglais. L'idée est simplement de souligner un ensemble de processus ayant eu lieu en Europe et qui ont eu un impact significatif sur la trajectoire de formation étatique de la Normandie et de l'Angleterre, des processus régionaux et transterritoriaux profondément liés aux diverses RSP des communautés féodales européennes et qui ne sont pas mentionnés dans les travaux de Brenner et Comninel. En d'autres termes, je vais démontrer que la RSP a beaucoup plus à proposer d'un point de vue théorique que ce que propose la perspective internaliste de Robert Brenner. Pour ce faire, certaines clarifications s'imposent pour rendre la TRSP compatible à mon projet.

2.4. La solution proposée : hybridité interactive du développement

Une théorie sociohistorique doit résulter d'un subtil équilibre entre sa théorie et sa méthode, entre ses postulats ontologiques et son explication épistémologique. La force de la théorie des relations sociales de propriété réside dans sa compréhension de l'impact des relations sociales (microsociales) sur les phénomènes macrosociaux. La faiblesse de sa posture est qu'elle tend à provoquer une internalisation des processus et à ignorer certaines variables constitutives du cas étudié. C'est avec l'intention de peaufiner la qualité analytique du marxisme politique que je propose, dans cette section, une solution aux lacunes comparatives de Brenner. En m'inspirant des forces (et faiblesses) de la théorie du développement inégal et combiné (DIC) de Justin Rosenberg - ainsi que de sa réinterprétation par Benno Teschke - j'entends formuler une conception du développement étatique fondée sur une hybridité interactive des régimes. Cette vision conserve la perspective microsociologique des relations sociales de propriété tout en l'intégrant aux processus macrosociologiques du DIC. Il est ainsi possible d'éviter que la hiérarchisation causale ne génère une vision *internalisante*. En d'autres termes, je reformule la TRSP afin qu'elle prenne plus systématiquement en considération le niveau interrégional (ou international lorsqu'il émerge). Dans la dernière partie, à la lumière de ma reformulation, je propose une relecture des processus de transformation politique en Angleterre qui ont mené à sa transition au

régime capitaliste, une relecture qui attribue une place plus importante aux activités scandinaves à la fin du 1^{er} millénaire.

2.4.1. La théorie du développement inégal et combiné

La contribution de Justin Rosenberg est la formulation d'une théorie sociohistorique qui intègre systématiquement le niveau international à l'analyse du développement étatique. C'est aussi une réponse aux tenants réalistes et néoréalistes des Relations internationales (Waltz : 1959, 1979, 1999), qui procèdent à une séparation formelle des activités sociales entre les sphères domestiques (intranationales) et internationales. Rosenberg, au contraire, incorpore les relations intersociétales au processus de développement qu'il définit par la fluidité de sa forme : « [It is a] *process of directional change over time which can be theorized by analysing the causal properties of particular structures of social relationships*. » (Rosenberg, 2006, 330). Il espère ainsi prendre pour de bon ses distances par rapport aux visions transhistoricisées de la formation étatique qui n'attribue que peu de place à l'agence (Rosenberg, 1994, 2006, 2008, 2010). Bref, l'international est conçu comme une dimension sociohistorique du monde social, « *la dimension de la réalité sociale qui émerge spécifiquement de la coexistence de plusieurs sociétés* » (traduit de Rosenberg, 2006 : 308). Il implique une série de relations intersociétales, un développement interactif des sociétés qui les plonge dans une constante redirection temporelle de leurs activités (Rosenberg, 2006 : 330, 336). Impossible donc pour lui de procéder à une analyse sociologique sans une théorie de l'international; ce niveau analytique constitue la base même du développement social.

Son approche du développement, inspirée des écrits de Leon Trotsky, comporte deux critères : la *simultanéité asynchrone* des sociétés et leur *dynamisme relationnel* (« dynamic shifting »). L'asynchronisme représente le caractère inégal du développement; c'est la loi la plus générale que l'on puisse abstraire du processus historique. Les phénomènes empiriques ne sont pas pour lui seulement un argument à l'appui de la théorie; la multiplicité et la différence des trajectoires qu'on constate dans l'histoire et l'espace font partie intégrante de la

théorie. À tout moment, on se voit confronté à la complexité infinie des relations sociales humaines; chaque instant et chaque lieu constituent des moments uniques en soi. Toute tentative de réduire ce fait par des abstractions théoriques vient réduire l'exactitude de l'outil d'interprétation construit. Comment donc rendre compte de la complexité? « *The answer is that the complexity is the point – complexity conceived not as patternless jumble, but as inner differentiation of parts, across many dimensions, but within an ontological whole.* » (Rosenberg, 2006 : 316). La texture inégale du monde est prise dans son ensemble chez cet auteur. C'est ce caractère irréductible qui constitue le premier pilier ontologique du développement social (Rosenberg, 2008 : 3).

Le second critère, le dynamisme relationnel, implique un développement *combiné*. Chacun des éléments composant l'international sont liés les uns aux autres telle une toile aux omniprésentes interconnexions. Rosenberg entend par développement *combiné* que la formation sociétale diachronique est inséparable de ses interactions synchroniques avec les autres sociétés. Sa constitution s'élabore donc à la fois dans l'espace (où toutes les activités extraterritoriales sont internalisées) et dans le temps (avec la redirection constante des trajectoires de développement). Chaque moment vient ainsi modifier le suivant dans un « dynamic shifting »¹³. Les sociétés n'existent pas dans leur isolement (Rosenberg, 2006 : 327). Les activités jugées « extraterritoriales » n'ont pas à être considérées comme externes au groupe puisque tout développement implique une interdépendance non seulement des événements, mais aussi de la structure même de la vie sociale, culturelle et matérielle (Rosenberg, 2006 : 324) : « *Geopolitical systems are not constituted independently of, and cannot be understood in isolation from, the wider structures of the production and reproduction of social life* » (Rosenberg, 1994 : 6). Toute constitution sociétale considérée comme préalable à l'interaction viendrait réifier la conception même du domestique et de l'étranger à l'intérieur d'un système enclavé par une territorialité juridico-politique, une erreur analytique typique à l'approche réaliste des Relations internationales.

¹³ L'expression est une modification des termes utilisés par Rosenberg (Rosenberg, 2006 : 325)

En somme, toute explication sociohistorique implique d'avoir 1) une *immanence* du procès de changement; 2) une doctrine de la *continuité* (car tout moment doit être le résultat causal des précédents); 3) une persistance des unités sociétales dans le temps (Rosenberg, 2006 : 331).

2.4.2. Les limites du développement inégal et combiné

Plusieurs problèmes se posent à la théorie du développement inégal et combiné de Justin Rosenberg. On constate d'abord un niveau d'abstraction alarmant et mal encadré. Par exemple, le concept d'*international* est problématique puisqu'il implique un lourd bagage dont on peut difficilement se départir sans de fastidieuses redéfinitions conceptuelles. L'usage que Rosenberg fait de ce concept transhistoricise les concepts de *nation* et d'*État-nation*, idées pourtant relativement nouvelles. Le concept de relations *interrégionales* serait probablement plus pertinent à la majeure partie des relations géopolitiques analysables empiriquement. Par ailleurs, son concept de *société* manque de substance et de définitions et son cadre théorique reste imprécis. En fait, les reproches qu'on peut adresser au concept abstrait de *société* s'adressent à l'approche de Rosenberg dans son ensemble. George Lawson rend bien compte des forces et faiblesse du DIC dont l'interprétation tombe dans la catégorie des « hedgehogs », une catégorie incluant les travaux d'Anthony Giddens et d'Immanuel Wallerstein (1974) et qui désignent toute analyse se fondant a priori sur des abstractions générales (ontologiques ou épistémologique) (Lawson, 2007 : 349-353). Il reconnaît certes plusieurs forces théoriques à cette branche de la sociologie historique, des approches qu'il considère riches en paradigmes innovateurs sur lesquels une multitude de recherches subséquentes peuvent s'élaborer. Pourtant, cette originalité s'élabore au détriment de la force analytique des travaux du chercheur :

« [Large-scale analysis] produces a gap between theoretical assertions (analytical scope conditions), and historical analysis (temporal and spatial scope conditions), which threatens to make the former static rather than dynamic, and the story of human history simple rather than complex. Such a theory cannot be exhaustive; rather, it runs the risk of delivering internal elegance only at the cost of its analytical punch. » (Lawson, 2007 : 349)

L'attrait pour les grandes théorisations s'élabore au risque de réification d'une structure régulatrice qui laisse peu de liberté causale aux relations sociales. En d'autres termes, Rosenberg élabore une théorie générale qui, selon Lawson, génère une perte du potentiel analytique de l'agence. Je me permets quelques réserves à l'égard des critiques de Lawson principalement parce qu'il place dans la même catégorie le formalisme homogénéisant de Wallerstein et les unités ontologiquement hétérogènes de Rosenberg. Le DIC est antithétique à la vision de Wallerstein; alors que le système-monde conçoit une unité ontologique centralisée et axée vers la similitude, l'intention de Rosenberg est de formuler spécifiquement un modèle social fondé sur la dissimilitude systématique. C'est justement afin de s'extirper de tout formalisme qui impose une structure à l'agent que Rosenberg a formulé le DIC.

Quoiqu'il est vrai que le concept de société soit limitatif (et structurant), l'aspect le plus problématique du DIC réside plutôt dans son usage du concept de mode de production afin d'historiciser le développement (Bhambra, 2011 : 9-10; Teschke, 2003 : 39-41). Teschke constate que c'est la tension théorique chez Rosenberg entre les résidus d'une compréhension structuraliste issue du marxisme orthodoxe et ses préoccupations pour le développement historique qui nuit au potentiel de l'agent de sa théorie (Teschke, 2003 : 40). En effet, ce dernier se réfère aux travaux du jeune Marx (Idéologie allemande) plutôt qu'aux ouvrages réalisés vers la fin de sa vie (avec son concept d'accumulation primitive) (Rosenberg, 2010 : 14-15). La reconstruction historique du développement de l'Europe chez Rosenberg néglige ainsi les moments de transitions entre les différents ordres géopolitiques :

« *this omissions [...] becomes more problematic with respect to the question of the social, geographical, and chronological origins of capitalism, its relation to the state-system, and the definition of modern international relations* » (Teschke, 2003 : 40). En d'autres termes, l'interprétation marxiste de Justin Rosenberg est fortement teintée des postulats transhistoriques smithiens et c'est ce structuralisme latent qui nuit au potentiel analytique du DIC.

La limite du DIC ne constitue pas vraiment un problème dans le cadre de mes objectifs puisqu'elle est séparable de sa fondation théorique. Le DIC offre une compréhension ontologique profonde. Ce qui lui manque par contre est une théorie microsociologique. La perspective de Rosenberg est adéquate méthodologiquement afin de contrer les effets pervers de la réification de l'*international* (ou de l'interrégional), mais son utilisation d'outils théoriques issus du marxisme classique, comme le concept de mode de production, limite son potentiel analytique aux phénomènes macrosociaux et à des niveaux d'abstraction relativement éloignés de l'empirisme. Ce qui manque ici est donc une épistémologie relationnelle, un vide que la TRSP peut non seulement aisément combler, mais aussi bénéficier. Le potentiel théorique microsociologique des travaux de Brenner peut s'harmoniser à la vision d'ensemble et méthodique du DIC (par la vision plus globale du DIC, il est possible de résister à tout internalisme causal si vivement reproché aux tenants du marxisme politique). Les deux peuvent y trouver leur compte. Or, comment cette complémentarité entre les deux approches peut-elle être réalisée dans le cadre d'une analyse? Les travaux de Benno Teschke, lui aussi inspiré par les contributions de Rosenberg, constituent, à cet égard, la trajectoire la plus adéquate à emprunter.

2.4.3. Benno Teschke et le mythe de 1648

La contribution théorique de Teschke est significative tant pour le marxisme politique que pour les Relations internationales. En quelque sorte, je renchéris sur l'importance théorique de son travail. Il a su démontrer comment l'interaction interrégionale entre le régime d'accumulation géopolitique d'une Europe absolutiste prémoderne et le régime d'accumulation économique d'une Angleterre capitaliste et modernisée a provoqué le développement du système interétatique contemporain. Sa causalité analytique plus inclusive relève d'une préoccupation pour le niveau international. Il s'oppose aux néoréalistes et leur conception défectueuse de 1648 en tant que moment clé du passage à la modernité du système. En s'inspirant des travaux de Justin Rosenberg, Teschke formule un programme de recherche sociohistorique plus inclusif de la réalité géopolitique européenne (Teschke, 2003 : 39-42) :

« *The challenge is to develop a perspective that is capable of comprehending the spatio-temporally differentiated and geopolitically mediated development of Europe (and beyond) as an open and dynamic mixed-actor system* » (Teschke, 2006 : 543). Loin de constituer un des piliers de la modernité, la paix de Westphalie représente en fait la consolidation de la souveraineté dynastique d'un régime féodal (Teschke, 2003; 2006). La relation entre ces pays prémodernes ne suffit pas selon Teschke à provoquer la transition au système interétatique moderne; « *War did not make the state; it rather unmade it* » (Teschke, 2003 : 192). La modernité des États continentaux résulte plutôt de l'influence externe du régime anglais dont les stratégies de reproduction (orientée vers le marché) ont su progressivement chambouler l'équilibre des souverainetés absolutistes; on devrait plutôt parler de processus de *modernisation*.

Les stratégies de reproduction de la classe dominante anglaise se fondent à cette période sur le régime d'accumulation économique capitaliste. La nouvelle forme de relation sociale de propriété influence non seulement la trajectoire de développement interne du pays, mais aussi son attitude géopolitique : « *British foreign policy was no longer conducted exclusively on the basis of dynastic interests as formulated in Kabinettpolitik, but increasingly on the basis of the 'national interest' as formulated by the propertied classes in Parliament* » (Teschke, 2003 : 257). Le parlement anglais constitue l'institution par excellence qui marque la transformation des politiques extérieures de l'île. Avec la « *bluewater policy* », l'Angleterre laisse de côté toute revendication territoriale avec les États absolutistes du continent. Son influence internationale devient dès lors non pas de l'ordre de la menace militaire, mais plutôt de la pression économique¹⁴. En d'autres termes, cette stratégie politique et militaire anglaise avait deux avantages : 1) elle permettait de rassurer la classe politique parlementaire anglaise qui s'inquiétait que l'usage de la violence favorise une centralisation du pouvoir (Brewer, 1990 : 59) et 2) elle était plus compatible avec les stratégies de reproduction de la classe dominante capitaliste établie en Angleterre et orientée vers le marché (Teschke, 2003). On ne visait plus l'élimination de son rival, mais plutôt l'« *active balancing* » entre les différentes

¹⁴ « *Blue water warfare was a form of technically advanced warfare emphasizing economic pressure. The military weight of the Continental powers was to be opposed by naval skills, superiority of equipment, and abundance of money and resources, as well as access to resources. All of these were chiefly derived from domestic industry and seaborne commerce.* » (Brewer, 1990 : 25)

puissances du continent de sorte qu'il n'en émerge pas une suffisamment établie pour constituer une menace à l'expansion commerciale et impérialiste de l'économie anglaise.

La modernité des États continentaux européens doit être considérée comme le résultat d'une influence exogène au régime absolutiste prémoderne, d'un processus de modernisation qui s'étend de 1688 jusqu'aux débuts de la Première Guerre mondiale :

« In a series of geopolitically mediated international crises, Britain undermined the continental Ancien Régimes [...] forcing them through a series of revolutions and reforms (revolutions from above) to adapt their economic and political systems to its superior economic performance and military power. During this protracted transition, specifically inter-state relations gradually replaced the old Westphalian logic of inter-dynastic relations. » (Teschke, 2003 : p.250)

Le capitalisme anglais a su, au fil du temps, modifier suffisamment les fondements du système prémoderne international (et s'y adapter) afin d'assurer la compatibilité de ses stratégies de reproduction de classe avec le système international. Le développement du système international contemporain s'est ainsi élaboré par l'entremise du développement simultané des États prémodernes absolutistes et de l'État anglais moderne et capitaliste. C'est l'influence mutuelle des deux régimes qualitativement différents qui a rendu possible la coexistence du capitalisme avec le système interétatique contemporain.

2.4.4. Par delà Teschke

La primauté de l'histoire différenciée (diachroniquement et synchroniquement) au sein la TRSP est idéal-typifiante. J'entends par là que la formulation théorique sous forme de « régimes », c'est-à-dire des régimes d'accumulation économique, politique ou géopolitique, provoque inévitablement une fusion des moments historiques. Même s'ils sont jugés qualitativement différents, on perd cette qualité au profit d'une similarité des régimes à l'égard de leur impact sur le développement (ou le non-développement).

L'interaction de régimes qualitativement différents provoque une redirection de la trajectoire du développement des uns comme des autres. Teschke a démontré cette idée lorsqu'il argumente que c'est l'interaction entre l'accumulation géopolitique et économique qui est responsable du système capitaliste international contemporain. En complexifiant la théorie dualiste de Robert Brenner par l'ajout d'une troisième forme d'accumulation (l'accumulation géopolitique du régime absolutiste), ses efforts permettent de constater la limite claire de la formulation *typifiante* des régimes d'accumulation. Or, qu'en est-il du régime d'accumulation politique? Déjà, avec le modèle de la seigneurie banale et du régime manorial, on se voit confronté à deux variantes existant au sein d'un seul et même *type* - et ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres - . Il est de mon avis que la formulation d'*accumulation politique* est trop limitative pour rendre compte du processus de formation étatique en Europe. Une considération plus élaborée pour le caractère différencié des stratégies de reproduction selon les régions de l'Europe s'impose si l'on désire améliorer toute compréhension du processus historique de formation étatique. Mes postulats sociohistoriques émergent spécifiquement de la rencontre théorique des deux auteurs.

2.5. Synthèse - Le cas scandinave : une double pertinence

Rappelons que l'intention de ma recherche est d'améliorer la *compréhension sociologique de la formation de l'État*. Si théoriquement je m'intéresse à améliorer la qualité des analyses sociologiques, d'un point de vue plus empirique mon intérêt est de comprendre l'impact scandinave sur la trajectoire de développement de l'Angleterre durant l'ère Viking. La première étape était de m'équiper d'une série d'outils théoriques afin d'opérer mon analyse comparée. Deux approches sociohistoriques ont été abordées dans ce travail. J'y ai souligné leurs limites respectives. D'un côté, les plus fervents tenants de la SHW persistent à analyser les enjeux sociologiques par la multicausalité et la multispatialité dans l'espoir de remettre toute unité causale sur un même pied d'égalité et ainsi s'éloigner à tout prix d'un matérialisme historique qui attribue préséances à certaines variables. De l'autre côté, le marxisme politique propose une vision améliorée, historiciste et plus souple des analyses explicatives de Karl Marx. J'ai opté pour le marxisme politique dont la théorie des relations sociales de propriété

offre un plus clair potentiel analytique de la causalité des processus de formation étatique. Cependant, le caractère internaliste de cette théorie constituait pourtant une entrave à la viabilité de mon entreprise analytique. Ma question de recherche s'est donc élaborée en fonction de ce problème : je me suis demandé comment, *à la lumière de la théorie des relations sociales de propriété, était-il possible de rendre compte du rôle de l'expansion viking dans le développement politico-économique de l'Europe entre le 9^e et 11^e siècle et, plus spécifiquement, de l'Angleterre?* En d'autres termes, est-ce que les limites théoriques de la vision de Robert Brenner retirent une importance causale au rôle joué par les activités scandinaves durant l'ère viking sur la trajectoire de développement de l'Europe?

En réponse aux limites de la TRSP, je me suis tourné vers les idées de Justin Rosenberg. Son ontologie bien particulière contourne les risques de « sur-réfier » le modèle tout en évitant une théorisation trop structurante de l'activité sociale. Il postule qu'il n'existe au fond que deux critères généralisables : 1) la dissimilitude sociale et 2) l'influence mutuelle des dissimilitudes. Au lieu de postuler une nature humaine, comme le structuro-fonctionnalisme a pu le faire, cet auteur propose que le seul élément sur lequel il est possible de s'entendre lorsqu'il est question de l'« ensemble des sociétés » est justement qu'elles sont qualitativement différentes. Cependant, l'approche de Rosenberg aborde la question sociétale en son sens très large, trop large pour une théorie et trop vaste pour les capacités d'historicisation du développement social. Certes, sur plusieurs points - notamment son usage du concept de mode de production, et la visée trop générale de ses idées pour une analyse plus microsociale - la théorie du développement inégal et combiné de Rosenberg pourrait être critiquée. Il est par contre plus difficile de remettre en question ses postulats s'ils ne sont interprétés qu'en tant que *méthode* d'approche d'un phénomène social et non comme une théorie à part entière.

C'est dans la pertinence méthodologique du développement inégal et combiné que la solution aux limites de la TRSP émerge. Toute analyse sociologique implique une période préparatoire où s'élaborent le sujet, la question et l'hypothèse de recherche. Cette étape est cruciale à un travail puisque c'est souvent là que la subjectivité analytique (inévitabile) prend racine. L'ontologie de Rosenberg permet de conserver une perspective *interrégionale* du phénomène. Elle maintient ouverte la vision du chercheur dans sa quête causale. À la lumière des divers débats qui dynamisent la sociologie historique, j'ai conclu que l'option la plus valide était de fusionner le DIC à la TRSP et ainsi bénéficier des avantages des deux perspectives sans m'encombrer de leurs limites. J'ai ainsi ajouté aux relations sociales de propriété le critère de *l'hybridité interactive* des communautés qui intègre plus systématiquement le niveau géopolitique à toute analyse microsociale.

En conséquence à la fois de ma question de recherche et des outils théoriques sur lesquels je fonde mon approche, il m'est maintenant possible de formuler une hypothèse de recherche plus claire : *l'interaction entre communautés qualitativement distinctes constitue une condition cruciale au processus de formation étatique*. Cette hypothèse se transpose à ma question de recherche, alors que je tente de vérifier si le développement politique domestique en Scandinavie a eu une influence sur les stratégies géopolitiques d'extractions de la richesse des activités vikings. Formulé autrement, je postule que l'origine des phénomènes vikings repose sur une série de transformations des relations sociales de propriété en Scandinavie. Mon troisième chapitre se concentre précisément sur ces spécifications. J'y argue que les changements sociaux vécus en Scandinavie (processus d'intensification de la compétition politique, de démarcation territoriale et d'une cristallisation de la hiérarchie sociale) constituent eux-mêmes une réponse aux transformations géopolitique et économique que subit l'Europe tout au long du premier millénaire (chute de l'Empire romain, montée et effondrement de l'Empire carolingien). Il en émerge de nouveaux rapports de propriétés féodaux (on délaisse le système de parenté au profit d'un héritage individualisé) dont les stratégies d'accumulation passent de la possession matérielle et du don à l'appropriation territoriale.

Les contrecoups de ces transformations domestiques peuvent être constatés dans la redirection des stratégies géopolitiques vikings à l'étranger. Du rôle de commerçant ou de pilliers, les activités vikings se réorientent en faveur de l'acquisition de terre. Un large processus de colonisation de l'Europe s'enclenche duquel découle, entre autres, l'établissement scandinave en Angleterre qui bouleverse l'échiquier géopolitique anglo-saxon¹⁵. J'y analyse les divers impacts (militaire, juridique, économique et surtout politique) des Scandinaves sur la trajectoire de développement de l'île. Parmi ces impacts, on constate : une accélération du processus de concentration du pouvoir, une perte d'autonomie de la communauté paysanne, une fragmentation des domaines anglais (et l'individualisation des rapports de propriété) ainsi qu'une consolidation du pouvoir royal. Autrement dit, les Scandinaves ont participé directement à la formation de l'État anglo-saxon, ce même État sur lequel le pouvoir normand, suite à la conquête de 1066, imposera son autorité.

L'idée n'est pas de faire de l'ère Viking une condition nécessaire à une transition à un régime d'accumulation économique; elle est plutôt la condition nécessaire à l'émergence du conflit militaire de 1066 et de ses conclusions bien particulières pour l'Angleterre. Il est insuffisant d'affirmer, comme Brenner le fait, que le développement étatique anglais post-1066 découle strictement du conflit anglo-normand. Cet événement précis n'a été rendu possible que grâce à un contexte régional beaucoup plus vaste - le cas scandinave n'est qu'un exemple parmi tant d'autres - résultant de l'interaction géopolitique de régimes de propriétés qualitativement différents, et ce, même s'ils sont tous catégorisés comme des régimes d'accumulation *politique*. Le régime féodal de propriété de l'Angleterre post-1066 est un résultat *hybride* des conditions géopolitiques européennes d'un côté et du conflit anglo-normand de l'autre. Il est impossible d'analyser ce dernier événement historique en vase clos.

¹⁵ Un autre cas intéressant, quoique moins central à ma recherche est l'établissement scandinave en Normandie par le chef viking Rollon (chef qui s'avère être l'ancêtre direct de Guillaume le Conquérant qui envahit l'Angleterre en 1066).

CHAPITRE III

LES VIKINGS : 250 ANS D'HISTOIRE

Lorsqu'il est question de l'ère Viking, le premier point qu'il importe de souligner est la différence conceptuelle entre le *viking* et le *scandinave*. Les vikings étaient des hommes qui participaient aux expéditions scandinaves, des expéditions aux intentions accumulatrices. Ils s'organisaient sur les bases de *guildes*, une institution sociale résultant de l'association de guerriers et marchands liés par un serment de coopération et d'entraide mutuelle (Boyer, 2004a : 94). Cette organisation de type associative assurait la viabilité des investissements nécessaires aux expéditions et une certaine flexibilité quant aux stratégies d'extraction. Être viking n'était donc pas une nature ou une identité ethnique, mais plutôt une activité politico-économique saisonnière pratiquée par une partie de la population scandinave, représentée principalement par une classe guerrière masculine (Boyer, 2004a : 149-155). Le processus d'accumulation s'est effectué, tout au long de l'ère, de trois manières différentes : par le commerce, le pillage et, plus tard, l'appropriation terrienne.

À partir du 8^e siècle, la présence scandinave se fait remarquer un peu partout en Europe. Experts en navigation et architectes hors pairs en matière d'embarcation, les vikings sont en mesure d'explorer de vastes territoires. Leur présence est particulièrement importante en Angleterre, en France, en Irlande et en Russie, des régions où ils ont eu une influence importante sur la trajectoire du développement étatique. Ils sont par ailleurs responsables de la colonisation de l'Islande (9^e siècle) (Boyer, 2001, 2004a : 216-228; 2004b; Ferguson, 2009: 154-173; Jones, 1997 : 255-293; Karlson, 2000 : 9-86). La période d'activités extraterritoriales scandinaves concorde avec la montée au pouvoir d'une oligarchie où certains membres de la communauté sont parvenus à se hisser au sommet de l'échelle sociale.

C'était le début de la formation de royaumes féodaux dont l'autorité personnelle et hiérarchique des rois (jarls) prenait progressivement de l'ampleur au profit des régimes féodaux parcellisés. Ce phénomène de centralisation progressive du pouvoir en Scandinavie, à la fin du premier millénaire (10^e et 11^e siècle), est attesté par une multitude d'auteurs (Brink, 2008; Boyer, 2004a; Ferguson, 2009; Hadley, 2000; Hedeager, 2006, 2008; Richards, 2004; Sawyer, 1994; Stenton, 1989). On peut en tirer une idée simple, mais importante : *l'influence géopolitique du phénomène viking à l'échelle de l'Europe était profondément liée aux relations de pouvoir à l'intérieur de la Scandinavie*. En d'autres termes, la transformation du contexte domestique de la région a influencé la trajectoire du développement des États voisins.

Mon intention plus précise est d'approfondir la problématique de *l'influence géopolitique des rapports de territorialité dans le développement du Danelaw*. Le sujet s'avère controversé et une multitude de thèses existent pour rendre compte du rôle qu'ont joué les Scandinaves dans le développement de l'État anglais. Compte tenu de mon hypothèse, je dois m'attarder d'abord aux origines du processus d'émergence du phénomène viking. Je postule qu'il est possible de mieux se saisir de ces origines par *une analyse historique de la structure des relations sociales scandinaves* (Boyer, 2004; Brink, 2008; Ferguson, 2009; Hedeager, 2006, 2008; Jones, 1997; Sawyer, 1994; Thacker, 2008).

Dans le cadre de ce chapitre, j'analyse l'origine du phénomène viking, que je divise en quatre grandes phases d'activités extraterritoriales. Je le situe d'un côté dans le contexte européen en général, particulièrement dans celui de la chute de l'empire Romain et de la montée de l'empire Carolingien. D'un autre côté, je m'attarde aux séries de changements internes que subit le régime d'accumulation politique de la Scandinavie féodale. J'y démontre que les transformations du régime de propriété scandinave (passage d'un système de parenté aux stratégies de reproduction orientées vers le don à un régime de territorialité) a eu une influence sur les stratégies géopolitiques d'extractions des surplus durant les expéditions vikings. Une fois cette étape franchie, il me sera possible, dans le dernier chapitre, d'établir plus clairement l'impact viking sur le processus de formation étatique anglais.

3.1. Mise en contexte: Quatre phases d'activités

Comprendre la société scandinave constitue un défi de taille. L'absence d'histoire écrite durant l'entièreté du premier millénaire a fortement limité notre capacité à lever le brouillard recouvrant ce peuple féodal. On ne conserve de son histoire orale que les vestiges des histoires transmises de générations en générations pour éventuellement être transcrites sur papier (voir les *Sagas Islandaises*, Boyer, 2004b; *l'Edda Poétique*, Boyer, 1992; et *l'Heimskringla-Histoire des rois de Norvège*, Sturluson, 2000). Les chercheurs ont su combler en partie les vides empiriques grâce aux fouilles archéologiques ainsi qu'à l'intégration des narratifs historiques issus des témoignages des populations ayant subi le régime expansionniste viking (voir les *Chroniques Anglo-saxonnes*, Killings, 1996). Le mode de vie reste énigmatique à bien des égards malgré tout, un fait qui a probablement contribué à la construction de l'image « primitive » de ce peuple païen. Les Chroniques anglo-saxonnes ont fortement contribué à esquisser une telle image des scandinaves. Les auteurs de ces chroniques, membres de l'église chrétienne, ont été les premières victimes des raids jugés comme sans foi ni loi. Pourtant, leur récit ne démonisait l'envahisseur pas strictement parce qu'ils pillaient leur monastères, activité aussi pratiquée par la classe seigneuriale anglo-saxonne (quoique dans une moindre mesure). C'était plutôt un récit mobilisateur au sein de la chrétienté, un récit en réponse au paganisme germanique. Les tentatives répétées pour la christianisation des peuples nordiques atteste de la centralité de cette préoccupation.

Un analyse plus approfondie de la société scandinaves révèle une riche culture publique (sa poésie scaldique, par exemple) (Boyer, 2004a : 306-393). On y retrouve aussi un système juridique fondé sur des principes de liberté individuelle valable pour tous les hommes, et ce, sans distinction ethnique¹⁶. Durant la première partie du premier millénaire, leur économie (productrice) était fondée sur la chasse et la pêche. À partir du 8^e siècle, l'organisation de la production se stabilise autour d'une économie pastorale et agraire. Les communautés restent pourtant semi-sédentaires. À cette latitude, les hivers sont longs et rudes et limitent le

¹⁶ Même les esclaves (ou *praells*) avaient une possibilité relativement aisée d'émancipation. Il arrivait même que son ancien maître le supporte même après qu'il ait obtenu son statut d'homme libre (Boyer, 2004a : 255-279; Jones 1997 : 144)

potentiel productif. C'est alors pour cette population l'occasion de partir en expédition. Les vikings sont reconnus d'abord et avant tout pour leur intérêt pour les échanges. S'ils étaient a priori des commerçants, ils n'ont pourtant pas hésité à profiter des opportunités qui se présentaient à eux pour s'approprier un surplus par la force. L'Europe étant plongée dans un contexte politique décentralisé et affaibli, c'est elle qui va subir le plus gros des activités scandinaves. Pendant ce temps, le Moyen-Orient, dont l'organisation politico-militaire était plus stable, sert surtout de comptoirs commerciaux pour les vikings. Ces derniers utilisent le marché du Sud pour écouler une partie des produits extraits de leurs raids en échanges de produits de luxe.

Il existait certes un marché intérieur en Scandinavie, mais, en raison de la relative autosuffisance des *boendr* (voir section 3.2.1), ce commerce n'était pas très important. Il était restreint à une économie de troc limitée aux échanges de fer, de grains et de stéatite. Le marché extérieur, au contraire, était le centre de leur système commercial. Les marchandises normalement échangées étaient des esclaves - des prisonniers des pillages destinés à la vente dans les comptoirs commerciaux du Moyen-Orient - ainsi que de petites marchandises de grande valeur (plus compatibles avec le faible tonnage des navires viking). Ces transactions étaient très diversifiées. Ils achetaient des épices, du vin, du sel, de la céramique, des armes, des bijoux, de la soie et de la verrerie, en échange de quoi ils offraient de la fourrure, des ivoires de morse, du poisson séché, du miel et des cordes. Les échanges commerciaux vikings ont permis le maintien des échanges culturels régionaux durant une des périodes creuses du Moyen-âge, alors que plusieurs des groupes se retrouvaient souvent isolés les uns des autres. À titre indicatif, on a retrouvé en Scandinavie des pions de jeux de table venant d'Égypte et une statuette de bronze du Bouddha d'Inde. Quoiqu'on ne peut pas affirmer qu'ils se soient déplacés jusque là, on détient pourtant certaines preuves écrites de leur présence à Bagdad (Irak) ainsi qu'à Boukhara et Samarcande (villes actuelles de l'Ouzbékistan) (Boyer, 2004a : 16). Bref, il est clair que les vikings possédaient de vastes systèmes d'échanges (Fig. 3.1 : p.69).

Pour comprendre l'origine commerciale scandinave, on doit se tourner brièvement vers la première partie du premier millénaire, alors que les activités scandinaves extraterritoriales étaient axées principalement vers de courtes expéditions marchandes. Le commerce constituait un élément central de la vie publique scandinave et ils ont su profiter du contexte politico-économique européen. Avec l'occupation romaine qui s'étendait jusqu'en Angleterre, la présence commerciale en Europe était forte et retirait tout besoin pour les commerçants scandinaves de s'aventurer en terres éloignées, du moins jusqu'à la chute de Rome. En 395, l'empire se divise en deux, l'Empire de l'Occident (qui devient en l'an 800 l'empire Carolingien) et l'Empire de l'Orient, c'est-à-dire l'Empire Byzantin. Les lignes commerciales Est-Ouest persistent grâce à l'empire Byzantin sur le Moyen-Orient et l'Europe conserve un accès aux biens de luxe de l'Asie. Pourtant, à l'époque de Charlemagne, cette ligne commerciale est interrompue. La montée du pouvoir arabo-musulman entre en rivalité avec l'empire Byzantin. Il s'ensuit une série de conflits géopolitiques entre le 7^e et 9^e siècle qui nuisent sévèrement aux transactions commerciales. Les échanges n'ont pas pour autant cessés. La guerre arabo-byzantine provoque plutôt un déplacement des lignes commerciales vers le Nord (du 40^e au 50^e parallèle), un processus auquel les scandinaves ont directement participé; ils deviennent les principaux intermédiaires commerciaux pour l'Europe (Fig. 3.1). Cette position s'avère stratégique pour eux puisqu'ils ont accès à une connaissance incomparable du territoire européen. Cet atout joue en leur faveur lorsque le phénomène viking prend de l'ampleur à partir du 9^e siècle, un phénomène qui, on doit le garder en tête, s'est considérablement transformé au fil de son ère.



Fig. 3.1 Le déplacement des lignes commerciales (du 40^e au 50^e parallèle) se constate avec le tracé des échanges qui atteignent Constantinople. Les expéditions ont permis le maintien, durant l'ère Viking, des échanges entre l'Europe et l'Orient. (Thompson, 2011: 157)

Avec l'émergence du phénomène viking, les activités commerciales maritimes ouvrent rapidement la porte au pillage (Boyer, 2004a : 17-20). Maintenant familiers avec le territoire européen, certains membres de la communauté tirent profit des faiblesses de leurs voisins pour s'enrichir rapidement. L'entreprise est un succès et se généralise. Ainsi s'entame une nouvelle période de l'histoire européenne qui s'étend de la fin du 8^e au 11^e siècle : l'ère Viking. Ce qui est moins connu de cette période est que les vives altercations géopolitiques que suscitait la présence viking un peu partout en Europe peuvent être expliquées très clairement par un conflit interne en Scandinavie.

Généralement, on distingue quatre grandes phases de l'activité extractive viking (outre ses capacités commerciales). Les dates pour ces phases varient considérablement selon les auteurs et la région d'intérêt, mais la logique du processus reste constante d'un auteur à l'autre (Boyer, 2004a : 109-247; Jones, 1997 : 194-254; Neveux, 2006 : 35-84 Richards, 2004 : 26-48). Je prendrai ici pour références celles proposées par Julian D. Richards. Ce dernier s'attarde plus particulièrement au cas de l'Angleterre et propose la division temporelle suivante : 1) de 789 à 864 est une période *marquée par le pillage et les razzias*. Initialement très localisées et en faible nombre, les expéditions n'avaient lieu que durant le temps d'une seule saison. À partir de 835, on constate une croissance significative du phénomène (tant dans leur ampleur que leur nombre). La première phase culmine en 850 avec l'arrivée d'une armée danoise et de son premier hivernage en territoire étranger;

De 865 à 979 (2), la structure des expéditions se transforme et ouvre la porte à un *établissement permanent des Vikings*. Jusqu'en 896, ces derniers s'établissent dans les régions de Yorkshire, de la Mercie et de l'Est-Anglie (Fig. 3.2). Le royaume de Wessex, sous le règne d'Alfred le Grand¹⁷ et d'Édouard l'Ancien¹⁸, est en mesure de s'organiser militairement et de résister aux intrusions vikings sur son territoire. C'est ce dernier qui en 917-918, dans son alliance avec le royaume de la Mercie, parvient ultimement à

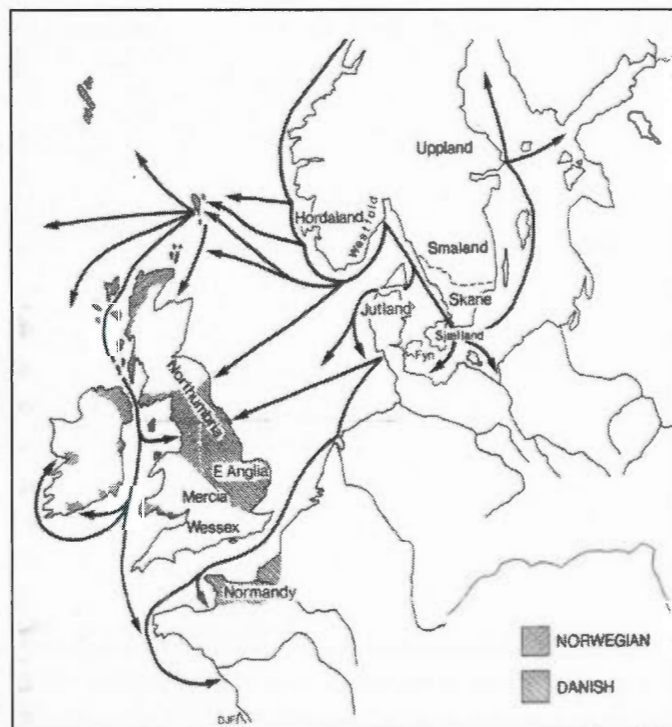


Fig. 3.2 Tracés des différentes expéditions viking et de leurs incursions territoriales dans les quatre royaumes anglo-saxons (Richards, 2004 : 17)

¹⁷ Ou Alfred the Great, 849-899. Il sera le roi de Wessex de l'an 871 à 899.

¹⁸ Ou « Edward the Elder, 874-924. Il règnera à partir de l'an 899 à la mort de son père Alfred le Grand.

conquérir les territoires occupés par les Vikings, y soumettant la noblesse locale (tant anglo-saxonne que scandinave) à son pouvoir¹⁹. La seconde phase de l'ère Viking prend fin peu de temps après la mort du roi Edgard (*Edgar the Peaceful*, petit fils d'Édouard l'Ancien) en 975, un évènement qui ébranle la stabilité du royaume anglo-saxon.

De 980 à 1012 (3), à la suite de quelques décennies de calme relatif, les expéditions vikings en Angleterre reprennent. Cette fois, les stratégies d'extraction viking en Angleterre se transforme au profit de l'extorsion de tributs de paix, le *Danegeld*. Durant la fin du 10^e siècle, le contexte géopolitique à l'Est (en Russie) devient de moins en moins favorable aux incursions vikings d'origine suédoises. Ces derniers redirigent leurs expéditions vers l'Ouest pour se joindre aux rangs des danois. Les effectifs vikings renforcés²⁰ et la résistance locale affaiblie par la fragmentation de l'unité aristocratique du royaume de Wessex à la suite du décès d'Édouard l'Ancien, l'île devient particulièrement vulnérable à cette série d'expéditions. Pourtant, ces vikings n'ont pas d'intérêt à s'établir; ils cherchent plutôt à s'approprier la richesse par le paiement de tributs, en or, en échange d'une paix éphémère.

Enfin, la dernière phase de l'ère Viking (4) est caractérisée par une *émergence des conquêtes territoriales*. Il n'est plus seulement question pour les vikings de s'établir en Angleterre. Les rois scandinaves sont désormais à la tête des expéditions et les capacités militaires de ces dernières s'en voient décuplées. L'extorsion de tributs ne suffit pourtant plus; l'objectif premier devient l'extension territoriale de leur dynastie²¹. L'ère Viking prend fin en septembre 1066 avec la défaite du dernier chef viking, Harald Hardrada, durant la bataille de Stamford Bridge (voir fig. 2.1: p.40).

¹⁹ Les forces danoises non soumises seront expulsées en 937 lors de leur défaite à la Bataille de Brunanburh. Le dernier roi viking à régner sur York, Erik Bloodaxe, sera expulsé de la ville en 954.

²⁰ L'Angleterre confrontait non plus de petits groupes isolés, mais plutôt des armées plus mobiles que les siennes (cavalerie sur les navires viking).

²¹ À titre d'exemple, on peut se référer à la tentative d'invasion de Sveinn du Danemark en 1013 et de celle de son fils Knut en 1016. Ce dernier parviendra à ses fins et règnera, pour une courte période de temps, sur un empire couvrant l'Angleterre, le Danemark, la Norvège et une partie de la Suède (Richards, 2004 : 47)

Plus de 250 années séparent les premières incursions vikings en Angleterre des dernières. Tout au long de ce laps de temps, les motivations sous-jacentes aux expéditions se sont transformées significativement. Des razzias localisées à l'établissement viking permanent, à l'imposition de tributs pour la paix, puis aux conquêtes territoriales dynastiques, l'activité viking s'est considérablement transformée dans le temps et l'espace. Certes, les stratégies d'extraction restaient d'ordre extra-économique : l'usage de la force est resté, tout au long de l'ère Viking, l'outil central dans l'accumulation des surplus. Pourtant, on ne peut s'empêcher de constater une série de changements au sein même de cette accumulation politique. Ceci dit, quelles étaient les causes d'une telle transformation? *Pourquoi les stratégies extractives des expéditions ont subies de tels changements?* Pour répondre à cette question, je montre que la raison d'être de ces expéditions prenait pour source la structure interne des relations sociales scandinaves. Dans l'optique de comprendre l'influence interrégionale des activités vikings sur l'Europe, il est nécessaire d'approfondir notre connaissance des stratégies de reproduction de classe de la société scandinave féodale.

3.2. La Scandinavie féodale

3.2.1. Classe sociale et hiérarchie

La société scandinave féodale de la seconde moitié du 1^{er} millénaire est caractérisée par le *bóndi* (*boendr* au pl.), qui signifie « l'homme qui habite » ou « l'homme qui a sa maison » (Boyer, 2001; Jones 1997; Neveux, 2006; Ferguson, 2009). Il représente la population majoritaire de cette société, du moins d'un point de vue politique²². En possession de sa terre, celui-ci est un homme à tout faire. On remarque que la division du travail entre les groupes y est relativement faible. La terre du *bóndi* se trouve au centre de la vie sociale scandinave d'abord parce qu'elle représente la liberté et l'indépendance pour son propriétaire, mais aussi parce qu'elle renvoie, avec la notion de terres ancestrales, à la notion de la famille aussi très importante pour lui. L'indépendance et la liberté restait pourtant une notion genrée. La

²² La société scandinave féodale était patriarcale; l'activité politique était réservée aux hommes.

filiation patriarcale de la société viking provoque une absence du rôle de la femme dans la sphère publique. Cette dernière est exclue de l'héritage et n'a pas de droits juridiques, à l'exception d'un droit de divorce en cas d'insulte ou d'impuissance de son mari. Elle n'a pas de liberté sexuelle et se doit de tolérer les concubines de son homme. Sa fonction se limite principalement aux frontières de la maison et à l'entretien de celle-ci. (Boyer, 2002 : 255-305).

La vie publique de l'homme libre était très élaborée. Il devait prendre part à tous les débats publics et aux jugements de justice, le tout durant les assemblées législatives et judiciaires du *Þing* (ou *thing*). Unité de base du système politique, cette assemblée saisonnière était le lieu de rencontre des hommes libres afin de discuter et de décider en commun de questions d'ordre collectifs (Boyer, 2002 : 196). Elle prenait place en plein air, en un endroit prédéterminé dont les conditions géographiques y étaient favorables²³. L'institution du *Þing* veillait en général à l'exécution des lois, la gestion des différends en matière de droits privés, la protection de l'intégrité individuelle et la réglementation du transport et du commerce.

3.2.2. Un héritage de la période romaine

Dès le début du premier millénaire, les germes de la société féodale ont pris forme. Durant l'âge de fer romain, c'est-à-dire du 1^{er} au 4^e siècle inclusivement, on rapporte une drastique croissance de l'activité en Scandinavie : déboisement, défrichage et extension des terres pour les cultures et le pâturage, accroissement de la production artisanale, etc. (Sawyer, 1994 : 65-77). Bien que les informations sur la question soient très limitées, les causes de cette expansion seraient liées à l'influence romaine de l'époque. Par son immense demande en matières premières, la présence romaine a provoqué une production significative au nord de biens comme le cuir, l'ambre et les fourrures. Ces biens étaient en grande partie destinée au commerce, non pas à une stricte consommation locale (Boyer, 2004a : 47-57; Sawyer, 1994 : 65-66; Jones, 1997 : 23). Ces relations économiques avec l'Empire romain ont provoqué

²³ L'althing, variante islandaise du thing, était un lieu spécifiquement sélectionné pour son acoustique, avec des résultats similaires à l'architecture grecque de l'Agora.

l'émergence de multiples centres d'échanges très riches au sud de la Scandinavie, notamment au Danemark.

La chute de l'Empire romain provoque de sérieux contrecoups non seulement pour la Scandinavie, mais aussi pour l'Europe en général. La baisse de la demande en matières premières (notamment le cuir) ainsi que la réduction de l'accès à des produits de luxe (comme l'ivoire africain) provoque une réorganisation de la production au Nord (par exemple, augmentation de la chasse au morse notamment comme production de remplacement de son ivoire) (Sawyer, 1994 : 71). La perte des apports commerciaux de Rome a créé un vide dans la capacité d'accumulation des surplus commerciaux, un problème qui se voit compensé par une réappropriation du système marchand au niveau local. L'influence logistique commerciale de Rome s'atténuant progressivement dans le courant du 5^e siècle, les groupes locaux sont contraints à prendre en main le commerce de longue distance entre le Nord et l'Ouest européen (Sawyer, 1994 : 68-69). Jusqu'au 6^e siècle, la Scandinavie limitait ses activités commerciales à l'intérieur de la zone côtière nordique. Ses petites embarcations, comparativement à celles romaines, étaient opérées par la force des rames, ce qui limitait la capacité d'entreprendre des expéditions plus distantes de leur point d'origine. L'intégration du mât et des voiles à ces dernières n'était pas en soi une nouveauté technique, selon Peter Sawyer, mais bien plutôt une adaptation du navire traditionnel aux besoins de la période :

« The Scandinavians added masts and sails to their ships in the eight century or earlier, not simply because they had then become familiar with the technique in western ships but because long voyages were needed to take goods from the far reaches of northern Norway or the Baltic to the markets of England and Frankia. » (Sawyer, 1994 : 77)

En intégrant les navires à voiles aux activités économiques et politiques, les scandinaves gagnent un avantage stratégique significatif (Jones, 1997 : 24). Les auteurs s'entendent sur le fait que le développement des navires scandinaves, le *knörr*, et ses diverses variantes, procure non seulement un avantage technique pour les commerçants vikings, mais aussi, et surtout, un avantage tactique et stratégique lors des expéditions militaires :

« *An exceedingly shallow draught, rarely exceeding 3 1/2 feet, allowed her to penetrate all save the shallowest rivers, gave her mastery of harbourless shelving beaches, and facilitated the rapid disembarkation of men at the point of attack. By turning into the wind and making off by oar she was almost immune from pursuit by the clumsy sailing-ships of the lands she preyed on.* » (Jones, 1997 : 175²⁴)

Si le navire à voile est considéré comme une des conditions nécessaires à l'émergence du phénomène viking par la majeure partie des auteurs traitant de la question, il existe une autre condition un peu moins connue : le *processus de concentration du pouvoir en Scandinavie*. Pour mieux comprendre les transformations qui ont lieu en Scandinavie durant la seconde partie du millénaire, il est nécessaire de s'attarder aux relations sociales d'appropriation en milieu agraire.

3.2.3. Appropriation terrienne

Le régime d'appropriation joue un rôle constitutif des relations sociales d'une société, un rapport qui diffère qualitativement selon le régime qu'on étudie. Le régime féodal scandinave n'échappe pas à ce fait. Le rapport des Scandinaves à la territorialité transparaît tant dans leur religion que leur système juridique. Un bon exemple de ce point est abordé par Régis Boyer alors qu'il tente de définir ce que pouvait représenter le *land*. S'il est impossible d'obtenir une traduction directe du terme, on peut à tout le moins le comprendre comme « *une unité territoriale, délimitée par des frontières naturelles, ou, plus volontiers, semble-t-il, par des affinités entre divers clans, ou encore par consentement volontaire des occupants, en général pour des raisons d'ordre économique* » (Boyer, 2002 : 69). Selon Boyer, la définition territoriale du *land* était de plusieurs ordres : tant géographique, par la séparation de l'espace qui était généré par la nature (c'est-à-dire les rivières et montagnes), que juridico-économique. Le *land* servait d'abord à la construction identitaire puisqu'on s'identifiait par rapport à ce concept : « *on n'est pas danois, ni norvégien, ni suédois, mais du Jylland (land des Jutes), du Vestland (land de l'Ouest) ou du Södermannland (land des hommes du sud)* »

²⁴voir aussi : Boyer, 2004a : 84-89, 109; Jones, 1997 : 172-182; Richards, 2004 : 23-25

[...] » (Boyer, 2002 : 69). D'un point de vue administratif et politique, le *land* avait aussi une énorme pertinence pour la mobilisation des troupes. Il était divisé en *hund*, unité qui se référait à l'ampleur nécessaire d'un espace afin de fournir un *hundrað* d'hommes, ou bien un « cent », qui correspondait à 120 hommes. Le *land* avait aussi un caractère légal alors que les divisions territoriales impliquaient aussi un espace réservé pour la tenue du *þing* (Boyer, 2002 : 70).

Les relations de territorialités sont d'autre part abordées chez Stefan Brink qui tente de résoudre la problématique de l'origine identitaire danoise en confrontant la conception identitaire à celle territoriale (Brink, 2008). En prenant pour référence la linguistique et la toponymie, il en vient aux conclusions que durant la première moitié du millénaire (0-600), le référentiel identitaire s'établit par rapport aux groupes qui y vivaient. Le pouvoir se fonde sur une relation de type personnelle et non territoriale : « *The power was conducted by bonds between the (Goth.) reiks and his people, and not within a territorial riki.* » (Brink, 2008 : 100). Dans la seconde moitié (600-1050), cette tendance se transforme avec l'émergence d'un *processus de démarcation territoriale*. L'identité géographique s'élabore maintenant en référence à la géographie physique et au paysage (terre arable, fermes, etc.), et non plus une relation personnalisée. Pour Brink, cette rupture constitue une transformation claire du rapport social à la terre, une tendance qui, à partir de 1050, s'institue au point de marquer une conscience claire des divisions territoriales et de la propriété terrienne. Pour la noblesse terrienne, cette transition avait un impact majeur sur sa structure hiérarchique et ses dynamiques d'accumulation des surplus.

3.2.4. Un conflit de classe

Loin d'être égalitaire, la société scandinave était plutôt marquée par son caractère hiérarchique et stratifié (Brink, 2008 : 106; Sawyer, 1994 : 43). Si ce fait était un peu moins évident dans la première partie du millénaire, entre le 7^e au 9^e siècle l'émergence de l'assemblée du *þing* comme structure judiciaire contrôlée par les chefs et jarl atteste de

l'influence croissante d'une classe appropriatrice terrienne. La possession territoriale n'implique pas a priori l'accumulation de surplus. Pour ce faire, il est nécessaire qu'un processus productif y soit lié. Le pouvoir de la classe extractive (les grands boendr ou le roi) provenait donc aussi de sa capacité à avoir des « suivants », ou *þingmenn*, qui non seulement supportaient leur chef dans leurs processus décisionnels, mais aussi matériellement par leur travail de la terre. On se retrouvait donc souvent dans un contexte oligarchique où le pouvoir décisionnel était détenu par quelques dizaines (ou moins) de grands boendr, auxquels les petits boendr s'alliaient afin d'obtenir une protection en échange de compensations (Neveux, 2006 : 25, Boyer, 2002). Il existait indirectement une aristocratie au sein de la société scandinave. La structure hiérarchique ne constituait pas en soi un moment social de stabilité. C'était plutôt dans le travail de la terre et l'institution décisionnelle légale du *þing* qu'on retrouvait les éléments régulateurs de la société. La classe extractrice, surtout au début de l'ère Viking, restait un acteur interchangeable, alors que le *þing* lui constituait l'acteur normatif de référence (Brink, 2008 : 104-106). L'institution servait de lieu de résolution des conflits; c'est là que s'élaborait et s'exerçait la loi, dont les jugements étaient fondés sur le principe de majorité au sein des boendr. Il s'y jouait des rapports d'influence de sorte que les familles moins importantes en venaient à se rallier aux personnalités les plus influentes.

À l'exception de la colonie islandaise, le régime d'appropriation scandinave incluait aussi une royauté (Ferguson, 2009 : 154-173; Boyer, 2001; 2002 : 185-199; Neveux, 2006 : 25-29). Les rois, dénommés *hersar*, *jarl* ou *konungr*, étaient de lignées familiales influentes²⁵. Les rois étaient issus de la classe des grands boendr et étaient sélectionnés sur une base élective. Si les sources restent floues quant au processus de sélection, on sait qu'il avait un lien avec la réputation de l'individu, son prestige et sa puissance matérielle (Neveux, 2007 : 27, Boyer, 2002 : 274). Pour Peter Sawyer, le rôle du roi scandinave se limitait à celui de chef militaire. Son intervention permettait de rallier sous une même bannière un ensemble de grands boendr et leurs suivants, et ce, malgré les tensions politiques qui pouvaient exister entre ces derniers (Sawyer, 1994 : 54). Pourtant, la royauté avait un rôle beaucoup plus large que ce que Sawyer ne le laisse croire : sa présence était aussi centrale aux activités religieuses.

²⁵ Le terme *konungr* en soi aurait pour origine linguistique le *kyn* (*king* en anglais), ou « parentèle ».

C'était lui qui était responsable des actes de rituels comme les sacrifices d'animaux (activité qui sera progressivement abandonnée durant l'ère Viking au profit de sacrifices de biens comme les métaux précieux). Il était connecté en lien direct avec les dieux et était le garant de la prospérité et de la paix. Ce rôle est attesté par l'existence de centres multifonctionnels, ou 'places'. Ces lieux avaient un rôle à la fois économique (centres d'échanges), symbolique (religieux), culturel (théâtral) et politique (Hedeager, 2006 : 517-520; 2008 : 15-16). Le point névralgique de ces centres était le 'hall' (*sal*). La vaste salle commune était à la fois le lieu de rencontre de la communauté, mais aussi un symbole de 'leadership' et d'autorité. Les boendr s'y réunissaient notamment pour boire, une opportunité pour tisser les liens de loyauté et étendre son influence. Selon Hedeager, le haut siège donne un bon exemple de la structure du pouvoir et de sa relation avec l'univers idéologique :

« The high seat, that is, the seat with the high-seat posts, served as the channel of communication with the supernatural world. Since the hall with the high seat served as the geographical and ideological centre of leadership, it is understandable why the earls and kings, as the literature tells us, could suppress and ruin each other by simply destroying their opponent's hall » (Hedeager, 2006 : 518).

Les grands propriétaires terriens, les grands boendr, se gardaient tout de même un pouvoir décisionnel alors qu'il était possible de renverser le roi. Jusqu'au 11^e siècle, la stabilité royale reste précaire. Si son pouvoir dynastique s'est progressivement imposé vers la fin de l'ère Viking (10^e et 11^e siècle), il en reste que la portée d'influence des royaumes scandinaves était très limitée. Jusqu'au 10^e siècle, la région scandinave était divisée en une multitude de « petty kingdoms » dont l'étendue territoriale et la stabilité fluctuaient considérablement dans un court laps de temps (Sawyer, 1994 : 52-53). La compétition intraseigneuriale (géopolitique) tout autant que la limite de la capacité d'extraction des surplus produits par les boendr représentent les deux causes principales de l'instabilité politique et du maintien de la parcellisation du pouvoir. Ces relations de pouvoir se sont transformées significativement durant l'ère Viking alors que les rapports de force au sein de la classe extractive scandinave vont se cristalliser et ouvrir le chemin vers une société au pouvoir hiérarchique et territorial plus stable.

3.3. Une structure sociale en mutation

De la période préviking jusqu'aux derniers jours de son ère (1066), la société scandinave se transforme radicalement. D'une part, les pratiques symboliques s'éloignent progressivement de la nature, et d'autre part, les stratégies de reproduction de classe se modifient au même moment qu'une hiérarchie sociale s'institutionnalise.

La forme des relations sociales de propriété scandinave n'a pas toujours générée la classe guerrière bien connue de l'ère Viking. Ce n'est que vers l'an 500 qu'on constate l'émergence d'une structure politique suffisamment formalisée pour permettre la réalisation des expéditions viking (initialement commerciales) (Hedeager, 2006; 2008; Sawyer, 1994 : 5-6, 145). Tout comme Robert Brenner le décrit dans le cas de la noblesse terrienne féodale dans le reste de l'Europe occidentale, la classe extractive scandinave, pour être en mesure non pas seulement de partir en expédition, mais aussi d'imposer son autorité locale, devait accumuler une certaine quantité de ressources (Brenner, 2006 : 222). Certes, le pillage entre les différentes familles de la région était possible, mais cette action en soi requérait d'avoir à sa disposition des surplus et des suivants. Plus élémentaire encore, le grand boendr devait extraire les surplus produits par une paysannerie²⁶. Tel que mentionné dans le chapitre précédant, d'après Brenner et sa théorie des relations sociales de propriété, les sources de la centralisation politique féodale résident dans le processus d'appropriation des régimes d'accumulation politique. Ce rapport d'extraction des surplus vient établir une propriété constituée politiquement, c'est-à-dire instituée par l'établissement d'une communauté politique (Brenner, 2006 : 211).

À noter que j'utilise le terme de « seigneurs » afin de désigner les membres de la classe extractrice. Il serait erroné de les considérer les activités et stratégies de ces derniers comme homogène à celles des seigneurs normands ou anglo-saxons (par exemple). Un point commun reste pourtant clair : leur stratégies de reproduction de chacune des ces communautés

²⁶ Si le terme paysannerie n'est pas utilisé dans les études scandinave, il en reste que les classes inférieures avaient le même rôle que la paysannerie telle qu'entendu normalement, à savoir travailler la terre.

(spatialement et temporellement différenciés) résident dans leur capacité à extraire les surplus de la classe productrice²⁷. Cette accumulation, opérée de manière extraéconomique, était rendue possible en Scandinavie par l'existence d'une communauté seigneuriale capable d'instituer politiquement leur position sociale. La coopération au sein de la classe seigneuriale scandinave était une nécessité à leur reproduction en tant que classe, tant pour l'extraction de la richesse (face à une communauté paysanne capable de résister) que pour la résistance face aux autres communautés de nobles. Le contexte géopolitique compétitif allait progressivement générer une centralisation du pouvoir et la Scandinavie n'était pas à l'abri d'une telle tendance.

Durant la période prévikings, les stratégies de reproduction du statut politique se constituaient par la capacité d'un membre à donner (« gift-giving »). Ces dons étaient un instrument essentiel pour tisser des liens avec les autres membres de la communauté seigneuriale pour forger des alliances, et surtout, les maintenir (une pratique aussi présente chez les petits boendr, mais plus limités en ampleur). À la différence des biens d'usage, les biens accumulés (*hoards*) n'avaient pas d'usage direct. Produits à partir de métaux précieux comme l'or et l'argent, les *hoards* prenaient surtout la forme de bijoux (et éventuellement de monnaie). Ils avaient deux utilités. Ils pouvaient soit devenir des trésors matériels destinés à retourner en circulation sous forme de cadeaux aux autres seigneurs, soit être utilisés comme dons sacrés;

« *that is, ritual sacrifices, meant for the supernatural world and a way of creating alliances with the gods.* » (Hedeager, 2006 : 14). Tel que mentionné plus tôt, le pouvoir politique prévikings était fortement associé à la réalité cosmique. Le chef, ou le roi, avait un rôle de lien, par l'entremise du sacré, entre la vie profane et le monde divin. Les sacrifices avaient socialement pour but de légitimer son pouvoir. Pour Hedeager, l'établissement progressif d'une structure politique propre à une communauté extractrice *guerrière* vers l'an 500 allait de concert avec l'émergence du mythe et des légendes telles qu'ils sont connus aujourd'hui (Hedeager, 2006; 2008; Galli, 2008; Neveux, 2006 : 19-34; Sturlusson, 2000). Cette classe a

²⁷ Selon Boyer, les institutions du féodalisme tel qu'on retrouve en Angleterre et en France n'existeraient même pas durant la même période en Scandinavie, d'où la précaution prise ici (Boyer, 2004a : 197).

su user de son rapport symbolique avec la nature et le supranaturel pour l'articuler aux idéologies propres à ses intérêts de classe. L'accumulation tant concrètement que symboliquement avait donc un rôle prépondérant dans la reproduction seigneuriale et la régulation de l'activité sociale. Hedeager va plus loin : « *The hoards may have served as an instrument in organising - or reorganising- the cultural landscape according to the cosmological world in a slightly more hierarchical political structure all over fertile Scandinavia in the migration period* » (Hedeager, 2006 : 15). L'accumulation des surplus a contribué à la réorganisation politique et la hiérarchisation plus formelle des relations sociales de propriété. L'émergence d'une culture guerrière, et l'orientation plus systématique des activités seigneuriales vers le conflit géopolitique a suscité une transformation des besoins en production :

« *the emerging Scandinavian warrior society with its dynamic and changing political configurations based on alliances and military power, demanded extensive agricultural resources for its social institutions as well. The reorganization of the arable land, intensification of the production process, expansive resource utilization, a hierarchical settlement structure etc. responded to this need.* » (Hedeager, 2006 : 17)

Bref, le début de l'ère Viking est marqué en Scandinavie par un accroissement des activités productives et par une intensification de la compétition au sein de la communauté seigneuriale. De cette concentration accentuée du pouvoir a émergé un nouveau rapport d'appropriation : les « *magnates farms* ».

3.4. Vers un nouveau rapport d'appropriation féodal?

Du 1^{er} au 5^e siècle, la terre était possédée par la tribu ou par la famille étendue. Avec les transformations des relations de classes et la concentration du pouvoir, le régime de territorialité s'est transformé, à la fin du 9^e siècle, au profit de l'individu (Richards, 2004 : 24). Ce phénomène se constate par l'émergence des '*magnate farms*' au Danemark, de vastes domaines désormais contrôlés par une poignée de grands boendr. L'élément marquant de la rupture avec le régime précédent est l'établissement d'un système d'héritage et la disparition

progressive de la fondation familiale des RSP (« kinship »). La terre, dans son rapport individualisé, est maintenant transmise de père en fils : « *With the estates being passed to eldest sons, and distributed by rulers to their followers, there would be less and less land to go round in Scandinavia.* » (Richards, 2004 : 25). La classe extractrice ayant maintenant à sa disposition un lien plus stable avec la terre, l'accès à cette dernière devient de plus en plus difficile.

Il faut garder en tête que le féodalisme était un régime d'accumulation politique, axé sur une logique extensive de la production, et non intensive (Bloch, 1977 : 113-135; Brenner, 2002 et 2006; Teschke, 2003 et 2006; Dufour, 2008 et 2010), une dynamique qui est aussi applicable au cas scandinave. La montée de l'empire Carolingien avait eu un impact certain sur les RSP scandinaves. Les spécificités de son organisation politique et économique auraient influencé la classe extractrice scandinave par un intérêt accru pour les biens de luxe d'origine étrangère. Comme ces biens étaient nécessaires afin de reproduire leur statut, dans un régime fondé sur le don, la compétition intraseigneuriale accrue a multiplié la dépendance du nord à l'économie européenne (Hedeager, 2006 : 16-17). Avec l'émergence de la transmission héréditaire de la terre, sous le mode de la primogéniture, le régime d'appropriation se transforme. Les stratégies de reproduction fondées sur le don sont progressivement délaissées pour prioriser plutôt l'importance de la territorialité. La compétition pour l'accès à la terre s'établit en faveur des grands boendrs les plus influents. La structure de la communauté seigneuriale se hiérarchise en même temps qu'on constate l'émergence des « magnate farm ». Le nouveau régime de territorialité s'avère non seulement favorable à un processus de concentration de la terre, mais il est aussi responsable des transformations des activités vikings en faveur du vaste processus d'expansion. Selon Julian D. Richards, la modification des visées des expéditions vikings constitue l'expression géopolitique de l'accroissement de la compétition intraseigneuriale: « *To maintain the system expansion was essential, and the easiest way to expand was overseas, where land, wealth and prestige could all be sought* » (Richards, 2004 : 25). Là où la communauté seigneuriale avait initialement trouvé les surplus matériels nécessaires à sa reproduction, par le pillage en territoires voisins, elle y cherchait désormais un accès à la terre:

« Vikings may have switched between trading, raiding and settling, according to which was the most advantageous strategy. Nonetheless, an underlying trend can be observed. As the basis of status in the Scandinavian world shifted from possession of portable wealth and the ability to give gifts of silver arm rings, so the purpose of Viking attacks shifted away from the acquisition of silver towards the acquisition of land, initially for individual, and then later for the state. » (Richard, 2004 : 25)

L'idée n'était donc plus seulement de s'accaparer les surplus afin d'accroître son pouvoir chez soi (en Scandinavie). L'établissement en Angleterre, en Normandie, en Irlande, en Russie et en Islande atteste de cette transformation. Une partie des propriétaires terriens, souvent en exil à la suite d'une série de défaites (politiques ou militaires) en Scandinavie, cherchait ailleurs en Europe les sources de la reproduction de sa position sociale : l'accès à terre²⁸.

D'autre part, les acteurs vikings n'étaient plus les mêmes. Grâce à la concentration du pouvoir et l'extension territoriale des royautes scandinaves, les rois commencent, vers la fin du 10^e siècle, à s'impliquer davantage dans les expéditions vikings : *« Scandinavian kings did not at first take part in distant raids. They had other sources of wealth, including trade, and their kingdoms were too unstable to allow long absences »* (Sawyer, 1994 : 4). Le pillage pour la royauté n'était qu'une des multiples stratégies possibles. Ces derniers cherchaient surtout à étendre leur pouvoir territorial, ce qui explique la transition tardive des expéditions vikings vers une logique d'accumulation géopolitique et dynastique axée sur l'appropriation terrienne et la taxation instituée, une transition qui correspond aux deux dernières phases de la période viking et à l'intégration royale à cette activité géopolitique.

En somme, le régime d'accumulation politique scandinave est passé, au premier millénaire, d'une stratégie fondée sur le don et de possession matérielle (« gift-giving ») à une autre axée sur l'appropriation (« land acquisition») - une appropriation d'abord au profit de l'individu, mais éventuellement aussi au nom de l'État (10^e et 11^e siècle). Ce changement a eu

²⁸ On retrouve dans la loi scandinave un type de jugement favorable à cette situation : le bannissement (ou *fjörbaugsgarðr*) : « le condamné dispose de trois étés pour s'en aller, doit rester absent trois hivers, il peut jouir d'une immunité reconnue dans certaines limites territoriales reconnues dans le verdict » (Boyer, 2004a : 332).

une influence directe sur la forme que prenaient les stratégies d'accumulation géopolitique, particulièrement les expéditions. D'un enrichissement par l'extraction violente des surplus matériels (comme les trésors des monastères anglo-saxons), on constate une transition, durant la deuxième partie de l'ère Viking, à un vaste processus d'appropriation des territoires voisins par les seigneurs et les royautes scandinaves. L'Angleterre est l'un de ces espaces européens à avoir subi l'expansion scandinave vers la fin du premier millénaire.

3.5. Synthèse

L'effort empirique du troisième chapitre de mon travail a conservé un regard orienté vers la Scandinavie. En y historicisant la structure sociale hiérarchique et en intégrant les stratégies de reproduction dans un contexte régional, il a été possible de rendre compte des causes de l'émergence et la transformation du phénomène viking. Le premier millénaire y est marqué, par un processus de concentration du pouvoir, de démarcation territoriale et d'une cristallisation de la hiérarchie sociale. Avec l'émergence d'une communauté seigneuriale guerrière et l'intensification de sa nature compétitive ont aussi émergé de nouveaux rapports de propriétés féodaux. Le système de parenté y est délaissé progressivement au profit d'un système d'héritage individualisé qui provoque la formation des « magnates farms » et d'une transformation des stratégies d'extraction géopolitique. Au fur et à mesure que les relations de pouvoir et les stratégies d'accumulation en Scandinavie sont passées d'une logique de possession matérielle et de don (« gift-giving ») à celle de l'acquisition de terres, une transformation des activités vikings à l'étranger s'est effectuée. L'attrait de l'expansion territoriale prend progressivement le dessus sur l'accumulation directe des surplus issus du pillage.

Dans le cadre de ce troisième chapitre, mon intention théorique était de démontrer deux éléments centraux à mon concept d'hybridité interrégionale des processus de formation étatique. D'abord, j'ai souligné la dépendance de la trajectoire de formation politique scandinave à l'égard du reste de l'Europe, notamment par rapport à l'empire Romain et

l'empire Carolingien. J'ai ensuite décrit comment la redirection prise par les relations sociales de propriété était responsables de l'émergence des activités vikings, entendues comme stratégies de reproduction de la classe seigneuriale scandinave. Plus encore, ces activités ont constitué un processus dynamique qui s'est modifié au fil des décennies alors qu'on constate une série de transitions marquées des stratégies vikings (du pillage, à l'appropriation terrienne, à l'expansion dynastique). En d'autres termes, il est impossible de considérer l'historicité du système interrégional (ou international) sans considération pour la diversité (à la fois synchronique et diachronique) des régimes d'appropriation au niveau local ou régional.

Les origines sociales et interrégionales du phénomène viking maintenant expliquées, il m'est possible de passer au cœur de mon argument. Tout comme la trajectoire scandinave était dépendante du contexte géopolitique européen, les activités vikings ont eu un impact significatif sur la trajectoire européenne. Dans le cadre de mon dernier chapitre, je démontre ce point par l'entremise du processus de formation étatique anglo-saxon dont la trajectoire a été fortement influencée par la présence scandinave.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS ANGLO-SCANDINAVES: UNE HYBRIDITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ANGLETERRE

Dans le chapitre précédent, j'ai argumenté que la trajectoire de développement en Scandinavie, à la veille de l'ère Viking, était profondément liée à ses interactions dans un contexte régional. Cet interrégionalisme a provoqué une redirection de sa trajectoire de développement. L'hybridité développementale qui en découle est en partie responsable de l'émergence du phénomène viking, un phénomène dynamique et changeant en fonction des relations sociales de propriété présentes en Scandinavie.

Dans le cadre de ce dernier chapitre, je démontre que les activités extraterritoriales scandinaves durant l'ère Viking se fondent selon ce même schème; leur présence en Angleterre a significativement transformé la trajectoire de formation étatique anglo-saxonne. Autrement dit, j'argumente que *l'interaction anglo-scandinave est à l'origine du processus d'unification politique de l'île*. Le débalancement du pouvoir lié à l'arrivée viking et l'appropriation terrienne par sa noblesse a provoqué non seulement la formation du Danelaw, mais aussi une réorganisation politico-militaire du royaume de Wessex. La réponse de ces derniers leur a permis de résister à l'invasion viking, d'ultérieurement reconquérir le territoire occupé, et ultimement d'assurer une consolidation du pouvoir royal à l'échelle de l'île.

Dans la première partie du chapitre, je m'attarde au moment de l'établissement scandinave, avec la formation du Danelaw. J'y développe principalement le processus d'intégration de la nouvelle noblesse dans son interaction avec la population locale (la paysannerie, la

communauté seigneuriale ainsi que le clergé). Il est question ici de l'impact de l'interaction des deux communautés dans une perspective scandinavo-centrée. Dans un second temps, j'inverse mon point d'analyse pour m'attarder à l'impact de cette même interaction, cette fois du point de vue anglo-saxon. Parmi les transformations qui en résultent, on constate une perte d'indépendance paysanne, une fragmentation des domaines anglais (avec l'individualisation des rapports de propriété), un accroissement des capacités commerciales des villes ainsi qu'une modification de certains de ses principes juridiques.

4.1. L'ère Viking en Angleterre : la formation du Danelaw

4.1.1. Le Danelaw

L'impact le plus évident de la présence viking en Angleterre est le processus de formation d'un État scandinave sur l'île entre le 9^e et le 10^e siècle : le Danelaw. Il est le résultat d'une appropriation terrienne par la classe seigneuriale scandinave à l'issue des expéditions danoises. Sa consolidation n'a eu qu'un impact limité sur la classe productive paysanne anglo-saxonne. C'est plutôt la communauté seigneuriale anglo-saxonne qui en subit les plus vastes contrecoups. Incapable de s'organiser politiquement ou militairement, cette dernière n'a pas les outils pour résister à l'invasion et se voit forcée de céder le terrain aux seigneurs danois. La formation politique du Danelaw se distingue des autres présentes sur l'île (d'origine anglo-saxonnes) principalement par son système juridique fondé sur la loi danoise. Sa formation a lieu durant la seconde phase des invasions vikings, période durant laquelle l'acquisition de nouvelles terres prime dans les stratégies de reproduction de la classe seigneuriale scandinave (Richards, 2004 : 26 :48; Jones, 1997 : 403-408; Boyer, 2004a : 155-166). Plus spécifiquement, le Danelaw prend forme en 886 à la suite du traité de Wedmore qui établit les limites territoriales entre le royaume de Wessex d'Aelfred et celui de Guthrum (Est-Anglie, ou *East Anglia*)²⁹. Localisé dans le nord-est de l'île, il couvrait un territoire incluant les régions de Yorkshire, Derbyshire, Leicestershire, Northamptonshire et Buckinghamshire

²⁹ Voir Fig. 3.2, p.70

(voir fig.3.2, p.70 et fig.4.1, p.93). Le royaume perdure jusqu'en 954 où la défaite du chef viking Eric Bloodaxe met un terme au règne scandinave en Angleterre. Durant son existence, le territoire est marqué par l'instabilité politique. Les conflits internes scandinaves ainsi que la cohésion de la noblesse anglo-saxonne ont progressivement sapé la capacité du Danelaw à persister dans le temps. En près de 60 ans, pas moins de douze rois s'y succèdent (Richards, 2004 : 35; Jones, 1997 : 403; Boyer, 2004a : 157).

L'impact de la formation du Danelaw sur la trajectoire du développement étatique anglais varie considérablement selon les approches. D'un côté, certains auteurs, comme Gwyn Jones et F.M. Stenton et Craughwell, attribuent aux vikings une large part de responsabilité dans les changements sociaux de l'époque (Jones, 1997 : 403-408; Stenton, 1989; Craughwell, 2008). À l'opposé, certains, comme Peter H. Sawyer et Régis Boyer sont plus pessimistes et ne considèrent pas leur rôle comme une condition nécessaire au développement étatique anglais. (Boyer, 2004a; Sawyer, 1994). Julian D. Richards et Dawn M. Hadley quant à eux prennent plutôt une position médiane fondée sur de récentes données archéologiques et autres analyses anthropologiques et langagières (Hadley, 2000; Richards, 2004). Enfin, l'auteur Robert Fergusson atténue la perspective révisionniste telle que proposée par Régis Boyer, qui s'attachait principalement aux contributions commerciales (échanges, explorateurs, voyageurs et développement urbain) (Ferguson, 2009). Son analyse explicative mise plutôt sur l'impact de la coercition extraéconomique des expéditions vikings (par l'entremise du concept de violence) sur processus de développement des villes anglaises (avec l'exemple par excellence de la ville de York). Il démontre par la suite le contrecoup de ces transformations en articulant le processus d'établissement scandinave à son assimilation progressive; de son passé violent de piraterie, le viking serait redevenu un marchand (Ferguson, 2009 : 1-8 et 216-244). La question de l'héritage scandinave reste un sujet controversé d'autant plus que le phénomène viking a varié considérablement d'un lieu à un autre. Les diverses thèses proposées ici ne concernent qu'un seul des cas empiriques résultant du phénomène viking. Bien que ma recherche se limite à approfondir notre compréhension sociologique de la relation anglo-scandinave (et par la bande la relation scandinavo-normande), plusieurs autres cas d'études auraient mérité une attention aussi méticuleuse (par exemple, l'occupation suédoise en Russie, la colonisation de l'Islande, etc.).

Des auteurs mentionnés plus haut, Stenton, Hadley et Richards sont particulièrement intéressants dans le cadre d'une analyse de la formation étatique anglaise. L'ouvrage classique « Anglo-saxon England » de Stenton, publié en 1943, demeure une référence centrale sur le sujet (Stenton, 1989). Je considère qu'il est possible de conserver la majeure partie des thèses du développement anglais de Stenton, si on combine son approche aux critiques contemporaine de Hadley et de Richards. Ceux-ci élaborent une conception critique à l'égard de la définition du Danelaw de Frank Stenton et de Peter Sawyer (Hadley, 2000 : 1-41; Sawyer, 1994, Stenton, 1989). Selon Hadley, le problème des deux auteurs est leur tendance à ethniciser la question. Stenton accorde, selon lui, trop d'importance à l'impact danois. Il conçoit leur arrivée comme un processus de colonisation de masse (paysan et seigneurs inclus) et définit le Danelaw comme une communauté a priori danoise. Sawyer conteste le postulat démographique de Stenton. Il externalise le rôle viking dans sa formation pour élaborer une conception spécifiquement pré-viking. Dans les deux cas, l'appartenance « nationale » des acteurs est considérée comme facteur explicatif central dans l'orientation de leurs stratégies politiques.

Hadley, désireux de confirmer ou d'infirmer les différentes thèses grâce à l'anthropologie, prend plus de précautions et évite de tomber dans des généralisations trop réductrices :

« [...] the political fortunes of the northern Danelaw cannot be understood simply in terms of a changing balance of power between 'English' and 'Scandinavian' interests. There were many divisions between the various English and Scandinavian factions, and political and military allegiances were not formed solely along 'ethnic lines'. » (Hadley, 2000 : 15)

Il n'est pas possible de tracer l'histoire du Danelaw si l'on procède à une séparation claire entre Scandinaves et Anglo-saxons. L'appartenance politique des acteurs, qu'ils soient paysans ou seigneurs, doit être liée aux relations sociales de propriété, non pas à un quelconque sentiment national - concept encore absent à l'époque - . Autrement dit, elle s'élabore en fonction des impératifs de reproduction des classes et non en fonction d'une appartenance ethnique claire. S'il existait, dans les faits, deux groupes distincts (par leur origine géographique et leur culture), d'un point de vue géopolitique, ce contexte n'a pas

généralisé une scission aussi claire que ce que soutiennent Stenton et Sawyer. D'importantes divisions existaient au sein des deux groupes, tout particulièrement chez les vikings établis au Nord. Par ailleurs, si la menace viking de l'époque a généré une meilleure cohésion au sein de la noblesse anglo-saxonne, il arrivait fréquemment que certains de ses membres s'allient politiquement avec les envahisseurs (Hadley, 2000 : 16; Richards, 2004 : 14-17). La noblesse terrienne ne choisissait pas systématiquement son « camp » en fonction d'une appartenance ethnique, mais plutôt en fonction de ses intérêts de classe. L'allégeance politique, les impératifs de reproduction de classes et le contexte de la communauté seigneuriale doivent ici être vus comme des facteurs plus centraux à la définition du Danelaw, qui n'était pas en fin de compte une unité si distincte politiquement du reste des royaumes de l'île.

Dans le cadre de mon analyse, le Danelaw représente une référence temporelle et événementielle par excellence dans la mesure où l'entière existence géopolitique et sociale s'inscrit dans le contexte de l'ère Viking. Sa formation est le résultat d'un processus hybride bidirectionnel. Il est la conséquence de l'interaction d'une seigneurie scandinave avec les royaumes anglo-saxons voisins, une interaction fondée sur un conflit d'appropriation terrienne. L'interaction géopolitique entre danois et anglo-saxons a joué un rôle crucial dans le processus de formation étatique anglais non pas parce qu'ils étaient d'origine ethnique différente, mais bien parce que leurs stratégies d'accumulation similaires généraient une rivalité pour l'accès aux surplus de la production paysanne. (Rosenberg, 2006, 2010a; Teschke, 2003). Mon but ici n'est pas tant d'analyser spécifiquement le Danelaw, plutôt que le contexte duquel il émerge : comment l'arrivée de vikings intéressés à s'établir à long terme en Angleterre s'est articulée avec le contexte géopolitique local? Avant de répondre à cette question, il sera pertinent de décrire le processus d'établissement permanent.

4.1.2. Colonisation paysanne ou établissement d'une noblesse?

La thèse classique traitant de la migration scandinave en Angleterre fait état de vagues migratoires d'origine scandinave. Cette migration était décrite par Gwyn Jones et Frank Stenton comme un processus "trans-classe" : tant la classe productive (petit *boendr* et leur maisonnée) que seigneuriale (les grands *boendr*, classe guerrière) s'y seraient installées (Jones, 1997 : 403; Stenton, 1989 : 513). Pour ces deux auteurs, l'arrivée viking sur l'île, lors de la seconde phase de leurs expéditions (865 à 979), était massive. À l'opposé de Stenton et Jones, Peter Sawyer affirme que les vikings auraient été moins nombreux que ce qui est mentionné dans les documents historiques. D'un côté, il remet en question l'existence même d'une migration. L'établissement danois n'impliquait pas, selon lui, de déplacement de la paysannerie scandinave; seule la communauté seigneuriale danoise était présente en Angleterre. D'un autre côté, il réduit significativement l'impact économique viking sur le développement anglais et argumente que les transformations linguistiques (par l'intégration de termes scandinaves) n'étaient qu'une « mode » de l'époque et ne doit pas être attribuée à envahissement culturel (Sawyer, 1994 : 100).

Plongés dans une perspective démographique, Sawyer, Stenton et Jones limitent l'étendue de leur potentiel explicatif, une situation particulièrement problématique dans la mesure où les données empiriques traitant de la question sont gravement insuffisantes et au mieux de nature narrative (Hadley, 2000 : 5; Killings, 1996). Richards et Hadley règlent la question par l'entremise des recherches linguistiques sur l'évolution des « names-places » et de leur étymologie scandinave (Hadley, 2000 : 17; Richards, 2004 : 55-64) (voir fig. 4.1, p. 93). D'un côté, la modification du nom de plusieurs villes en Northumbrie atteste de la réorganisation de la structure hiérarchique prévikings et non pas d'une construction à partir de zéro. De l'autre, les données disponibles ne permettent pas, selon eux, de confirmer ou d'infirmer l'existence d'une vague migratoire d'une classe productive scandinave. Une chose est claire cependant : l'arrivée viking fut accompagnée de l'établissement d'une nouvelle classe seigneuriale (Hadley, 2000; Richards, 2004; Brink, 2008; Sawyer, 1994). À l'arrivée viking, les terres étaient déjà intensivement cultivées, laissant peu de place disponible pour la mise

en place de nouveaux villages. Cet établissement s'est donc organisé en fonction de la contribution militaire au pillage; les chefs vikings se distribuaient les terres conquises entre leurs hommes (Richards, 2004 : 49). Bref, l'établissement scandinave était plus qu'une simple conquête politique :

« [it] involved a relatively substantial settlement in many areas. Yet in many ways it was the political conquests of the Scandinavians that determined the Scandinavian impact, as much as, if not more so than, the scale of the settlement » (Hadley, 2000 : 340-341).

L'importance des mouvements de population scandinaves dans la formation du Danelaw ne réside pas dans son ampleur ou son critère quantitatif, un critère qui, comme je l'ai démontré jusqu'ici, est difficile à soutenir en raison du manque de sources fiables pour trancher la question. Je m'éloigne donc du débat classique pour centrer mon attention sur les relations sociales de propriété qui sont liées au processus de formation du Danelaw. En d'autres termes, je considère que l'enjeu est d'ordre qualitatif. Ce qui importe n'est pas l'ampleur du mouvement scandinave, mais plutôt le *processus* de son établissement. Si une partie de la noblesse locale fut délogée par les nouveaux arrivants, la paysannerie locale, elle, n'aurait pas trop subi les conséquences de l'invasion, un point confirmé chez Hadley qui démontre le caractère non-violent et coopératif de l'établissement viking; une coopération avec la noblesse locale, mais aussi avec l'église (Hadley, 2000 : 15-17, 309-313, 340-341).

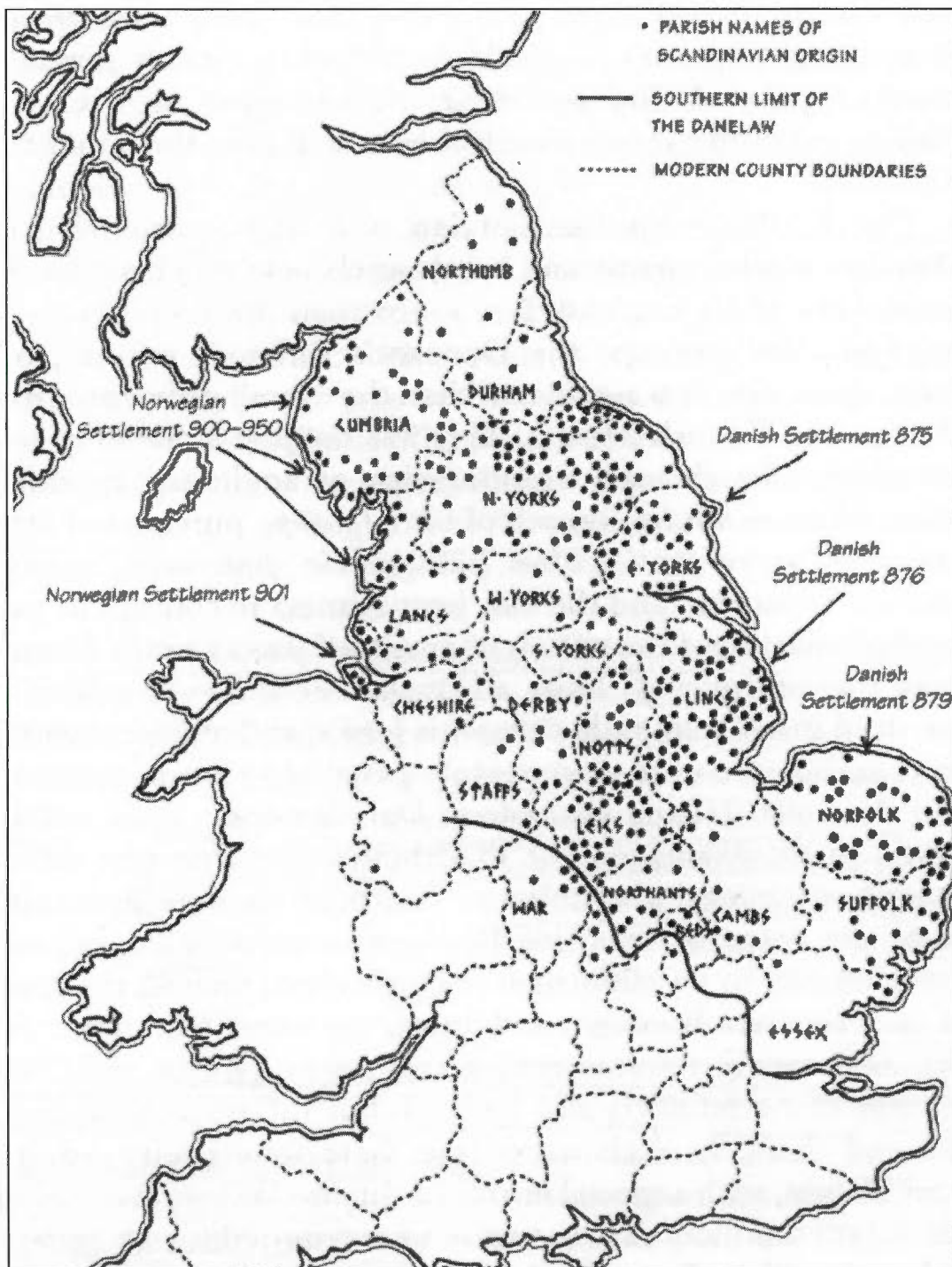


Fig. 4.1. Représentation des lieux en Angleterre aux origines étymologiques scandinaves. Ces lieux correspondent aux limites estimées des établissements issus des expéditions viking. (Jones, 1997 : 405)

4.1.3.Établissement et colonisation

Une des raisons pour lesquelles le caractère violent est souvent retenu pour décrire l'impact scandinave sur l'Angleterre vient de la nature des références historiques. Tel que brièvement mentionné dans le chapitre précédant, les témoignages ecclésiastiques de l'époque constituent une des rares sources écrites traitant de la question (Kilings, 1996). La nature extractive et violente des relations qu'ont pu entretenir les vikings avec l'église (à savoir le pillage des monastères) a poussé les membres du clergé à démoniser ces envahisseurs païens. Pourtant, l'activité viking n'avait rien de bien différente de celle de la noblesse anglo-saxonne. En fait, les actions du premier correspondaient en tous points à celles du second (Boyer, 2004a : 74-154; Hadley, 2000 : 36, 178; Richards, 2004 : 49-77). Les raids exécutés contre des monastères n'avaient rien de spécifiquement « viking ». Au 9^e siècle, cette violence était aussi le résultat des conflits au sein de la noblesse de la région qui tentait fréquemment de gagner le contrôle des riches possessions non protégées de l'église.

L'arrivée scandinave n'a pas changé la nature des relations géopolitiques en Angleterre. À leur arrivée, l'île était non seulement plongée dans une série de conflits entre royaumes, mais aussi entre seigneurs d'un même royaume (particulièrement en Northumbrie). Les stratégies de reproduction de la noblesse terrienne en Angleterre étaient à bien des égards similaires à celles de la Scandinavie. Les conflits interseigneuriaux, de nature violente, étaient le résultat d'une compétition pour l'accès à la terre et aux surplus matériels. L'arrivée des vikings a certainement modifié l'équilibre des puissances, mais elle ne changeait pas les règles du jeu. En fait, lorsqu'on s'attarde aux preuves concrètes de l'établissement viking, on remarque d'abord et avant tout son étonnante capacité d'intégration au nouvel environnement. Une adaptation qui prenait la forme de la coopération tant avec la noblesse terrienne locale qu'avec la communauté religieuse en place (St-Cuthbert, par exemple) (Hadley, 2000 :15). Ce n'est pas pour dire qu'il n'y avait pas de violence; simplement, il n'y en avait pas plus sous le règne scandinave danois qu'auparavant. Au contraire, certains acteurs sociaux, notamment des membres de l'Église, auraient préféré travailler pour cette nouvelle noblesse, qui était plus conciliante. Ce haut niveau d'intégration a éventuellement été la cause de la disparition du

caractère scandinave des établissements vikings hors Scandinavie, à une exception près, l'Islande (puisqu'isolée). L'adoption de la langue de la région d'accueil ainsi que la christianisation de sa population a progressivement assimilé les vikings aux modes de vie régionaux (Boyer, 2001; 2004, Jones, 1997; Musset, 1997 :3-50; Neveux, 2007; Sawyer, 1994 : 135-143; Stenton, 1989 : 433-435). Dans le cas du Danelaw, ce processus a été favorisé par certains membres de l'organisation ecclésiastique très proactive dans la conversion des chefs viking au christianisme, mais aussi dans l'intégration politique de ces derniers - l'église ayant à l'époque une influence géopolitique importante et assumant le rôle de médiateurs dans les conflits intraseigneuriaux - . Il existe d'ailleurs des preuves que la papauté était elle-même impliquée dans le processus de christianisation des vikings (Kaeuper, 1999; Stenton, 1989 : 435). Ces intentions cléricales ne semblaient pas susciter trop de résistance de la part de l'élite scandinave établie dans le Danelaw :

« [T]he readiness with which at least some Scandinavians adopted Christianity alongside the general absence of evidence for pagan Scandinavian practices, and the clear indications that Viking leaders and native lords, including ecclesiastics, could forge harmonious working relationships with each other bring into question the traditional image of the vikings. » (Hadley, 2000 : 35-39)

Bref, au contraire de l'image normalement projetée, l'établissement viking n'avait rien d'exceptionnel. Les formes d'accumulation des surplus par la classe seigneuriale guerrière scandinave étaient régies par les mêmes impératifs de classe des autres variantes seigneuriales du féodalisme européen. Le caractère violent des expéditions était la conséquence du caractère extra-économique du régime. L'assimilation à la communauté d'accueil, par la christianisation et l'adoption progressive des coutumes et de la langue locale, était le prix à payer afin de légitimer l'appropriation territoriale. Cette stratégie de reproduction était assez généralisée chez les vikings; le même schème s'applique à la formation de l'État normand (Bates, 1994; Ferguson, 2009 : 174-195; Le Patourel, 1976; Musset, 1997; Neveux, 2006). Par ailleurs, l'adoption officielle du christianisme en Islande en l'an 1000 avait une fin *a priori* politicoéconomique; le commerce y constituait une des sources principales d'accumulation pour la nouvelle colonie. La conversion leur ouvrait les

portes du vaste marché européen puisque l'église chrétienne interdisait tout commerce avec les païens (Boyer, 2001; Boyer, 2004a : 402; Karlson, 2000 : 33-43; Neveux, 2006 : 78-84; Jones, 1997; 210-225, 269, 359-360).

Il est indéniable que la présence scandinave en Angleterre a eu un impact sur le développement étatique anglais. Je soutiens que le point le plus important à considérer à l'issue de l'interaction anglo-scandinave est d'abord la conséquence sur la trajectoire prise par les relations sociales de propriété. Puisque l'origine même des activités vikings résulte d'un accroissement de la compétition intraseigneuriale pour l'appropriation terrienne en Scandinavie, l'établissement d'une partie de sa population en Angleterre doit être considérée en continuité. J'irai encore plus loin en affirmant que *l'ère Viking a transformé la structure du régime anglais, non pas seulement au sein du Danelaw, mais bien à l'échelle de l'île.*

4.2. Le développement étatique anglais

4.2.1. Village, parenté et petits royaumes

Dans l'optique d'analyser la transformation des rapports de propriété durant l'ère Viking, il est nécessaire de comprendre la dynamique préexistant en Angleterre, c'est-à-dire la formation de son régime manorial. Durant les 7^e et 8^e siècles, le régime politique s'articulait autour du *hundred* et de sa relation avec une petite royauté (« petty king ») (Stenton, 1989 : 277-322). Le *hundred* représentait l'unité administrative populaire basée sur la répartition territoriale des *hides* tribales. Les terres y étaient réparties entre paysans libres, ou *ceorl* dont les relations sociales étaient fondées sur le rapport de parenté (« kinship ») (Duby, 1977 : 95-96). Un *hundred* pouvait rassembler entre 20 et 300 hides selon la région. Pour Stenton, la communauté du village était considérée comme l'unité sociale de base. La gestion des finances publiques et de la justice s'opérait lors des assemblées populaires :

« *Each hundred had a court which administered customary law in private pleas, did justice on thieves and on those who had been slack in their pursuit, and moderated discussion between the king's financial officers and the individual taxpayer* » (Stenton, 1989 : 299).

Considérée comme un des archétypes de la loi communale (Common Law), l'administration du *hundred* entraînait en conflit avec les activités extractives de la royauté. Les affaires de la terre étaient directement gérées avec l'autorité royale : *[the ceorl] was essentially an individualist; owning the land which supported him, though farming it in association with his fellows, and responsible to no authority below the king for his breaches of local custom* (Stenton, 1989 : 280). Les ponctions royales sur la paysannerie s'opéraient soit par le *feorm*, une taxe payée sous forme d'allocation d'une « *quantity of provisions sufficient to maintain a king and his retinue for twenty-four hours, due once a year from a particular group of villages* » (Stenton, 1989 : 288), soit sous la forme d'exécution de tâches communales (comme la construction et la réparation des ponts).

Un des points significatif à souligner est l'absence de toute noblesse terrienne dans la société prémanoriale anglaise. Bien que l'étendue des *hides* variait considérablement selon le statut du *ceorl*, il n'y avait pas a priori de hiérarchie formelle entre ces derniers. Seule la hiérarchie formelle liant le paysan à son roi existait (Stenton, 1989 : 277-282). La seule position privilégiée qui existait était celle des *ealdormens* (suivants ou compagnons). Ces derniers étaient des membres de la cour royale et avaient la confiance du roi. Il leur offrait une office, dont le rôle était d'administrer au nom du roi un *comté*³⁰ d'un territoire conquis. Ce rôle administratif, qui lui donnait l'autorité de ponction du *feorm*, n'était pas à proprement parler une concession de terres. D'un côté, l'*ealdormen* qui en bénéficiait n'avait pas la possibilité de transférer ce privilège à un autre individu de son choix et, de l'autre, le roi se gardait la possibilité de lui retirer l'office à tout moment (Stenton, 1989 : 305-306).

³⁰ Avec la conquête normande, l'unité administrative du *shire* devient de 'comté'.

4.2.2. Formation des domaines anglo-saxons : émergence d'une noblesse

Avant l'arrivée viking à la fin du 8^e siècle, la structure sociopolitique de l'Angleterre était organisée autour de larges domaines possédés par la royauté, les grandes familles ou l'église (Richards, 2004 : 50-52; Sawyer, 1994 : 105; Stenton, 1989 : 480-481)³¹. Un domaine pouvait varier considérablement tant dans son étendue que son fonctionnement interne. Sa constitution était basée autour d'une répartition complémentaire des ressources de sorte qu'il était possible d'y retrouver à la fois des terres arables, des zones boisées, ou *woodlands*³², et des zones côtières (pour la pêche et la production de sel). Il serait difficile d'esquisser une tendance générale d'un point de vue de sa consistance géographique, pourtant, l'unité centrale reste la même dans chaque cas : la maison du seigneur. Cette nouvelle classe sociale en émergence impliquait une transformation au sein du régime d'appropriation. Pour se reproduire, les seigneurs se sont insérés au sein des relations entre la paysannerie libre et la royauté et sont devenus un intermédiaire, une classe sociale supplémentaire dans la hiérarchie féodale.

Le régime d'accumulation politique prémanorial de l'Angleterre générait un degré relativement faible de conflit, et surtout stable, entre la paysannerie et la royauté. Les relations sociales, encadrées par les coutumes, ne permettaient pas en soi l'émergence d'une noblesse. La limite de cette stabilité relative provenait des stratégies extensive des moyens d'accumulation du roi. L'agrandissement de son royaume affaiblissait tant sa capacité à le défendre (limites logistiques) que sa capacité à extraire les surplus de la paysannerie (limites extractives). Avec la formation des quatre grands royaumes (Mercie, Wessex, Northumbrie et Est-Anglie), l'organisation sociale se complexifie et génère l'établissement d'une noblesse et d'un clergé aux accès privilégié à la terre. On peut constater cette tendance par l'entremise d'un développement juridique de la division des terres et la formation du régime manorial.

³¹ Ces domaines, ou '*multiple estate*', seront plus tard connus sous le terme de 'manoir' (ou *manorium* en latin) à la suite de la conquête normande de 1066.

³² Les '*woodlands*' sont à distinguer des '*forests*' qui avaient une désignation spécifiquement royale et où il n'était pas possible pour la paysannerie d'aller chasser, cueillir ou ramasser du bois (Linebaugh, 2008).

L'extension du territoire contrôlé par le roi le contraignait à déléguer certaines tâches administratives. Les plus importantes familles sont alors devenues membres de la cour royale et ont reçu un accès à la terre en échange de quoi ils s'occupaient de sa gestion. À la différence des *ealdormens* du '*tribal hidage*', le don royal prend ici la forme de *concessions* (« royal grants ») accordées aux grandes familles, des concessions dont on peut retracer l'origine au travers des diverses chartes royales ('*book*') de l'époque (Stenton, 1989 : 307-309). Avec la concession de ces terres, ou *booklands*, la première noblesse terrienne a vu le jour. Deux raisons expliquent la transition. D'un côté, à la différence des offices offertes aux *ealdormens*, une concession impliquait un retrait de l'autorité royale du territoire désigné. Le roi s'aliénait ainsi le droit de s'immiscer dans les relations conflictuelles entre les paysans et leur nouveau seigneur. D'un autre côté, le *bookland* donnait la capacité aux grandes familles de faire elles-mêmes des concessions, une caractéristique majeure puisqu'elle ouvrait la porte à la transmission héréditaire de la terre.

En somme, la formation de la noblesse terrienne anglo-saxonne est le résultat du choc inévitable entre la tendance extensive de l'accumulation politique d'une royauté (expansion territoriale et compétitions géopolitiques avec les rois voisins) et les limites technico-organisationnelles de l'extraction des surplus de la production (taxations paysannes) par la cour royale. Son émergence correspond au processus de centralisation politique qui a généré la formation des quatre grandes royautés de l'île. L'extension du pouvoir royal a affaibli sa capacité d'extraction (coercitive) des surplus de la production. Les familles les plus importantes ont profité de ce vide afin de s'emparer d'un droit de taxation privilégié (par concession royale). Elles y consolident ainsi leur pouvoir en tant que classe intermédiaire entre la paysannerie et la royauté. C'est dans ce nouveau contexte social que les vikings ont fait leur entrée.

4.2.3. Transformations au sein du régime anglais : l'impact viking

Les activités accumulatrices vikings ont eu divers effets sur la société anglo-saxonne. J'en note ici trois : 1) l'asservissement de la population paysanne à la noblesse terrienne, résultat du pillage, de la guerre et de l'imposition du Danegeld; 2) la fragmentation des domaines anglais, résultat de l'établissement permanent d'une noblesse scandinave sur l'île; 3) la consolidation du pouvoir royal - résultat des efforts de mobilisation et de réorganisation locale pour contrer la nouvelle menace -.

La perte de l'indépendance paysanne

Le processus d'asservissement du paysan à son seigneur prend forme sur le caractère limité des capacités productives du régime féodal. La paysannerie féodale avait un niveau de productivité qui dépassait à peine son niveau de subsistance et la tendance extensive de sa croissance (et non intensive³³) ne venait en rien modifier ce fait (Stenton, 1989 : 470-502; Teschke, 2003 : 59-60; Bloch, 2004 : 219-230; Duby, 1997 : 63-93). Cet asservissement prenait forme dans un contexte de cristallisation d'une noblesse terrienne. Ses activités extractives constituaient déjà une charge supplémentaire pour la classe productive désormais taxée par la royauté et par les grandes familles. Initialement, la paysannerie n'aurait pas vu d'un trop mauvais œil l'arrivée de la noblesse. Ce changement n'avait pas a priori d'implication sur la production ou l'autonomie (et le rapport à la terre). En fait, la présence d'un seigneur avait certains avantages. Il était d'un côté plus pratique de bénéficier de la protection d'un seigneur local plutôt que de celle d'un roi lointain (Bloch, 2004 : 219-224). D'un autre côté, la présence du seigneur impliquait une réorganisation économique puisqu'il participait activement au développement productif (extensif) de ses terres (Stenton, 1989 : 472). Il supportait l'extension des terres agricoles et la construction des fermes, en échange de

³³ Tel qu'Ellen Meiksins Wood le présente, un des points marquant de la rupture du régime féodal anglais et de son passage au capitalisme agraire était cette transition d'une logique du travail extensif de la terre à une logique intensive (i.e. l'improvement) (Wood, 2002 : 106-107)

quoi il recevait un domaine sur la seigneurie. Cette relation n'était pas en soi problématique. Le conflit survenait plutôt en situation de crise :

« The independence of the village group was not threatened at first. But the narrowness of an average ceorl's resources, and the many forms of disaster to which he was exposed, made it almost inevitable that sooner or later the village community would find itself unable to provide the food-rent which its lord had the right to demand. » (Stenton, 1989 : 472)

Une des crises majeures pour la paysannerie de l'époque fut l'arrivée viking. Le pillage impliquait pour la paysannerie locale un affaiblissement de ses capacités productives. Le meurtre et l'enlèvement (pour des fins d'esclavagisme commercial avec le Moyen-Orient) ainsi que la destruction des moyens de production (et la perte des réserves) étaient les conséquences directes de la présence scandinave. Plus indirectement, la présence viking impliquait une surtaxation des forces productives par le seigneur local qui devait mobiliser de plus en plus de ressources (matérielles et humaines) afin de se défendre contre l'envahisseur (paiement du Danegeld, mobilisation de milice, intensification des corvées pour la construction de fortifications et de navires militaires, etc.) (Duby, 1977 : 105-113; Stenton, 1989 : 471; Sawyer, 1994 : 78-87; Richards, 2004 : 37-47).

Lorsqu'un paysan n'était pas en mesure de payer le seigneur, il devait compenser en temps de travail sur le domaine du seigneur (un cercle vicieux qui réduisait progressivement sa capacité de production destinée à la subsistance). Cette tendance s'est généralisée à l'échelle des villages qui devaient se placer sous la protection de leur seigneur. Cela dit, la présence viking n'a pas généré en soi de ruptures sociales dans la réalité anglo-saxonne; elle a plutôt exacerbé une tendance préexistante. Une mauvaise récolte ou un conflit entre deux seigneurs anglo-saxons pouvait suffire à provoquer un affaiblissement de l'indépendance paysanne. Si les vikings ont directement influencé les RSP anglo-saxonnes en ébranlant la fragile capacité productive de la paysannerie, ils ont eu aussi un impact plus subtil. Leurs pratiques ont inséré un processus d'individualisation qui a provoqué la fragmentation du régime manorial.

Fragmentation des domaines anglais

Outre le cas de la formation du Danelaw, l'établissement scandinave a provoqué la fragmentation des domaines anglais (Richards, 2004 :50-55, 76-77; Jones, 1997 :403-408; Thacker, 2008 : 489-492; Sawyer, 1994 : 105-107). La stratégie d'accumulation de ses seigneurs nouvellement installés a eu, par une imposition du Danegeld³⁴ combinée avec l'acquisition de terres, un effet imprévu :

« In the tenth century, charters record the sale of land by Scandinavians in Bedfordshire, Derbyshire, and probably Lancashire. At the beginning of the eleventh century, in a classic protection-racket gambit, Aethelred was forced to grant land in Oxfordshire to a Dane called Toti in return for a pound of gold needed in order to pay Danegeld » (Richards, 2004 : 51)

L'attribution des terres par la royauté, durant le régime manorial, visait des familles et non des individus, une tradition qui limitait considérablement l'étendue du pouvoir seigneurial. Or, les vikings n'hésitaient pas à traiter la terre comme une marchandise s'ils pouvaient y trouver un profit, une pratique inexistante auparavant en Angleterre. Cette nouveauté a inséré un processus d'individualisation au sein des rapports de territorialité. Cette transformation a joué en faveur de la nouvelle classe seigneuriale dont le contrôle accru sur la terre permettait désormais de transmettre par héritage les possessions terriennes (Richards, 2004 :64; Sawyer, 1994 : 104; Thacker, 2008 : 489). Ce développement est d'ailleurs attesté par les transformations de la structure ecclésiastique :

« In both town and country, the Viking Age witnessed church foundation on a massive scale and the crystallisation of the parish system. Changes in ecclesiastical structure mirror those in land ownership. The monopoly of monasteries and minsters was broken as the old estates were fragmented. » (Richards, 2004 : 188).

³⁴ L'usage de la peur devint dès lors central dans leur logique d'accumulation : tant dans les régions jugées trop bien protégées ou celles déjà pillées, on imposait le Danegeld. Le premier cas de Danegeld répertorié serait situé autour de Deira en 867 (la part danoise de la Northumbrie en Angleterre) (Boyer, 2004a : 165 ; Richards, 2004 : 51)

L'église a subi les mêmes contrecoups de l'arrivée viking. Avec son établissement, la transformation des RSP et l'accroissement de la compétition politique, l'église a perdu son monopole sur les terres monastiques (qui assurait à ses membres, similairement à la paysannerie, un accès à leur moyen de subsistance, et donc de reproduction de leur position sociale). Ce n'était pas tant l'Église qui était visée, mais plutôt la source de surplus qu'impliquait l'acquisition de ses terres. Sa structure liée aux anciens domaines anglais, cette dernière fut contrainte à s'adapter à la nouvelle réalité. On assiste ainsi durant les 10^e et 11^e siècles à un accroissement important du nombre de constructions d'églises (« *minster and parish churches* »), tant en région qu'en ville. Ce boom de construction serait directement lié à la quête d'influence chez les nobles, tant locaux que scandinaves, ainsi qu'à la soudaine disponibilité des agents ecclésiastiques maintenant privés de leur indépendance (Richards, 2004 : 178-188; Sawyer, 1994 : 107; Stenton, 1989 : 433-467).

L'individualisation des rapports à la terre selon Richards aurait pu voir le jour sans l'intervention scandinave. « *Nevertheless, they were undoubtedly hastened by the Scandinavian settlement, and also provided a mechanism for it. Scandinavian colonization brought about a massive privatization of land ownership.* » (Richards, 2004 : 51) Le régime féodal scandinave n'était pas qualitativement différent du régime anglais. Si l'interaction entre les deux régimes n'a pas généré de rupture des rapports de propriété, il en reste que l'arrivée des seigneurs viking et son intégration au monde anglo-saxon, a transformé la balance du pouvoir préexistant sur l'île par l'intensification de la nature compétitive des relations au sein de la noblesse.

Consolidation du pouvoir royal

L'ère Viking ne doit pas être considérée comme un conflit entre deux sociétés distinctes. Certes, plusieurs distinctions sociales et culturelles existaient, mais au final, la confrontation se jouait sur les rapports d'appropriation; il était question ici d'un conflit intraseigneurial. La paysannerie anglaise subissait les contrecoups des altercations dans la mesure où elle était la classe productive source des surplus, mais elle n'était pas visée directement par les activités

vikings : « *the significant question is not whether the Vikings were more violent and brutal than others, which seems unlikely, but rather what effect their violence had* » (Sawyer, 1994 : 95). L'enjeu gravitait autour de la légitimité du processus appropriatif de ces surplus. En ce sens, le point important à souligner, ce qui vaut aussi pour les impacts décrits précédemment, est que l'arrivée viking a eu un impact géopolitique sur la balance du pouvoir en Angleterre. De ce contexte a résulté une consolidation du pouvoir royal (Boyer, 2004a : 404-408; Jones, 1997; Richards, 2004; Stenton, 1989).

La réponse à la menace viking n'était pas uniforme et dépendait essentiellement du contexte politique local. L'établissement scandinave en Angleterre avait lieu là où le pouvoir local s'avérait incapable de se défendre adéquatement. Aux débuts de l'ère Viking, la capacité militaire anglo-saxonne n'était pas adaptée à la réalité d'un conflit basé sur la tactique de la mobilité des raids. Les paysans libres (*ceorls*) y agissaient comme guerrier. Suffisamment riches pour se procurer leur équipement de base, ces derniers n'avaient pourtant que peu d'intérêt à défendre autre chose que leur village et ses environs immédiats. Cette milice avait un champ d'action réduit : mobilité limitée et courtes périodes de mobilisations (liées aux contraintes des récoltes). La réponse du pouvoir royal aux incursions vikings, trop affairé par de multiples guerres intestines, était quant à elle désorganisée, lente et inefficace. Seule l'ingéniosité d'une personnalité (la plupart du temps le roi et sa cour) était capable de conserver la cohésion politique nécessaire à résister aux vikings, comme ce fut le cas d'Alfred le Grand et de son fils Édouard l'Ancien (Boyer, 2004a : 156-159; Richards, 2004 : 35-38; Stenton, 1989 : 290-292; Jones, 1997 : 215-227). Même encore là, les stratégies politico-militaires des chefs vikings, divergentes de la pratique anglo-saxonne, un bon tacticien ne suffisait pas :

« in the autumn of 892, a formidable Danish army, which had been defeated in the Low Countries in the previous year, assembled at Boulogne and crossed to England. At the first rumour of this invasion, King Alfred took oaths from the Northumbrian Danes, and hostages as well as oaths from those in East Anglia, as security for the peace. But in spite of this precaution they made common cause with the invaders immediately upon their landing. A long continuance of the war which followed was chiefly due to this alliance. » (Stenton, 1989 : 263)

Toute réponse cohérente requérait une réorganisation profonde s'élaborant sur plusieurs années. On retrouve une telle stratégie politique dans le royaume de Wessex dont le pouvoir a été en mesure d'organiser une réponse adéquate, et ce, non seulement pour son territoire, mais bien à l'échelle de l'île. Les transformations prendront plusieurs formes : construction de fortifications, réorganisation des milices paysannes et de la mobilisation coordonnée de la noblesse.

La construction des *burhs*, fortifications urbaines, constitue l'une des contributions significatives de l'ère Viking au développement étatique anglais (Boyer, 2004a : 158, Jones, 1997 : 215; Richards, 37, 91-101; Stenton, 1989 : 291-293, 528-538). Bien que l'origine de ce type de fortifications remonte à la période d'occupation romaine, la pratique de la construction s'est systématisée sous le règne d'Alfred le Grand : « *By the early part of the tenth century no village in Sussex, Surrey, and Wessex east of the Tamar was distance more than twenty miles from a fortress which formed a unit in a planned scheme of national defence* » (Stenton, 1989 : 264). Les *burhs* procuraient un avantage militaire incontestable contre les vikings alors que ses ponts fortifiés bloquaient les voies navigables et les murailles réduisaient les possibilités de coups de main rapides. De plus, cette architecture défensive s'est combinée à une complexification du processus de mobilisation paysanne. D'abord, les milices actives et mobiles ne représentent plus que la moitié des effectifs disponibles, l'autre étant conservée localement tant pour renforcer les forts en cas de besoin que pour assurer un travail constant de la terre. Cette stratégie a réduit la résistance paysanne à la mobilisation et a accru la portée effective des milices. Conséquemment, les opportunités de pillage ont diminuées significativement pour les vikings. La paysannerie fut aussi particulièrement affectée par cette nouveauté organisationnelle qui s'est traduite concrètement par une taxe indirecte additionnelle. Tant la construction, que l'entretien ou la défense des forts impliquait une charge de travail additionnelle pour elle (condition favorable à l'asservissement paysan). Paradoxalement, les efforts paysans pour la construction des fortifications ont contribué à leur propre affaiblissement de classe (par la perte progressive de son indépendance économique). D'un autre côté, les *burhs* ont procuré un avantage politico-économique tant pour l'administration royale (puisque'elle avait désormais une meilleure emprise de taxation et de régulation des échanges marchands) que pour les commerçants (qui bénéficiaient d'une

meilleure protection de leurs investissements). Les centres urbains sont devenus, durant les siècles suivants, des lieux importants de développement économique (Richards, 2004 : 37; Stenton, 1989 : 336, 526-533).

Enfin, le point le plus central à souligner ici concerne la consolidation du pouvoir qu'ont impliqué les invasions vikings. Pour le royaume de Wessex, la réorganisation militaire a procuré un avantage géopolitique significatif, particulièrement sous le règne d'Alfred le Grand et de son fils Édouard l'Ancien. Les efforts du père ont permis d'établir les piliers fondamentaux d'une structure politico-militaire nécessaire à sécuriser son royaume. Outre ses projets de réorganisation militaire, il est aussi responsable de la signature du traité de Wedmore en 886 qui établissait des frontières claires entre son royaume de Wessex et celui de Guthrum de l'Est Anglie : « *The significance of the treaty, however, was also that Guthrum was subsequently baptised, and incorporated into an Anglo-Saxon system of kingship. [Alfred] made use of the treaty to consolidate his position in Wessex* » (Richards, 2004 : 37; voir aussi Sawyer, 1994 : 99). Par ce traité, Alfred tentait de formaliser les relations politiques sur l'île. La reconnaissance territoriale de ses voisins lui permettait ainsi de concentrer ses efforts à sécuriser son territoire contre les vikings. Le traité de Wedmore venait paradoxalement légitimer la formation du Danelaw au Nord puisqu'il en établissait indirectement ses limites au Sud. De cette phase de consolidation allait suivre celle de l'expansion territoriale, une entreprise opérée par son fils Édouard l'Ancien.

Entre 918 et 973, on constate un processus d'unification du territoire anglo-saxon sous leur bannière de la royauté de Wessex. Ce processus débute avec la perte de l'indépendance de la Mercie au profit de Wessex (en 918) sous le règne d'Édouard. Bien qu'initialement l'emprise sur ce territoire fut relativement fragile, elle se consolide au fil des générations par l'entremise d'une intégration culturelle et administrative (Stenton, 1989 : 339; Sawyer, 1994 : 98-103). L'expansion politique de Wessex allait d'ailleurs bien au-delà de la Mercie. Les nobles de toutes appartenances finissaient par se joindre au rang d'Édouard - volontairement, par pression politique ou simplement par la force des armes - . La noblesse terrienne, tant écossaise que scandinave ou anglo-saxonne, y trouvait son compte :

« [They] had something definite to gain from an acknowledgement of Edward's overlordship. To Ealdred of Bamburgh, isolated between Britons, Scots, and Norwegians, it meant an assertion that the strongest king in Britain was his protector. The king of Strathclyde gained a confirmation of the lands which his people had annexed from the ancient Northumbria. Raegnald of York gained a recognition of his new kingdom, and the king of Scots gained a temporary security against Raegnald and his viking friends in Ireland. » (Stenton, 1989 : 334)

L'unification progressive par la soumission des petits rois a pacifié (relativement) l'espace géopolitique anglais. La fidélité royale de la noblesse terrienne réduisait son autonomie d'action d'un point de vue militaire, et évitait la multiplication des conflits intraseigneuriaux : « *the creation of even this simple bond between King Edward and the rulers of every established state in Britain gave to the West Saxon monarchy a new range and dignity which greatly strengthened its claim to sovereignty* » (Stenton, 1989 : 335). Ainsi se mettait en place un ensemble hiérarchique *unifiant* (c'est un processus) de relations sociales de propriété sur le territoire anglais, une hiérarchie au sommet de laquelle on ne retrouvait qu'un seul suzerain. Le moment d'extraction des surplus restait le même puisque la noblesse conservait son autonomie sur ses terres. Certes, certaines répercussions indirectes se font sentir sur la charge de travail de la classe productive, mais l'impact viking principal d'un point de vue géopolitique réside dans une clarification de la hiérarchie de la classe extractive.

4.2.4. Autres impacts : développement économique et héritage légal

Au-delà de la question du régime de territorialité, d'autres types d'influences de la présence viking en Angleterre peuvent être constatées. Je mets de côté ici les arguments concernant l'héritage culturel et linguistique (Hadley, 2000 : 298-341; Neveux, 2006 : 41-43) pour me concentrer plutôt sur l'héritage économique et légal. D'une part, l'établissement viking et la formation du Danelaw ont favorisé un développement économique de la région de deux manières. D'abord, il a permis l'ouverture de voies marchandes entre l'Angleterre et

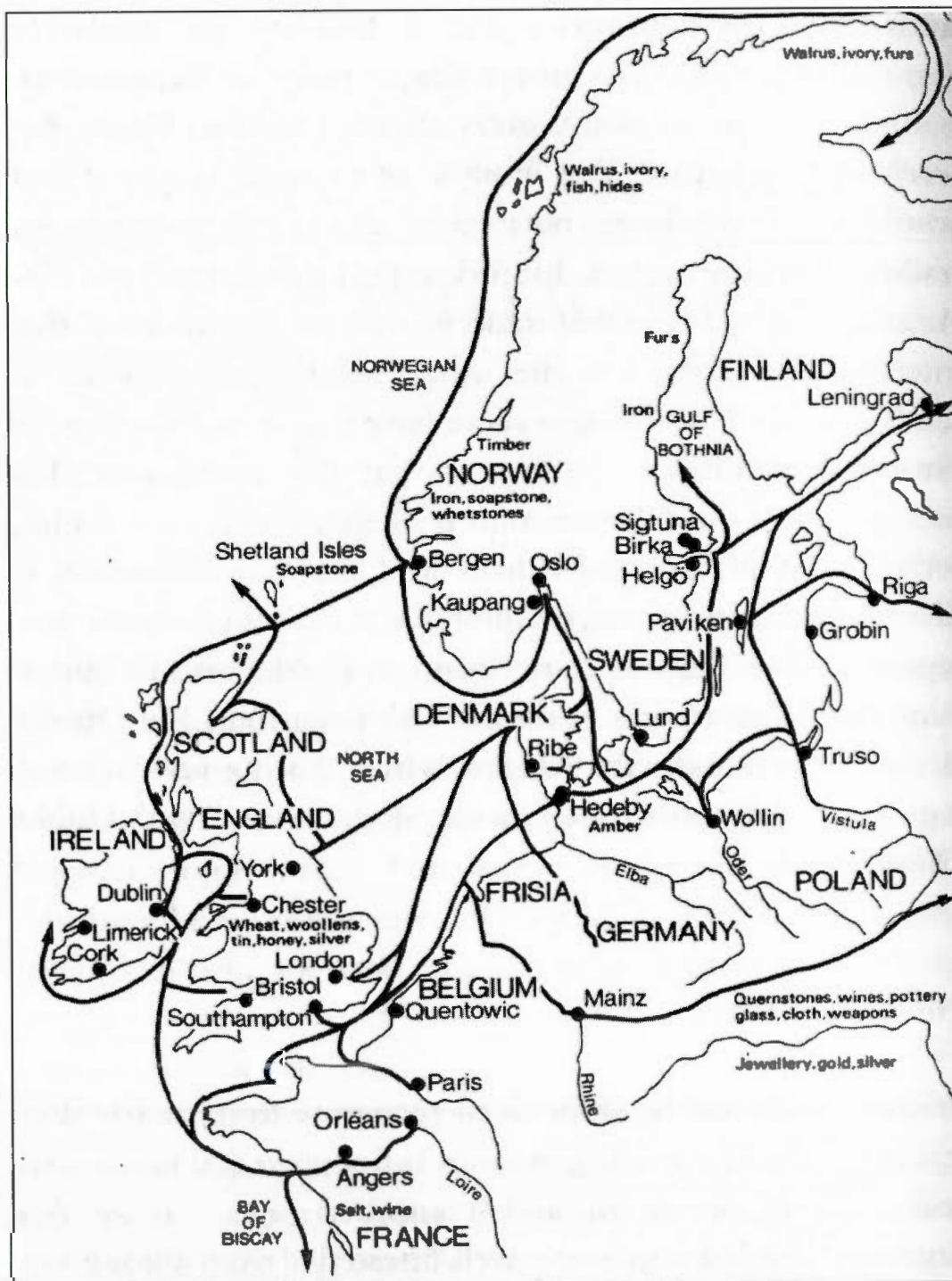


Fig. 4.2 Carte des différentes routes commerciales scandinaves du Nord-Ouest européen durant l'ère Viking (Richards, 2004: 164)

la Scandinavie, des échanges qui persistent même après l'invasion normande de 1066 (voir la fig. 4.2 ci-dessus). Ensuite, le processus, bien qu'il ait impliqué initialement une série de moments violents et destructifs, sera accompagné d'une période de croissance urbaine au Nord, avec pour exemple type la ville York (Boyer, 2004a : 404-408 ; Duby, 1977 : 226-277 ; Richards, 2004 : 78-108 ; Stenton, 1989 : 526-544). Là où les activités vikings ont été les plus importantes, bref là où la noblesse scandinave s'est approprié la terre durant le 9^e siècle, on assiste à une rapide récupération durant le 10^e siècle. Cette tendance se constatait à l'échelle de l'Europe :

« It was the areas that suffered most from Viking depredations in the ninth century that appear most prosperous in the tenth. In England, too, there was rapid recovery, especially in areas conquered by the Danes. However destructive the Vikings were, they often made a very positive and significant contribution to the development of western Europe, especially as conquerors and colonists. » (Sawyer, 1994 : 97)

Les centres urbains deviendront en fait des lieux de prospérité et de développement économique significatifs à l'échelle de l'île. Les seigneurs maintenant établis et intégrés participent activement au développement de la région et non pas comme entité parasitaire à la société anglaise. Leur coopération se constate particulièrement dans leur relation avec l'autorité ecclésiastique, une relation qui bénéficie aux deux acteurs : l'un profite d'une légitimité culturelle accrue et l'autre du support économique nécessaire à la construction de ses églises.

Le dernier point particulièrement intéressant à souligner ici, est le fort héritage légal transmis par les Scandinaves à la société anglaise à la fin du premier millénaire (Jones, 1997 ; Stenton, 1989). On constate d'abord la formation d'une institution juridique fortement influencée par les pratiques scandinaves. On peut noter, par exemple, l'existence des *thanes* aux tribunaux des « *wapentake* » (unités administratives), c'est-à-dire douze hommes assermentés chargés du '*jury of presentment*' (Jones, 1997 : 406 ; Boyer, 2004a : 325). On ne retrouve aucune trace d'une pratique légale impliquant un jury assermenté dans la vieille loi anglaise (pré-Danelaw) :

« it is safe to follow the long successsion of scholars who have seen in the twelve leading thanes of the wapentake an institution derived from the juries of twelve familiar in the Scandinavian north » (Stenton, 1989 : 503-504). La période d'occupation viking du territoire anglais, avec le Danelaw, constitue le premier moment où l'on retrouve la preuve documentée du principe décisionnel légal de la primauté d'une majorité en cas de divergence d'opinions. En Scandinavie, on retrouve ces jury assermentés (*kviðr*) dans les jugements du *Þing*. Toute décision quant à la culpabilité ou l'innocence d'un individu nécessitait une reconnaissance par consentement collectif. Il était aussi crucial de produire une série de témoins tout au long de la procédure:

Le tylftareidr, par exemple, ou serment des douze, voulait que douze hommes jurassent, pour ainsi dire, sur leur honneur que l'intéressé avait bien juré sur le sien. Cette intervention d'autrui, indispensable dans toutes les actions, excluait les frasques ou les excès d'individualisme. (Boyer, 2004, 326)

Un autre héritage scandinave existe dans l'existence d'hommes de loi (*lawmen*) principalement dans les régions de Cambridge, York, Stamford et Chester, des lieux fortement influencés par la présence viking. Les fonctions sociales des *lawmen* s'avèrent particulièrement similaires à celles attribuées aux présidents des assemblées du *Þing* et de l'*alþing* scandinaves. Les *lögsöguma*, ou bien « hommes qui disent la loi », sont élus pour des mandats de trois ans. Ils assurent la régulation des procédures et sont chargés de connaître la loi qui était encore à l'époque strictement orale (Stenton, 1989 : 503-504; Boyer, 2001 : 60-62)³⁵. Il est important d'apprécier l'héritage légal scandinave sur la société anglo-saxonne dans l'analyse de la trajectoire de formation politique. Il représente une des conditions favorables aux multiples transformations qu'allait subir l'Angleterre du second millénaire. Au travers de l'élaboration de la Common Law, et plus tard de la Magna Carta, la communauté paysanne s'est vu progressivement distancée des processus légaux en cours de spécialisation, alors que la noblesse terrienne, elle, a su l'articuler à ses intérêts de classe (Linebaugh, 2008; Hudson, 1996; Huges, 1966).

³⁵ Notre connaissance de la loi scandinave n'existe que par l'entremise des Sagas Islandaises (Boyer, 2004b) et de l'*Heimskringla* - Histoire des rois de Norvège (Sturlusson, 2000)

4.3. Synthèse

Dans le chapitre précédent, je m'étais attardé à analyser l'origine du phénomène viking de manière à préciser les motivations sous-jacentes à leur établissement en Angleterre. Dans le cadre de ce dernier chapitre, j'ai développé l'analyse de ces motivations afin d'établir l'impact des activités géopolitiques scandinaves sur la trajectoire de formation étatique anglo-saxonne. J'y ai démontré que les processus d'établissement des seigneurs vikings et de formation du Danelaw ont altéré significativement cette trajectoire.

Le chapitre était divisé en deux parties. Dans la première, j'ai décrit la formation politique de l'État scandinave du Danelaw en Angleterre. J'y montre que sa formation est un processus hybride bidirectionnel résultant de l'interaction entre deux classes extractives aux stratégies d'accumulation très similaires (scandinave et anglo-saxonne). La compétition pour l'accès à la terre et aux surplus extraits de la production paysanne est au cœur des conflits de la communauté seigneuriale et l'arrivée scandinave ne fait qu'exacerber la situation. La noblesse scandinave nouvellement établie est par ailleurs reconnue pour ses actions coopératives avec la population locale. Sa rapide intégration a facilité la légitimation de son appropriation territoriale.

Dans la seconde partie du chapitre, j'ai analysé la trajectoire historique de la formation de l'État anglais. J'ai débuté par une brève mise en contexte de la situation politique de l'île à la veille de l'ère Viking. Cette période est associée à la formation des quatre royaumes anglo-saxons (Mercie, Wessex, Northumbrie et Est-Anglie). L'extension des pouvoirs royaux nécessaire à leur émergence a mis en place les conditions nécessaires à la réorganisation politico-administrative du territoire, à l'émergence du régime manorial et d'une classe seigneuriale auparavant inexistante. J'ai argumenté que dès l'arrivée des vikings, leurs stratégies d'accumulation ont eu un effet directeur sur le manorialisme anglais. Concrètement, la présence géopolitique (raids et appropriation territoriale) ainsi que l'intégration scandinave à la communauté anglo-saxonne (apports juridiques et commerciaux) se sont traduites à long terme par une perte d'indépendance paysanne (surtaxation causée par la guerre et destruction

de sa production), une fragmentation des domaines anglais (avec l'individualisation des rapports de propriété) ainsi qu'une consolidation du pouvoir royal (résultat de la réorganisation politico-militaire pour contrer la menace scandinave).

C'est ultimement à partir de cette redirection de la trajectoire du développement anglais que le processus d'unification de l'île (incluant la reconquête du Danelaw) a été rendu possible. Aucune rupture claire n'en a résulté (le féodalisme dans ses fondements persiste), pourtant la structure des relations sociales a clairement été affectée. L'ère Viking n'a pas en soi suscité de rupture au sein des relations sociales de propriété, provoquant une transition d'un régime à un autre (à un régime économique capitaliste par exemple). Pourtant, l'ensemble des transformations qu'on constate à la lumière de la rencontre des deux communautés a joué un rôle prépondérant au moment de l'unification de l'île sous l'établissement dynastique normand (Neveux, 2006; Brenner, 2002; Richards, 2004; Boyer, 2001; Jones, 1997). Il est impossible de séparer le processus de formation étatique anglais de son contexte régional. Les analyses comparatives limitées à deux unités (analyse anglo-normande par exemple) ne suffisent pas à établir une sociologie historique aux conclusions valables pour la théorisation de la formation de l'État; une considération plus large à l'égard des autres unités est nécessaire afin d'obtenir une hiérarchisation causale valide. Les niveaux *régional* et *interrégional* se doivent d'être systématiquement intégrés au processus analytique s'il est espéré de construire une hiérarchie causale valide.

CONCLUSION

Tout au long de ce travail, une série de sujets ont été abordés. Parfois assez larges et abstraits dans leur signification sociologique (le capitalisme et ses origines; le féodalisme européen; les conflits de classe et régimes de propriété) et parfois empiriquement situés (l'origine des activités vikings; l'impact social de la présence viking en Europe; le conflit anglo-normand), ces thèmes partageaient pourtant un point commun clair. Ils ont tous été abordés avec l'intention *d'améliorer la compréhension sociologique du processus de formation de l'État*. En optant pour une analyse sociohistorique, j'ai formulé une problématique spécifique qui s'attarde au cas empirique de la relation anglo-scandinave durant l'ère Viking : *dans quelle mesure les activités vikings ont-elles eu un impact sur la formation étatique de l'Angleterre et qu'est-ce que ce cas révèle pour notre compréhension du processus de médiation géopolitique de la formation étatique?* Si le parcours a semblé sinueux par moment, c'était pourtant un chemin nécessaire.

La première étape de ce travail était de confronter deux approches sociohistoriques les plus influentes afin de m'outiller correctement : la sociologie historique néowébérienne et le marxisme politique. La SHW a émergé en réponse au structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons. Ses principaux tenants, comme Theda Skocpol, Charles Tilly et Anthony Giddens ont initialement tenté de contester sa conception linéaire et transhistorique du développement étatique en s'inspirant des travaux du classique des sciences sociales Max Weber et de sa sociologie de l'action. Grâce aux analyses comparées qui réinséraient l'histoire dans l'analyse sociologique, ces auteurs tentaient d'extirper l'État de son piédestal et ainsi ramener ce concept à l'intérieur des préoccupations sociologiques. Leurs efforts ont pourtant échoué et leurs thèses ont ultimement reproduit une conception du développement étatique où le *tout* (le système international et les activités géopolitiques) gouverne les *unités* (les acteurs domestiques). À juste titre, on leur a reproché de théoriser les États comme des unités qualitativement similaires (dans la trajectoire de leur développement et leurs finalités).

L'effort n'était pourtant pas en vain. Leurs contributions ont inspiré une seconde vague d'auteurs néowébériens. Michael Mann, d'un côté, offre une conception systémique des réseaux de pouvoirs sociaux où l'État est théorisé à partir de sources de pouvoirs typifiés (économique, politique, militaire et idéologique). Ces pouvoirs, quoiqu'en interaction les uns avec les autres, sont considérés autonomes, ce qui remet considérablement en question la conception structurelle réaliste de l'autonomie de l'État. Inspiré de Mann, John M. Hobson théorise la formation étatique dans une perspective moins eurocentrée. Il formule une théorie multicausale où l'État est lié à l'international dans un dualisme réflexif qui limite son autonomie et l'enchâsse dans une trinité spatiale. J'ai ultimement jugé ces deux dernières contributions de la SHW comme insuffisantes : d'un côté, les postulats de Mann sont problématiques en raison de la réification du pouvoir économique et l'usage, désormais contesté, du narratif du système international westphalien; de l'autre, la multicausalité pousse à sombrer dans une logique déconstructiviste de régression causale à l'infinie qui nuit à l'élaboration d'une conception claire de l'État.

Les limites profondes des théories néowébériennes nuisaient à l'élaboration d'une théorie explicative capable d'interpréter le processus historique de la formation de l'État sans en transhistoriciser les fondements. C'est pourquoi je me suis tourné, dans le second chapitre, vers la théorie des relations sociales de propriété de l'historien Robert Brenner, fer de lance du marxisme politique et reconnu pour son analyse du processus de transition du féodalisme au capitalisme en Angleterre. Cet auteur clé fonde son approche sur les processus d'appropriation (liant la production et l'exploitation des surplus) historiquement et spatialement situés à l'intérieur de conflits de classes et typifiés sous forme de régimes de propriété (politique, géopolitique et économique). Pour la TRSP, tant le capitalisme (régime de propriété économique) que l'émergence de l'État peuvent être expliqués à partir des régimes d'appropriation. D'un côté, le capitalisme y est interprété comme la conséquence inattendue du conflit de classes en Angleterre qui confrontait producteurs (paysans) et extracteurs (seigneurs). À l'issue du conflit, l'île s'est progressivement extirpée de son modèle de *non-développement*, entendu comme la reproduction cyclique des stratégies de reproduction de type extraéconomique (extraction politique chez la classe extractive et préservation de l'accès aux moyens de subsistance chez les producteurs). D'un autre côté, le

processus de formation étatique est lui aussi étroitement lié aux stratégies de reproduction des classes sociales. L'accumulation coercitive des surplus de la classe seigneuriale - soit extraterritoriale, soit par extension de la production - provoque une série de transformations à la fois politique et géopolitique en Europe (renforcement de l'appareil étatique). Mon intérêt pour l'approche du marxisme politique provient de son explication de l'origine des spécificités des relations sociales anglaises responsables de la rupture du régime féodal. Selon ses tenants, l'unicité du contexte de l'Angleterre remonte à l'invasion normande de 1066. La prise de pouvoir de l'Angleterre par la principauté normande représente le moment pivot dans l'histoire de l'île. Son arrivée est considérée comme la cause de la centralisation du pouvoir sur l'île, un processus qui a mis un frein à toute parcellisation de la souveraineté, phénomène responsable de la formation du régime banal franc. En d'autres termes, les tenants de la TRSP affirment que l'impact de 1066 a été d'unifier politiquement le territoire anglais. La communauté seigneuriale a profité de cette cohésion dans son conflit avec la paysannerie: ultimement, c'est autour de la transformation des rapports de propriété et de la définition de la liberté (paysanne) que s'est enclenchée la rupture historique générant la transition au capitalisme - et conséquemment la formation du premier État moderne.

L'étape suivante de mon travail fut de contre-argumenter les critiques élaborées à l'égard de la théorie des relations sociales de propriété de Brenner qui la décrivent comme une approche internaliste et diffusionniste. En acceptant la nécessité d'établir une hiérarchie causale dans mon analyse explicative ainsi qu'en reconnaissant que les conditions nécessaires à la formation de l'État moderne et du capitalisme résident dans la région européenne, il a été possible de considérer le diffusionnisme comme un fait historique, non comme une entrave théorique. En contrepartie, j'ai précisé que le réel problème de la TRSP réside plutôt dans la tendance internaliste de la hiérarchisation causale liée à ses analyses du changement social. J'ai soutenu ce point en argumentant que la présence viking a eu un impact clair sur le processus de centralisation du pouvoir étatique de l'Angleterre, et ce, bien avant l'invasion normande de 1066.

Si l'on se fie strictement aux thèses de Robert Brenner, la formation de l'État anglais résulte surtout du contexte anglo-normand et de la conquête de 1066 qui a pacifié la communauté seigneuriale de l'île. Le problème de l'impact scandinave y est négligé et catégorisé comme une menace extérieure issue de la conjoncture géopolitique sans qu'on attribue à ce facteur une importance causale dans la problématique. J'ai contesté ici cette interprétation. Le problème de Brenner est qu'il cherche strictement les sources *directes* de la rupture qualitative responsable de la transition du régime d'accumulation politique à un autre économique (capitaliste). Je ne remets pas en question que l'invasion normande de 1066 soit à l'origine du processus de centralisation étatique de l'Angleterre. Par contre, j'argumente que les fondements théoriques de la TRSP de Robert Brenner attribuent tellement d'importance aux moments de rupture entre deux régimes types (politique et économique) que ses outils analytiques s'en voient affectés. Il en résulte une typification des régimes qui s'avère limitative analytiquement. Dans ce cas-ci, l'accumulation politique représente un contenant « fourre-tout ». On y retrouve une multitude de formes de régimes qui, bien que semblables dans leurs fondements (conflit de classe entre une paysannerie productrice et une classe extractrice seigneuriale), se traduisent en pratique de manière différenciée (par exemple : le régime scandinave des magnates farm vs le régime manorial anglais, vs le régime banal franc). Malgré tout, à la différence de l'approche multicausale de la SHW, le problème de l'internalisme de la TRSP n'est pas irrémédiable. C'est une limite qui réside dans un problème de méthode, non dans ses fondements théoriques. La solution que j'ai offerte dans ce travail était de conserver l'épistémologie relationnelle de la théorie de Brenner et d'y joindre une solution méthodologique plus englobante. Dans cet élan critique, j'ai rejoint l'alternative de Benno Teschke et offert de développer sa contribution théorique. Ce dernier auteur intègre l'impact géopolitique bidirectionnel des relations sociales de propriété. Sa contribution vient différencier la trajectoire de développement étatique absolutiste du continent par rapport à celle du régime capitaliste anglais. Il réinterprète ainsi le narratif de la formation du système international comme le résultat hybride de l'interaction géopolitique entre un État anglais moderne et capitaliste et les États absolutistes en processus de *modernisation*. Je me suis par ailleurs inspiré des travaux de Justin Rosenberg et de sa théorie du développement inégal et combiné qui attribue une place prépondérante au niveau *international* dans sa théorisation de l'État. Son approche conçoit le développement étatique comme un procès ancré dans la

continuité et émanant des relations sociales (il n'est pas transhistorisé et autonomisé comme dans le narratif international réaliste). Pour lui, tout développement local doit être considéré systématiquement en rapport avec son voisin. Cette interaction, combinée à la texture inégale des sociétés provoque une redirection continuelle et dynamique des activités sociales (des uns comme des autres). L'approche n'est pas pour autant sans faille puisque Rosenberg réifie son outil analytique en utilisant conceptuellement l'*international* dans des contextes empiriques *prénationaux*.

En conclusion de mes deux chapitres théoriques, afin de contrer les limites des deux approches (la réification de l'international et l'internalisme causal), j'ai formulé le concept de *l'hybridité interactive*. Cette idée prend comme fondement épistémologique la clarté microsociologique de la TRSP et comme fondement méthodologique la systématique du caractère combiné du UCD. Autrement dit, j'ai poussé plus loin les idées de Teschke et l'importance de la médiation géopolitique sur la trajectoire de développement des régimes d'accumulation de sorte qu'il soit possible d'historiciser le processus de formation étatique européen sans sombrer dans l'internalisme de la TRSP. La fusion théorique m'a permis de souligner l'importance de la médiation géopolitique des régimes d'accumulation, non seulement à l'égard du passage à l'État moderne, mais aussi dans le processus de formation étatique prémoderne.

Plus concrètement, ma proposition théorique s'est traduite par une relecture de la thèse de Brenner qui attribue à l'invasion normande de 1066 une unicité causale dans le développement étatique anglais. Il est insuffisant d'affirmer, comme Brenner le fait, que le développement étatique anglais post-1066 découle strictement du conflit anglo-normand. Cet événement précis n'a été rendu possible que grâce à un contexte régional beaucoup plus vaste. L'unification de l'île doit être considérée comme le résultat de l'interaction *géopolitique* de régimes de propriétés qualitativement différents, et ce, même s'ils sont tous catégorisés comme des régimes d'accumulation *politique*. La typification des régimes de propriété est pertinente dans le cadre d'une recherche centrée sur le point de rupture responsable de l'émergence du capitalisme, mais lorsqu'il est question d'analyser les changements sociaux

ayant lieu à l'intérieur d'un même régime, la vision du UCD permet de garder une perspective large, différenciée et *interrégionale*. Mon interprétation des causes de la formation étatique anglaise outrepassa ainsi la stricte influence normande de l'invasion de 1066 pour attribuer une influence poignante aux invasions scandinaves vikings sur la trajectoire du développement de l'État anglo-saxon. *La médiation géopolitique des activités vikings constitue une condition nécessaire et préalable au succès qu'a connu l'invasion normande de 1066. L'un ne va pas sans l'autre.*

L'angle d'attaque du troisième chapitre était orienté vers la Scandinavie. La section s'attardait à contextualiser l'arrivée viking sur la scène européenne entre le 9^e et 11^e siècle. J'y ai argumenté, dans l'élan d'une théorie de l'hybridité interactive, que *l'influence géopolitique du phénomène viking à l'échelle de l'Europe était profondément liée aux relations de pouvoir à l'intérieur de la Scandinavie*. Les transformations qu'a subies le régime de propriété scandinave durant la seconde moitié du premier millénaire (passage d'un système de parenté aux stratégies de reproduction orientées vers le don à un régime de territorialité) ont eu une influence sur les stratégies géopolitiques d'extractions des surplus. La théorie de l'hybridité interactive s'est transposée ici de deux manières. Premièrement, elle m'a permis d'argumenter que la trajectoire de formation politique scandinave était intrinsèquement liée à la trajectoire du reste de l'Europe. La série de transformations de l'échiquier géopolitique (la chute de l'Empire romain par exemple) fut en partie (mais pas uniquement) responsable de la réorientation des stratégies de reproduction des classes sociales (innovations techniques favorisant l'extension du commerce et accroissement des activités extraterritoriales de type extractives comme le pillage). Ces nouveautés ont provoqué une intensification de la compétition au sein de la communauté seigneuriale scandinave. Deuxièmement, tout comme le contexte européen a influencé les relations sociales de propriété en Scandinavie, ces mêmes changements ont eu à leur tour un contrecoup significatif au niveau régional alors qu'ils ont favorisé l'émergence du phénomène viking. Là où les activités extraterritoriales scandinaves étaient réservées surtout au commerce, j'ai souligné une drastique réorientation des expéditions au tournant du 9^e siècle en faveur du pillage. Plus encore, au fur et à mesure que la mutation du régime scandinave s'est opérée (un passage progressif des stratégies fondées sur le don et la possession matérielle « *gift-giving* » à une autre axée sur

l'appropriation territoriale), les stratégies d'accumulations extraterritoriales se sont aussi modifiées. De l'extraction violente des surplus matériels, la classe extractive scandinave a transité vers un vaste processus d'appropriation des territoires voisins par les seigneurs et royautes scandinaves (un fait que je souligne par l'entremise d'une division de l'ère Viking en quatre grandes phases différenciées d'activités). En somme, l'idée du troisième chapitre était de souligner le caractère dynamique et interactif de l'émergence de l'ère Viking. Le phénomène a émergé et s'est transformé parce que les RSP scandinaves étaient plongées dans un contexte d'hybridité interactive. Et tout comme la trajectoire scandinave était dépendante du contexte géopolitique européen, les activités vikings ont eu un impact significatif sur la trajectoire européenne.

Dans le quatrième et dernier chapitre, j'ai abordé la question plus spécifique de l'impact de la médiation géopolitique des activités scandinaves vikings sur la trajectoire de développement de l'État anglo-saxon. J'ai élaboré ce point à partir d'une double perspective de l'établissement viking : d'abord d'un point de vue scandinave avec la formation du Danelaw et le processus d'intégration à la communauté locale, ensuite d'un point de vue anglo-saxon avec la réponse inégale des différents royaumes de l'île à l'intrusion territoriale. Le premier angle d'attaque m'a permis de démontrer le caractère a priori non-violent et coopératif de la classe seigneuriale scandinave qui s'établit dans le Danelaw (tant dans ses relations avec la paysannerie, la noblesse locale que les membres de l'église). Elle y démontre une remarquable capacité d'intégration au nouvel environnement, un point en partie dû à la similitude des stratégies de reproduction de la classe extractive qui impose une prérogative à la légitimation de leur appropriation territoriale. Son assimilation à la communauté d'accueil, par la christianisation et l'adoption progressive des coutumes et de la langue locale, était le prix à payer afin de légitimer son processus d'appropriation territoriale.

La contextualisation de la formation du Danelaw expliquée, je suis passé à l'impact de l'interaction anglo-scandinave. Si le régime féodal persistait dans ses fondements, la trajectoire de développement étatique, elle, s'est radicalement modifiée avec la présence viking. L'interaction anglo-scandinave a provoqué une déstabilisation de l'équilibre géopolitique. À la veille de l'ère Viking, l'île assistait à l'émergence des quatre royaumes anglo-saxons (extension du pouvoir royal résulte en l'établissement des frontières des royaumes de Mercie, Wessex, Northumbrie et d'Est-Anglie) ainsi qu'à la transition à un régime manorial (marqué par l'institutionnalisation des familles influentes en tant que classe seigneuriale). L'impact viking sur cette trajectoire se constate à trois niveaux :

1) un *accroissement de l'asservissement de la population paysanne à une noblesse terrienne*, résultat du pillage, de la guerre et l'accroissement des taxes en raison des paiements des tributs de paix;

2) la *fragmentation des domaines anglais*, résultat de l'établissement permanent d'une noblesse scandinave sur l'île (processus d'individualisation des rapports de territorialité; intensification de la compétition des relations intraseigneuriales; perte du monopole de la chrétienté sur les terres monastiques et accroissement des constructions d'églises dans les villages et centres urbains);

3) la *consolidation du pouvoir royal*, conséquence de ses efforts de mobilisation de la communauté seigneuriale et de la réorganisation du recrutement de la paysannerie et de la construction de nouvelles fortifications (les *burhs*) (impliquait une consolidation territoriale et militaire, un affaiblissement de l'autonomie paysanne, un accroissement des activités économiques urbaines ainsi qu'un affermissement des méthodes royales de taxation commerciales).

Ultimement, la redirection de la trajectoire de développement étatique subie en Angleterre entre le 9^e et le 11^e siècle a éloigné le régime anglais d'une possibilité de passage à un régime banal. La centralisation politique a provoqué un évitement du processus de parcellisation de la souveraineté et a maintenu l'autonomie de la communauté seigneuriale à un niveau en deçà du régime banal. La conséquence de cette conclusion est que, pour l'analyse de la transition au capitalisme, la classe paysanne reste divisée (entre paysans libres et serfs). Dans les siècles subséquents, cette scission juridique jouera un rôle primordial dans l'émergence du capitalisme agraire avec l'accroissement des compétitions pour l'accès à la terre entre les *freehold tenants* et les *customary tenants* (qui provoque un affaiblissement du pouvoir de la communauté paysanne en résistance au changement). L'invasion normande reste l'évènement pivot qui enclenche le long processus menant à la rupture du régime anglais féodal, mais il doit être considéré comme un moment supplémentaire qui vient exacerber certaines tendances *préexistantes* au sein du régime d'appropriation anglais. J'affirme donc que, *sans la présence scandinave sur l'île, l'invasion de 1066 n'aurait pas eu un résultat aussi unifiant pour la royauté et la communauté seigneuriale.*

Pour conclure, mon intention de recherche était d'*améliorer la compréhension sociologique du processus de formation de l'État*. Afin de parvenir à cet objectif, j'ai effectué une *analyse sociohistorique de l'influence des invasions vikings sur le processus de formation étatique en Angleterre entre le 9^e et 11^e siècle*. J'ai opté spécifiquement pour l'approche du marxisme politique tout en offrant quelques clarifications jugées nécessaires au renforcement de ses fondations théoriques. J'ai ainsi proposé, pour toute analyse du développement étatique, l'importance de l'*hybridité interactive*, concept qui joint le réalisme ontologique du UCD à l'épistémologie relationnelle de la TRSP. Ma vision a permis d'extirper la lecture de Brenner, à l'égard de la transition Anglaise au capitalisme et l'État moderne, de son internalisme causal. En considérant ce processus de transition dans une perspective *interrégionale*, j'ai pu argumenter que les stratégies d'accumulations scandinaves, avec ses expéditions vikings en Europe, ont tout autant eu un impact sur la trajectoire du développement étatique anglais que l'invasion subséquente par les Normands en 1066.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, Kevin B., 2010. *Marx at the Margins : On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, Chicago : Chicago University Press, pp. 319
- Ashworth , John, 1996. *Slavery, Capitalism, and Politics in the Antebellum Republic, Vol. I : Commerce and Compromise, 1820-1850* , Cambridge University Press, pp.532
- . 2008. *Slavery, Capitalism, and Politics in the Antebellum Republic, Vol. II : The Coming of the Civil War, 1850-1861*, Cambridge University Press, pp.694
- Bates, David, 1994. « Chap. 2 : The Rise and Fall of Normandy, c. 911-1204 », in *England and Normandy in the Middle Ages*, London : Hambledon Press, p.19-35
- Bhambra, Gurinder K. 2010. « Historical Sociology, International Relations and Connected Histories », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol.23 (1), p.127-143
- . 2011. « Talking among Themselves? Weberian and Marxist Historical Sociologies as Dialogues Without 'Others' », *Millenium : Journal of International Studies*, London School of Economics », p.1-15
- Blaut, Jim, 1993. « After 1492 », *The Colonizer's Model of the World. Geographical Diffusionism and Eurocentric History*, New York:, The Guilford Press, p.179-213
- Bloch, Marc, 2004 (1961). *Feudal Society T1 : The Growth of Ties of Dependence*, Taylor & Francis e-Library, London, pp.279
- Boyer, Régis, 1992, *L'Edda Poétique*, Paris: Fayard, pp.685
- . 2001, *L'Islande médiévale*, Coll. Guide Belles Lettres des Civilisations, Paris: Les Belles Lettres, pp.274
- . 2004a, *Les Vikings*, Coll. Tempus, France: Perrin, pp.414
- . (textes trad., présentés et annotés par), 2004b, *Sagas Islandaises*, Bibliothèque de la Pléiade, France : Gallimard, pp.1993
- . 2008, *Les Vikings : Histoire, Mythes, Dictionnaire*, Coll. Bouquins, Paris: éditions Robert Laffont, pp.912
- Boudon, Raymond et François Bourricaud, 2004. *Dictionnaire critique de la sociologie*, Coll. Quadrige, Paris : Presses Universitaires de France, pp.714

- Bourdieu, Pierre, 1980. « L'identité et la représentation », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35 (1), pp.63-72
- Brenner, Robert, 1989a, "Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West », dans *The Origins of Backwardness in Eastern Europe. Economics and Politics from the Middle Ages until the Early Twentieth Century*, California University Press, p.15-52
- . 1989b. « Bourgeois Revolution and Transition to Capitalism », A.L. Beier et al., *The First Modern Societies. Essays in English History in Honour of Lawrence Stone*, Cambridge: Cambridge University Press, pp.271-304
- . 1990. « La base sociale du développement économique », *Actuel Marx*, #7, p.65-93
- . 2002, « Chap. 10 : The Agrarian Roots of European Capitalism », in *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, pp.213-327
- . 2006, « From Theory to History : "The European Dynamic" or Feudalism to Capitalism? », in John A. Hall et Ralph Schroeder (eds) *An Anatomy of Power. The Social Theory of Michael Mann*, Cambridge : Cambridge University Press, p.189-232.
- Brenner, Robert et Christopher Isett, 2002, « England's Divergence from China Yangzi Delta: Property Relations, Microeconomics and Patterns of Development », *The Journal of Asian Studies*, Vol.61 (2) : p609-662
- Brewer, John, 1990. *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*, Cambridge : Harvard University Press, pp.290
- Brink, Stefan, 2008. « 4. People and Land in Early Scandinavia » in *Franks, Northmen, and Slavs : Identities and State Formation in Early Medieval Europe*, Turnout (Belgique): Brepols Publishers, p.87-112
- Calance, Mădălina, (2012). *The Resurgence of Nationalism in the European Union*, Centre pour le étude européennes (CES) Working, Vol.IV (1), pp.34, édition électronique: http://ceswp.uaic.ro/articles/CESWP2012_IV1_CAL.pdf
- Clark, Ken et Joanne Lindley, 2006. *Immigrant labour market assimilation and arrival effects: evidence from the UK Labour Force Survey*, Discussion Papier Series, Institute of the study of Labor (IZA), p No°2228, pp.35, édition électronique: <http://ftp.iza.org/dp2228.pdf>
- Clarke, Simon, 1982, *Marx, Marginalism and Modern Sociology : From Adam Smith to Max Weber*, Palgrave Macmillan, pp.250

- Clements, Jonathan, 2007, *A brief history of the Vikings : The last pagans or the first modern europeans?*, New York : Carrol & Graf, pp.273
- Cohen, G.A., 1978. *Karl Marx's Theory of History : A defence*, Princeton University Press : Princeton, pp.369.
- Craughwell, J. Thomas, 2008. *How the Barbarian Invasions shaped the modern world : The vikings, vandals, Huns, Mongols, Goths, and Tartars who razed the old world and formed the new*. Beverly : Fair Wind Press, pp.319
- Douglas, David C., 1964. *William the Conqueror*, Berkeley : University of California Press, pp.476
- Duby, Georges, 1977a (1962), *L'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval - T1*, Paris : Flammarion, pp.285
- . 1977b (1962). *Économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval - T2*, Paris : Flammarion, pp.283
- Dufour, Frédérick Guillaume, 2007. «Social-property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices», *European Journal of International Relations*, Vol. 13 (4), pp.583-604
- . 2008. *Les débats sur la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative*, Cahiers de recherche sociologique, #45, p.73-91
- Dufour, Frédérick Guillaume et Sébastien Rioux, 2008. « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété », *Actuel Marx*, #43, pp.126-139
- Dufour, Frédérick Guillaume et Thierry Lapointe, 2007. « Chap. 14 : La sociologie historique néowébérienne : l'effritement de la distinction entre la politique comparée et l'étude des relations internationales », dans *Théories des relations internationales : Contestation et résistances*, éditions Athéna, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), p.305-327
- . 2010a. « Chap. 18 : La sociologie historique néowébérienne », dans *Théories des relations internationales : Contestation et résistances*, éditions Athéna, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), éditions Athéna (2^e éd.), Montréal, p. 379-401
- . 2010b. « Chap.19 – La sociologie historique néomarxiste », dans *Théories des relations internationales : Contestation et résistances*, éditions Athéna (2^e éd.), Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), p.403-420

- Durkheim, Émile, 1893 (1967). *De la Division du travail social*, Paris: Les Presses universitaires de France, pp.462, édition électronique:
http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/division_du_travail/division_travail.html
- . 1894 (1967). *Les règles de la méthode sociologique*, Paris: Presses Universitaires de France, pp. 149, édition électronique:
http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/regles_methode/regles_methode.html
- . 1897 (1967). *Le Suicide*, Paris: Presses Universitaires de France, pp. 462, édition électronique:
http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/suicide/suicide.html
- . 1912 (1968). *Les formes élémentaires de la vie religieuse: Le système totémique en Australie*, Paris: Presses Universitaires de France, pp. 647, édition électronique:
http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/formes_vie_religieuse/formes_vie_religieuse.html
- Elster, Jon, 1985. « Chap.5 : Modes of production », in *Making Sense of Marx*, Cambridge University Press, pp.241-317
- . 1986. « Chap. 6 : Historical Materialism », in *An Introduction to Karl Marx*, New York: Cambridge University Press, pp.200
- Ferguson, Robert, 2009. *The Vikings : A history*, New York : Penguin Books, pp.451
- Foucault, Michel, 2004. *Naissance de la Biopolitique : Cours au Collège de France , 1978-1979*, coll. Hautes Études, Gallimard/Seuil, pp.355
- . 2007 (1975). *Surveiller et punir : Naissance de la prison*, coll. Tel, Gallimard, pp.360
- Frank, Andre Gunder, 1999 : Introduction to Real World History vs. Eurocentric Social Theory », *ReORIENT : Global economy in the Asian Age*, Berkele: California University Press, p.1-51
- Galli, Simon, 2008. *La guerre dans la Heimskringla - de Snorri Sturluson*, Mémoire de Maîtrise, Université de Paris-Sorbonne, pp.126, édition électronique :
<http://www.lulu.com/product/file-download/la-guerre-dans-la-heimskringla-de-snorri-sturluson/5048655>
- Giddens, Anthony, 1981. *A Contemporary Critique of Historical Materialism. Vol. 1. Power, Property and the State*. Londres : Macmillan, pp.304

- . 1985. *A Contemporary Critique of Historical Materialism. Vol. 2. The Nation State and Violence*, Cambridge : Polity, pp.384
- . 1986. *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, University of California Press, pp.417
- . 1987. « Administrative Power, Internal Pacification », *The Nation-State and Violence. Volume Two of a Contemporary Critique of Historical Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press, pp.172-197
- . 1991. *Modernity and self-identity. Self and society in the late modern age*, Cambridge : Polity Press, pp. 214
- Goldstone, Jack, 2009, « Family Life and Standards of Living », dans *Why Europe? The Rise of the West in World History 1500-1850*, Boston: McGraw Hill., pp. 71-96.
- Guba, E. G. et Y. S. Lincoln, 1994. « Competing Paradigms in Qualitative Research », dans *Handbook of Qualitative Research*, sous la dir. de Denzin N. K. et Y.S. Lincoln. Thousand Oaks : Sage, pp.643
- Hadley, D.M., 2000. *The Northern Danelaw : Its Social Structure, c.800-1100*, New York : Leicester University Press, pp.384
- Hedeager, Lotte, 2006. « Chap.18 : Scandinavia », in *The New Cambridge Medieval History : vol. I c.500-c.700* (éd. par Paul Foulacre), Cambridge : Cambridge University Press, pp.496-523
- . 2008. « Chap.1 : Scandinavia before the Viking Age », dans *The Viking World* (ed. par Stefan Brink & Neil Price), Routledge, p.11 -22
- Hedoin, Cyril, 2010. *Comment évoluent les institutions ? Veblen et la généralisation du darwinisme*, Colloque International Charles Gide, édition en ligne, consulté le 25 oct 2012 : <http://colloquegide2010.univ-paris1.fr/IMG/pdf/Hedoin.pdf>
- Hobson, John M., 1998. *Debate : The 'Second Wave' of Weberian Historical Sociology : The Historical Sociology of the State and the state of Historical Sociology in International Relations*, Review of International Political Economy, vol.5(2) : 284-320
- . 2004. *The Eastern Origins of Western Civilization*. Cambridge University Press. pp.392
- . 2009. "Provincializing Westphalia : The Eastern Origins of Sovereignty", *International Politics*, vol.46(6) : 671-690.
- Hobden, Stephen, and John M. Hobson, 2002. « Chap.13 : On the road towards an historicised world sociology » in *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge: Cambridge University Press, p.265-285

- Hobson, John M. et Stephen Hobden, 2002. *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, pp.315
- Hobson, John M., George Lawson et Justin Rosenberg, 2010. *Historical Sociology*, ISA Compendium Project Encyclopedia Entry, <http://historicalsociology.files.wordpress.com/2011/08/lawson-george-2007-historical-sociology-in-international-relations-open-society-research-programme-and-vocation.pdf>
- Hogues, Arthur R., 1966. *Origins of the Common Law*, Bloomington : Indiana University Press, pp.271
- Howarth, David, 1977. *1066 : The Year of the Conquest*, éditions Barnes and Nobles: pp.207
- Hudson, John, 1996. *The formation of the English common law : law and society in England, from the Norman conquest to Magna Carta*, éditions Addison Wesley Longman, pp.271
- Jones, Gwyn, 1997, *The Vikings*, The Folio Society, Londres : Oxford University Press, pp.490
- Kaeuper, Richard W., 1999, *Chivalry and Violence in Medieval Europe*, Oxford: Oxford University Press, pp.338
- Karlberg, Stephen, 2002. « Extraits », dans *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris: La Découverte, p.34-52; 87-120
- Karlsson, Gunnar, 2000. *The History of Iceland*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp.418
- Killings, Douglas B.(ed., 1996). *The Anglo-Saxon Chronicles*, Londres : Everyman Press, édition électronique : <http://omacl.org/Anglo/>
- Koehler, Jobst, Christine Aghazarm et Julia Schad, 2011. *La migration et la crise économique dans l'Union européenne : implications au niveau de la politique*, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), pp.47, édition électronique <http://www.emnbelgium.be/publication/migration-and-economic-crisis-implications-policy-european-union>
- Lapointe, Thierry et Frédérick Guillaume Dufour, 2011. « Assessing the Historical Turn in IR: A Critical Anatomy of Second Wave Historical Sociology », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol.25 (1), p.97-121
- Lawson, George, 2007, « Historical Sociology in International Relations : Open Society, Research Program and Vocation », *International Politics*, Vol.44, p.343-368

- Le Patourel, John, 1976, *The Norman Empire*, New York : Oxford University Press, pp.416
- Linebaugh, Peter, 2008. *The Magna Carta Manifesto : Liberties and Commons for All*, Berkeley : University of California Press, pp. 280
- Macleod, Alex; Evelyne Dufault, F. Guillaume Dufour (sous dir. de), 2004. *Relations Internationales : Théories et concepts*. Éditions Athéna, Coédition CEPES, pp.301.
- Mann, Michael, 1986, « Societies as Organized Power Networks », *The Sources of Social Power. Volume I*. Cambridge University Press : p.1-33
- . 1987. « Ruling Class Strategy and Citizenship », *Sociology*, 21 (3), p.339-354
- . 2004, « Chap.3 : Two Versions of 'We, the People' » dans *The Dark side of democracy*, Cambridge University Press, p.55-69
- Mauss, Marcel, 2007. *Essai sur le don*, Coll. Quadrige, Paris : Presses Universitaires de France, pp.249
- McMichael, Philip, 1990. « Incorporating Comparisons within a World-Historical Perspective : An Alternative Comparative Method », *American Sociological Review*, Vol.55(3), p.385-397
- Marx, Karl, 1993, *Le Capital : Livre I*, coll. Quadrige-Grands Textes éditions PUF, pp.940
- Marx, Karl et Friedrich Engels, 1998. *Manifeste du Parti Communiste*, GF, Paris: Flammarion, pp.206
- McMichael, Philip, 1991. « Slavery in Capitalism : The Rise and Demise of the U.S. Ante-Bellum Cotton Culture », *Theory and Society*, Vol.20 (3), p.321-349
- Musset, Lucien, 1997, *Nordica et Normannica : recueil d'études sur la Scandinavie ancienne et médiévale, les expéditions des Vikings et la fondation de la Normandie*, coll. Studia Nordica, Paris : La société des études nordiques, pp.493
- Neveux, François, 2006, *L'aventure des Normands : VIIIe-XIIIe siècle*, coll. Tempus, Paris : Perrin, pp.385
- O'Meara, Dan et Alex Macleod, 2007. *Théories des relations internationales : Contestation et Résistance*, éditions Athéna, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), pp.515
- Pomerantz, Kenneth, 2000, *The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton University Press, pp. 3-68.

- Post, Charles, 2011. *The American Road to Capitalism*, Chicago: Haymarket Books, pp.195-251
- Parsons, Talcott, 1968a. *The Structure of Social Action, Vol.I Marshall, Pareto, Durkheim*, Free Press editions, pp.470
- . 1968b. *The Structure of Social Action, Vol. 2*, Free Press editions, pp.368
- Richards, Julian D., 2004. *Viking Age England*, Wiltshire : Tempus, pp.254
- Rosenberg, Justin, 1994. *The Empire of civil society : A critique of the Realist theory of International Relations*, London and New York: Verso, pp.209, édition électronique : http://books.google.com/books?id=ck_3iv4PrnC&lpg=PP1&dq=empire%20of%20civil%20society&hl=fr&pg=PA209#v=onepage&q&f=false
- . 2006. "Why there is no International Historical Sociology", *European Journal of International Relations*, Vol.12(3) : pp.34, édition électronique : http://homepage.ntlworld.com/j.rosenberg/Uneven/Writings_files/Rosenberg%20on%20why%20is%20there%20no%20ihs.pdf
- . 2010a. *Anarchy in the Mirror of 'Uneven and Combined Development' : An Open Letter to Kenneth Waltz*, texte à paraître dans la biographie de Kenneth Waltz par Cornelia Beyer, pp.31, édition électronique : <http://www.justinrosenberg.webspace.virginmedia.com/Uneven/Writings.html>
- . 2010b. *Basic problems in the theory of uneven and combined development. Part II: unevenness and political multiplicity*, Cambridge Review of International Affairs, Vol.23 (1), p.165-189
- Skocpol, Theda, 1979. *State & Social Revolutions*, New York : Cambridge University Press, pp.407
- . 1985. « Expliquer les révolutions par-delà les théories existantes », *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris: Fayard, p.19-71
- . 1987. « Social History and Historical Sociology », *Social Science History*, 11(1) : 17-30
- Smith, Adam, 1776 (éd.1991). *La Richesse des Nations : Tome 1*, Flammarion, pp.531
- Stenton, F.M., 1989. *Anglo-Saxon England*, Oxford History of England editions, pp.765
- Sturluson, Snorri, 2000 (trad. par François-Xavier Dillmann). *Heimskringla, Histoire des rois de Norvège: Première partie*, coll. L'aube des peuples, Paris : Gallimard, pp.702

- Sawyer, P. H., 1994. *Kings And Vikings : Scandinavia And Europe AD 700-1100*, Barnes & Nobles, pp.192
- Thacker, Alan, 2008. « Chap. 17 : England in the seventh century », in *The New Cambridge Medieval History : vol. I c.500-c.700* (ed. by Paul Foulacre), Cambridge : Cambridge Univesity Press, p.462-495.
- Teschke, Benno, 2002. *Theorizing the Westphalian System of States : International Relations from Absolutism to Capitalism*, European Journal of International Relations, Vol.8 (1), p.5-48
- . 2003. *The Myth of 1648 : Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, Londres et New York: Verso, pp.308
- . 2006. *Debating 'The Myth of 1648' : State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe – A Rejoinder*, International Politics, #43, p.531-573
- Thompson, E.P., 1966, *The Making of the English Working Class*, New York : Vintage books, pp.848
- Thompson, John M., 2010. *Le Monde Médiéval*, Cayfosa (Espagne): National Geographic Society, pp.383
- Tilly, Charles, 1983. *Big Structures, Large Processes, Huge comparisons*. Russel Sage foundation, pp.176, édition électronique : <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/51064/1/295.pdf>
- . 1990. *Coercion, Capital and European States, AD 990-1992*, Oxford : Basil Blackwell, pp.269.
- . 2001. *La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé*, Politix, Vol.13 (49) : 97-117.
- . 2008. « Means and Ends of Comparison in Macrosociology », *Explaining the Social Sciences*, Boulder, Paradigm Publishers, p.83-92
- Wallerstein, Immanuel, 1974 (2010). *The Modern World System I : Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, University of California Press, pp.440
- Waltz, Kenneth N., 1959 (éd. 2001). *Man, the State, and War*, New York : University of California Press, pp.263
- . 1979 (éd. 2010). *Theory of International Politics*, New York : Waveland Press, pp.256

- . 1999, *Globalization and Governance*, American Political Science Association (APSA), Political Science and Politics, Vol. 32, No4, pp. 693-700, electronic edition: <http://www.jstore.org/stable/420158>
- Weber, Max, 1919 (1963). *Le savant et le politique*, Paris : Union Générale d'Éditions, pp.186, édition électronique : http://classiques.ugac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html
- . 1904 (trad.1989), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, coll. Agora, Paris: Pocket, pp.286
- . 1923 (trad. 1991), *Histoire économique : Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris : Gallimard, pp.431
- . 1921 (trad. 1995), *Économie et société /I : Les catégories de la sociologie*, coll. Agora, Paris :Pocket, pp.411
- . 1916a (2000). *Confucianisme et Taoïsme*, coll. Bibliothèque des Sciences Humaines, Paris: Gallimard, pp.408
- . 1916b (2003). *Hindouisme et Bouddhisme*, coll. Bibliothèque des Sciences Humaines, Paris: Flammarion, pp.630
- Williams, Dr. Ann, et G.H. Martin (dir. par), (2003). *Domesday Book : A complete translation*, Penguin Classics, pp.1456
- Wong, R. Bin, 2000, *China Transformed : Historical Change and the Limits of the European Experience*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 277-294.
- Wood, Ellen Meiksins, 1995, « The separation of the 'Economic' and the 'Political' in Capitalism », *Democracy against Capitalism*, Cambridge University Press, p.19-48
- . 2002. *The Origin of Capitalism : a longer view*, London & New York : Verso, p.11-165
- . 2003. *Empire of Capital*, Londres et New York, Verso, pp. 182